L'unité

N° 232 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 7 au 13 janvier 1977

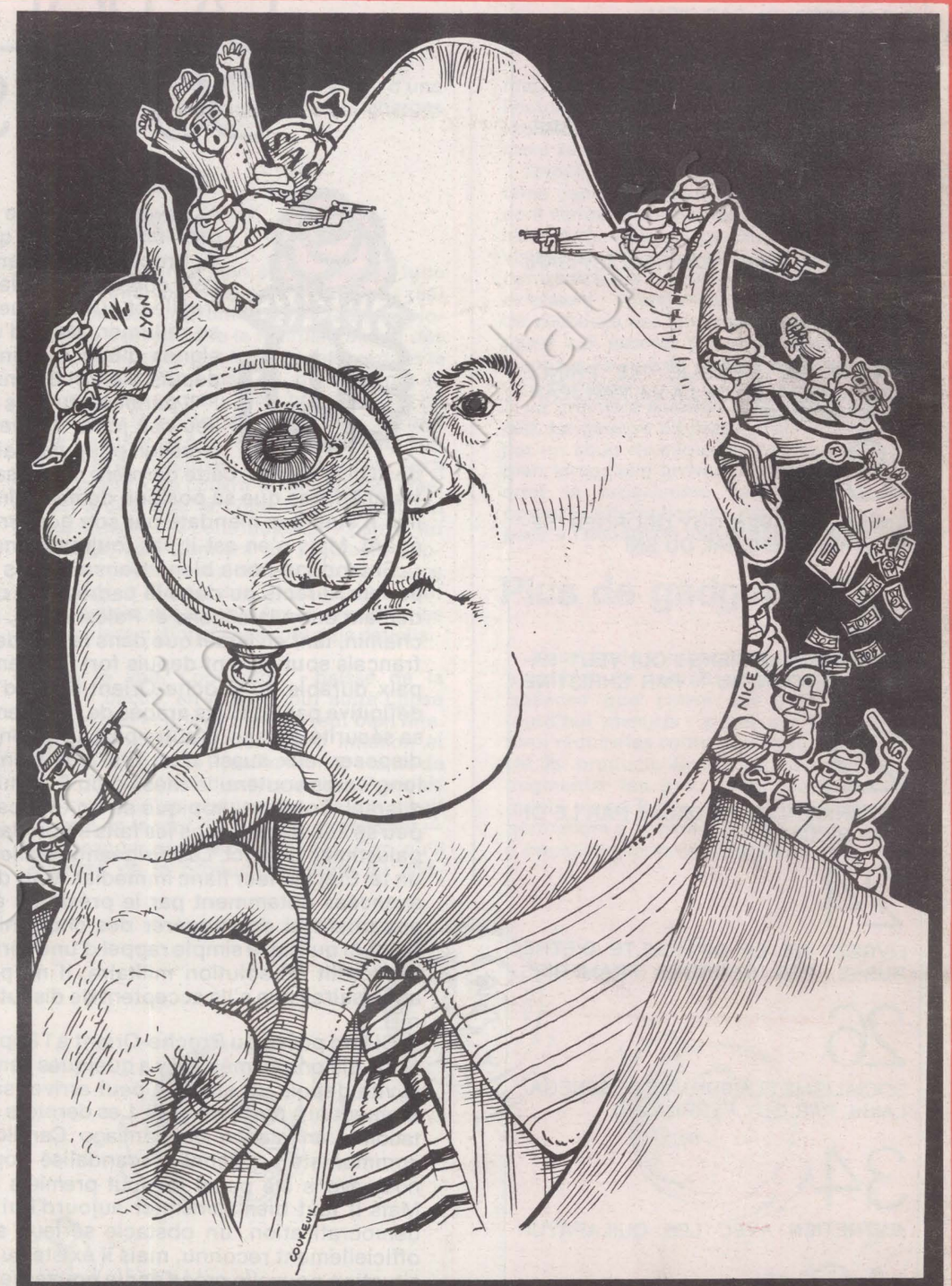
Affaire de Broglie

"La faute plutôt que le scandale"

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

RETOUR AU CHILI

Le S.o.s. des hôpitaux parisiens



LE "PRINCE" DES SCANDALES DE LA Ve

Sommaire

4
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

8
THAILANDE : APRES LE MASSACRE, PAR MICHEL GARDINIER

10
RETOUR AU CHILI, PAR FRANCIS PISANI

16
AFFAIRE DE BROGLIE : LE PRINCE DES SCANDALES DE LA Ve, PAR JEAN-LOUP REVERIER

18
ENTRETIEN AVEC GUY GEORGES, SECRETAIRE GENERAL DU SNI

20
HOPITAUX PARISIENS : QUI VEUT SAPER BRETONNEAU ?, PAR CHRISTINE COTTIN

22
MECANICIEN OU MEDECIN, PAR LE Dr JEAN NICOLAS

24
LIVRES : DE LA DIFFICULTE D'ETRE RUSSE, PAR GEORGES FRAMERIES

26
SOCIALISME : LA PROMESSE SENEGALAISE, PAR GUY PERRIMOND

34
ENTRETIEN AVEC LES QUILAPAYUN

40
MA PART DE VERITE, PAR FRANCOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 9, 17, 19) Barrigue (pages 5, 25) Coureuil (pages 1, 4, 31) Hin (page 14) Pascal Lebrun (pages 18, 21, 22, 29, 30, 35) Pym (pages 3, 11, 17, 27) Solo (pages 13, 36).

Editorial

LA POLITIQUE DU POSSIBLE

A travers toute une série d'informations ou de démentis peut-on considérer que les choses sont en train de bouger au Proche-Orient dans le sens de l'apaisement ? D'un côté, l'on constate que la « paix syrienne » au Liban demeure fragile et que chaque jour ou presque l'incendie menace de se rallumer. Mais, d'un autre côté, on voit se multiplier les signes d'une certaine détente dans le conflit qui oppose depuis bientôt 30 ans Israéliens et Palestiniens.

Il paraît à peu près acquis qu'une rencontre au moins a eu lieu ces jours derniers entre un représentant du « Conseil israélien pour une paix israélo-palestinienne » et un délégué de l'O.l.p. Certes, cette dernière organisation refuse de confirmer cette rencontre et affirme que sa position demeure inchangée. Certes, le négociateur israélien n'était pas mandaté par son gouvernement qui prend ses distances à son égard. Mais n'en est-il pas toujours ainsi à la veille de toute négociation ?

Entendons-nous bien : nous n'allons pas jusqu'à croire que de vrais pourparlers, directs ou dans le cadre de la conférence de Genève, vont s'engager demain entre Israéliens et Palestiniens. Mais il est certain qu'une idée fait son chemin, tant en Israël que dans le monde arabe, qui est celle que les socialistes français soutiennent depuis fort longtemps, à savoir qu'il ne saurait y avoir de paix durable au Proche-Orient sans, d'une part, la reconnaissance claire et définitive par les Etats arabes de l'existence de l'Etat d'Israël et des garanties de sa sécurité et sans, d'autre part, la reconnaissance du droit des Palestiniens de disposer, eux aussi, d'un Etat aux frontières nettement délimitées. L'O.l.p. a longtemps soutenu la thèse d'un Etat mixte judéo-arabe sur le territoire actuel d'Israël. Solution utopique et, en tout cas, irréaliste à laquelle elle laisse peu à peu se substituer, dans les faits sinon dans sa doctrine officielle, celle d'un Etat palestinien distinct. Les dirigeants israliens ont toujours refusé de voir s'installer un tel Etat sur leur flanc immédiat. Mais des formules nouvelles sont aujourd'hui avancées notamment par le président égyptien Anouar el Sadate. Il ne nous appartient ni de suggérer des choix ni de formuler des conseils si ce n'est celui-ci qui est le simple rappel d'une vérité élémentaire : lorsqu'il n'y a pas dans un conflit de solution militaire, il ne peut y avoir de paix durable entre les adversaires que s'ils acceptent de discuter entre eux pour aboutir à un compromis.

Si l'on passe du Proche-Orient à l'Espagne, on retrouve une vérité analogue. Nous disions ici même il y a quelques semaines que dans un pays où tout est allé si vite depuis un an, tout peut arriver sans que l'on sache exactement à quel moment ni à partir de quoi. Les derniers événements ont confirmé cette constatation. L'arrestation de Santiago Carrillo et de sept autres dirigeants du Parti communiste espagnol a scandalisé l'opinion démocratique internationale et nous avons été parmi les tout premiers à exprimer notre protestation indignée. Mais il faut bien constater aujourd'hui qu'à travers cet accroc de taille à la démocratisation, un obstacle sérieux a été levé : le P.c.e. n'est pas encore officiellement reconnu, mais il existe au grand jour et, en contrepartie de cette situation nouvelle créée par le gouvernement d'Adolfo Suarez, il vient d'accepter lui-même de n'être pas présent dans la délégation qui, au nom de toute l'opposition, va discuter avec celui-ci des conditions dans lesquelles se dérouleront les élections législatives du printemps prochain. Là encore, c'est sur la base d'un compromis qui apparaissait naguère impossible que l'on s'achemine vers une solution. Le mérite de Santiago Carrillo et de ses amis — et leur courage politique — est d'avoir compris que la politique du possible est finalement plus efficace que celle du tout ou rien. Puisse leur exemple être suivi.

CLAUDE ESTIER

LE GADGET EST TROP CHER

Les silences de Raymond Barre sont éloquents. Plus que les mots prononcés, ce sont les mots tus, le chômage par exemple, qui servent de révélateur à ses discours. Celui de lundi à la télévision en est un exemple frappant.

Lançant sa campagne « baisse de la T.V.A. », le Premier ministre, terne et presque morose, a limité « sa ténacité à remettre en ordre et à redresser l'économie française » à un jeu d'écritures. Confondant l'inflation avec la hausse des prix, oubliant de dire qu'alors que l'on prône l'équilibre budgétaire le manque à gagner pour 1977 de 8,7 milliards de francs devra bien être « pris » quelque part, masquant les aspects les plus importants de son plan, c'est-à-dire la limitation des salaires, le ministre de l'Economie et des Finances a voulu jouer les publicitaires. En résumant son « plan » jusqu'à la caricature, il a tenté de convaincre les Français que dès les prochains mois seraient atteints des objectifs qui ne sont même pas recherchés !

Depuis le 22 septembre, date du lancement du « plan Barre », que s'est-il passé ? Premier temps : le gel des prix. Au nom de la lutte contre l'inflation, on a seulement « trafiqué » le thermomètre qui la mesure. Mais, ce faisant, on mécontentait tout le monde : les consommateurs, qui depuis fort longtemps savent que l'indice n'est que le pâle reflet des hausses, les producteurs et les vendeurs, qui voyaient leur marge de manœuvre et leurs habitudes remises en cause. Cela ne pouvait pas durer.

Cela ne dura pas. Le 1er janvier, les prix ont retrouvé leur liberté. A l'exception de ceux des services publics. Et, pour que l' « indice » soit bon, la baisse de la T.v.a. est intervenue. Cette « baisse » permettra de masquer durant quelque temps les hausses véritables. Mais l'objectif fondamental du gouvernement sera atteint : il aura un chiffre pour « justifier » sa politique salariale. Que ce chiffre ne soit que le reflet déformé de la réalité lui importe peu. L'indice servira d'argument pour refuser aux salariés les augmentations réclamées. Adossé à « son » résultat, Barre prendra la France à témoin : alors que lui a réussi à freiner la hausse, les syndicalistes, ces mauvais Français, seront accusés de mettre en cause cette réussite...

Et les patrons auront un argument supplémentaire pour, eux aussi, tenter de freiner les revendications de leurs salariés. Pourtant ils auront eu, eux, le droit d'augmenter leurs prix. Certes, avec prudence. Mais une prudence toute relative. Pour les prix industriels, par exemple, les entreprises pourront, en tenant compte d'un taux moyen, moduler les hausses suivant les produits. Le résultat est évident : sur les produits les moins vendus, les hausses seront faibles. Sur les autres... Résultat : les entreprises espèrent ainsi « restaurer leur trésorerie ». En vendant plus cher, d'une part, et en n'accroissant pas leurs charges salariales, d'autre part.

Confusion volontaire

Cela n'a certes rien à voir avec la lutte contre l'inflation, mais aura permis de « restaurer le taux de profit » des entreprises. Notons au passage que le maintien du gel des prix sur les tarifs du secteur public va dans le même sens. Car, par un phénomène de transfert bien connu, elles bénéficieront de tarifs pour le moins intéressants. Or, le manque à gagner de ces services devra bien être récupéré quelque part. L'Etat sera « contraint » de couvrir le déficit ainsi créé. C'est-à-dire que la collectivité — soit, en bout de ligne, les contribuables — paiera. Au passage, cela donnera un argument supplémentaire à la « majorité » pour les futures campagnes électorales : « La gauche veut nationaliser, mais regardez le résultat : les entreprises nationalisées sont déjà déficitaires »...

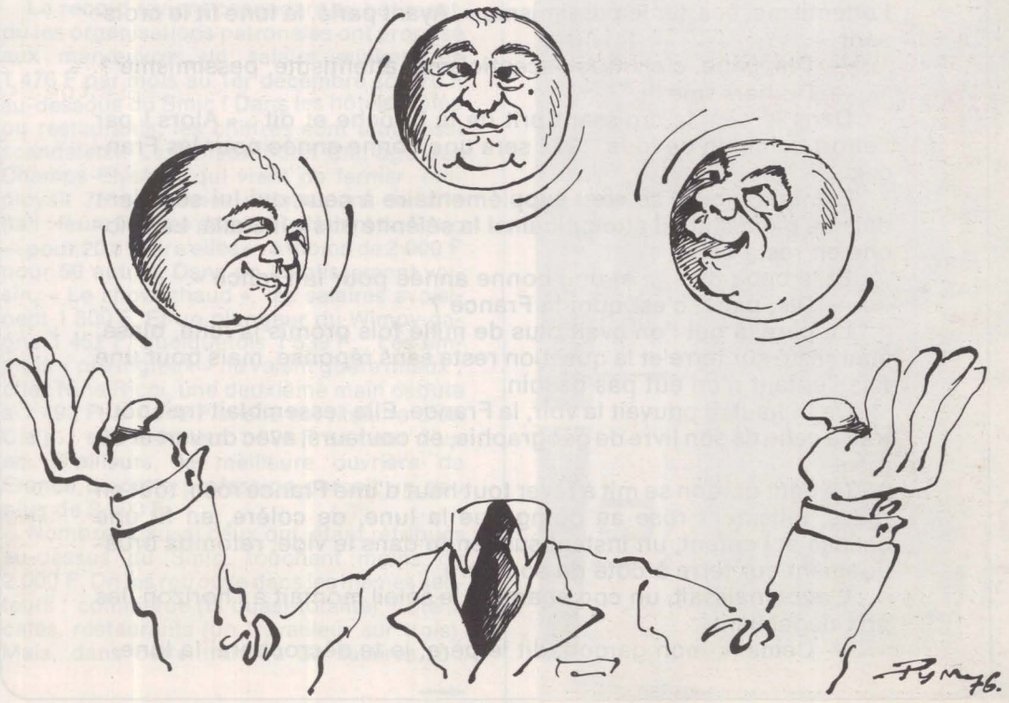
On le voit, l'opération « baisse de la T.v.a. » cache, en réalité, tout autre chose que ce que le gouvernement veut bien dire. En confondant volontairement inflation et hausse des prix, le Premier ministre tente de surcroît — au lieu d'expliquer aux Français les causes d'un phénomène, ce qui serait normal de la part d'un ancien professeur — de masquer ses responsabilités. Car, qu'il s'agisse de la production (donc du chômage), des prix (donc de l'inflation) ou de l'équilibre de nos échanges (donc de la valeur du franc), le gouvernement est largement responsable de la situation.

Depuis janvier 1974, la « crise » du système capitaliste est une évidence. Les faits sont venus confirmer les analyses faites par les économistes de gauche. Cette « crise » visible dans tous les pays était le reflet des contradictions du système. Deux solutions existaient : changer de système ; ou tenter de résoudre ses contradictions en faisant payer aux salariés des pays développés et aux pays en voie de développement les frais de « la crise ».

La première solution n'est certes pas facile. La gauche ne prétend nullement que, par un coup de baguette magique, tout ira bien lorsqu'elle arrivera au pouvoir. Appliquer le programme commun dans un contexte international « morose », dans un pays à l'économie sapée, n'est pas simple.

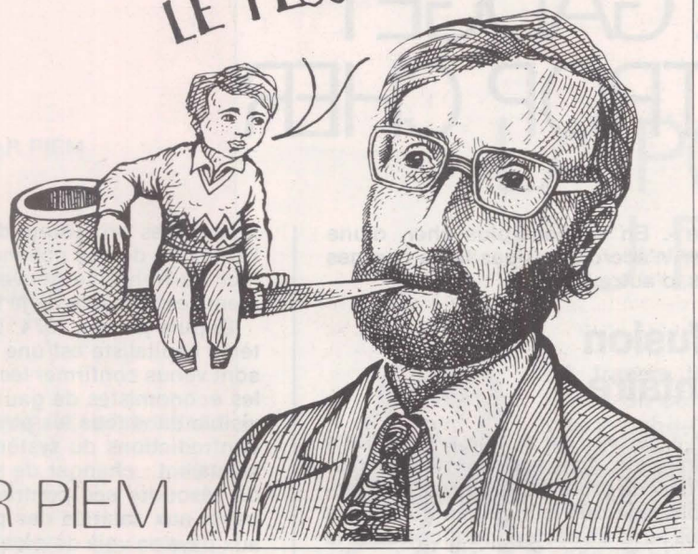
Plus de gadgets

La seconde solution, celle que le Pouvoir a choisie, ne pouvait avoir comme conséquences que celles que l'on peut aujourd'hui mesurer : peser sur les salaires pour réduire les coûts de production, accroître la productivité au lieu d'embaucher, augmenter les prix, éviter les investissements ou se limiter à des investissements permettant d'accroître la productivité au lieu d'investissements créateurs d'emplois. Voilà →



DIPAPACÉQUOI

LE PESSIMISME



PAR PIEM

Le Premier ministre parlait et l'on pouvait découvrir quelques traces de sérénité sur sa face lunaire.

Le petit garçon avait empilé les uns sur les autres tous les vœux de bonne année, ceux de Paul (VI) ceux de Valéry (Ier) et deux de Mourousi, de José Artur, de Ménie Grégoire, etc.

Le petit garçon s'était hissé tout en haut de la pile. Il espérait ainsi apercevoir plus aisément la nouvelle phase du plan Lune et, qui sait, en se tordant le cou, il pourrait en découvrir la phase cachée.

Cette nuit-là, dans le firmament, Barre brillait de tout son éclat et cette lueur éclairait le cœur des chaumières inquiètes. Le ministre était beau phaseur et il était décidé à ne pas faire de quartier. Un chômeur au loin aboyait à la lune.

— Dis, papa, pourquoi elle brille, la lune ?

— Parce qu'elle réfléchit.

— A quoi ?

— A sa rotation en fonction de sa révolution.

C'était plaisant d'imaginer cette grosse lune faisant la révolution.

— Dis, papa, c'est quoi une rotation ?

— Autour d'un axe fixe, un mouvement qui revient toujours au même point.

Le Premier ministre dit : « Il faut dissiper le scepticisme, éviter l'attentisme, écarter le pessimisme ». Ayant parlé, la lune fit le croissant.

— Dis, papa, c'est quoi, scepticisme, attentisme, pessimisme ?

— Du barrisme.

Dans le ciel, le croissant prit de la brioche et dit : « Alors ! par l'effort commun de tous, 1977 sera une bonne année pour les Français... »

L'enfant ajouta ce vœu supplémentaire à ceux qui lui servaient déjà de piédestal ; il atteignit ainsi la sélénité et s'y installa. La brioche en resta baba.

Et le baba dit « ... et une bonne année pour la France ».

— Dis, papa, c'est quoi la France ?

Le père, à qui l'on avait plus de mille fois promis la lune, blasé, était resté sur terre et la question resta sans réponse, mais pour une fois l'enfant n'en eut pas besoin.

De là-haut, il pouvait la voir, la France. Elle ressemblait trait pour trait à celle de son livre de géographie, en couleurs, avec du vert et du rose.

Le petit garçon se mit à rêver tout haut d'une France rose, tout en roses, tellement rose au poing que la lune, de colère, en fit une éclipse et l'enfant, un instant suspendu dans le vide, retomba brusquement sur terre à côté de son père.

L'aube naissait, un coq chantait, le soleil montait à l'horizon, les prix dégelaient.

— Demain, mon garçon, dit le père, je te décrocherai la lune.

LE GADGET EST TROP CHER

→ pour le patronat. Et l'Etat a dû, plus qu'avant, jouer des transferts. Par le biais des tarifs préférentiels, des subventions, des commandes, par la limitation de la fiscalité pesant sur les entreprises, le gouvernement a joué son rôle dans la tentative de « restaurer les taux de profits ». Bien plus qu'avant, il s'est mis au service du patronat le plus fort, celui qui exporte, les quelques firmes qui, dans le concert des multinationales, espèrent se tailler un empire. La note a été présentée aux contribuables : pour eux la fiscalité, directe et indirecte, a été plus lourde. Les 2,4 % de baisse de la T.v.a. sur le tiers des produits et services consommés devant, eux aussi, être récupérés. Et lorsque la ponction fiscale est devenue insuffisante, le Pouvoir a « créé de la monnaie », mesure inflationniste s'il en est. N'ayant ni pu ni voulu changer les choses, n'ayant pas réussi à imposer nos productions sur un marché international anémique, afin de compenser la note pétrolière, le gouvernement n'a réussi à tenir le franc — très mal d'ailleurs — que grâce à des artifices. Voilà, schématiquement résumé, le constat.

Dans tout cela, le « plan Barre » n'est qu'une tentative de plus pour trouver une solution de compromis. Elle implique un taux de chômage permanent et élevé, une exploitation plus forte des salariés — à la fois en intensité de travail et en niveau de salaire — et un report des échéances par les emprunts à l'étranger. Voilà ce que Barre appelle « la remise en ordre et le redressement de l'économie française ».

On comprend que, malgré les appels du Premier ministre et le battage publicitaire à la radio et à la télévision, les Français demeurent sceptiques, pessimistes. Et ces sentiments, partagés par ceux qui ne votent pas à gauche, sont à la base de la crise politique qui est venue se conjuguer à la crise économique. Cette mise en phase ne se retrouve pas dans tous les autres pays. C'est ce qui inquiète la majorité. Car c'est la conjonction des deux crises qui dessine son avenir : devenir minoritaire. On comprend mieux que, malgré le vide des discours, tous ses représentants « montent aux créneaux ». Chacun dans son registre particulier, Valéry Giscard d'Estaing avec la désinvolture fatiguée des vieilles familles, Jacques Chirac avec le coup de menton des apprentis sorciers, Barre avec la bonhomie rassurante du cher professeur, tentent d'éviter que les conséquences de cette conjonction n'arrivent jusqu'à son terme logique : un changement politique réel.

Dès lors, on comprend mieux les silences du Premier ministre. Il lui faut taire l'essentiel, et tenter de « vendre » son plan. L'ennui, pour lui, c'est que, par les temps qui courent, les Français ne peuvent plus se payer de gadgets.

GUY PERRIMOND

L'ENVERS DE LA VIE PARISIENNE

« La misère existe à Paris. Elle s'installe même, et s'étend chaque jour. » Cette affirmation émane de quelqu'un sachant de quoi il parle : un responsable de l'Union régionale parisienne de la C.g.t., où l'on vient de réaliser une étude précise et chiffrée sur la capitale sous le titre « Mythes et réalités de la vie parisienne ». La conclusion en est sobre : la misère à Paris, loin d'être un phénomène marginal, est devenue un phénomène de masse.

Envolées, les images d'Epinal de la « Ville lumière ». Battue en brèche, l'idée toute faite de Parisiens privilégiés. Il en existe certes, qui paient un million ancien une robe chez un grand couturier, s'offrent sur les Champs-Elysées une paire de chaussures à 1 400 F, achètent des appartements de 300m2 pour 3 488 000 francs (nouveaux !). Mais pour l'ouvrier du bâtiment, la vendeuse de grand magasin, l'éboueur malien ou la midinette de la haute couture, Paris signifie bas salaires ou chômage menaçant. Plus qu'ailleurs peut-être.

Fermetures, compressions d'effectifs, une véritable hémorragie vide la capitale. En deux ans, Paris a perdu 120 000 emplois. Au cours de la seule année 1975, pas moins de 542 entreprises ont disparu. Une perte d'emplois qui, touchant aussi bien les petites et moyennes entreprises que les grandes, vise surtout le secteur secondaire. Le mouvement de désindustrialisation, commencé en 1972, prend de plus en plus d'ampleur. Les industries métallurgiques sont les plus touchées, l'automobile en particulier : dans ce secteur, entre 1970 et 1974, près de 75 000 emplois ont été supprimés.

Autres points noirs : le bâtiment (25 000 emplois supprimés durant cette période), la presse et l'édition (8 000), l'habillement (1 000)... Total : près de 150 000 emplois secondaires disparus en 4 ans. Plus 40 000 pour l'année 1975. C'est, en effet, en 1974 et 1975 que la situation s'est le plus détériorée : la moitié des emplois perdus l'ont été au cours de ces deux années.

Les hauts lieux des bas salaires

« C'est d'autant plus grave, explique un syndicaliste, que jusqu'alors cette hémorragie du secteur secondaire était relativement compensée par des créations de postes dans le secteur tertiaire. Ce n'est plus le cas. La lente progression de l'emploi dans le tertiaire, grâce aux banques et aux assurances en particulier, a fait place, dès le début de 1974, à une régression » Les chiffres sont là : 20 000 emplois supprimés en 1974 et 13 000 en 1975. Bilan global : en 5 ans, 185 000 personnes ont perdu leur travail à Paris, dont 140 000 depuis 1974. Et les statistiques officielles recensent aujourd'hui 100 000 chômeurs parisiens qui n'ont guère de chances de se recaser : une offre pour 2,5 chômeurs en 1974, une pour 12 en 1976.

« Décentralisation, redéploiement industriel, spéculation foncière et surtout perspectives de coûts salariaux réduits en province se conjuguent pour aggraver cette évolution, qui relève exclusivement de la course effrénée au profit », conclut la C.g.t. « Et les conséquences sont lourdes pour Paris sans pour autant contribuer à l'augmentation des emplois en province ou dans la région parisienne. »

La misère à Paris, ce n'est pas seulement le chômage, les entreprises qui ferment leurs portes, les saisies d'huissier qui se multiplient (18 000 en 1975) ou les expulsions de plus en plus répétées (6 500 la même année). C'est aussi 200 000 smicards et 600 000 salariés gagnant moins de 2 000 francs.

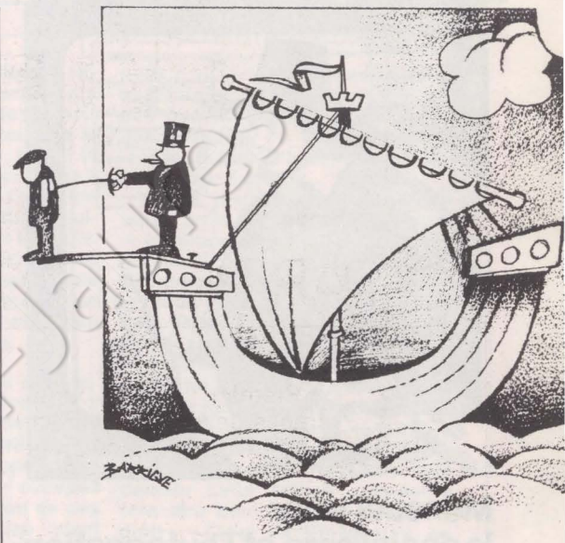
Une promenade touristique dans les hauts lieux des bas salaires parisiens est édifiante. Le commerce, d'abord, avec ses 300 000 employés où un salarié sur trois est rémunéré au Smic. Vendeuses, dactylos ou manutentionnaires de grands magasins logés à la même enseigne que la débutante qui vient de trouver une place à la petite épicerie de quartier ou que la caissière du Prisunic des Champs-Elysées, payée 1 582 F. Les gens de maison, 100 000 environ, ne sont pas mieux lotis. Et les ouvriers de l'alimentation n'ont rien à leur envier. Chez Cadot, une boulangerie industrielle du 19e arrondissement qui a fermé ses portes, les salariés devaient travailler de 50 à 53 heures par semaine pour arriver à gagner 2 000 francs par mois !

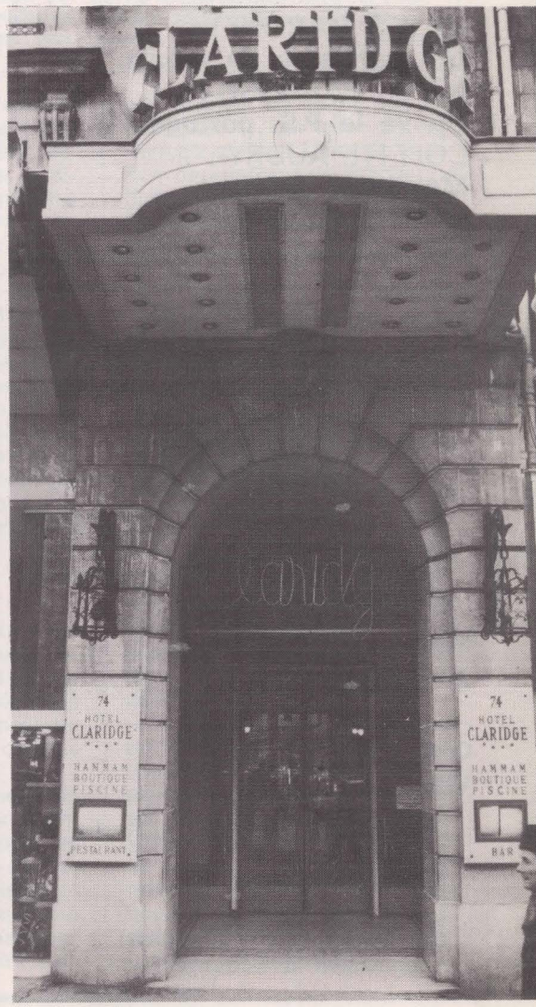
Même au Claridge

Le record revient cependant au bâtiment, où les organisations patronales ont proposé aux manœuvres un salaire minimal de 1 476 F par mois au 1er décembre soit 70 F au-dessous du Smic ! Dans les hôtels, cafés ou restaurants, les chiffres sont tout aussi scandaleux. Le fameux hôtel Claridge des Champs-Elysées, qui vient de fermer, employait 75 personnes uniquement dans le hall : leurs feuilles de paye variaient du Smic — pour 20 d'entre elles — à moins de 2 000 F pour 50 autres. Dans un établissement voisin, « Le show chaud », les salaires avoisinent 1 600 F. Et un plongeur du Wimpy gagne 1 452 F, quelquefois 1 539 F... Les emplois « prestigieux » ne valent guère mieux : chez Nina Ricci, une deuxième main débute à 1 493 F, à 1 512 F si elle est titulaire d'un C.a.p. ; elle touchera 1 596 F au bout d'un an. D'ailleurs, la meilleure ouvrière de France de cette profession perçoit un peu plus de 2 000 F

Nombreux aussi ceux qui, étant rétribués au-dessus du Smic, touchent moins de 2 000 F. On les retrouve dans les mêmes secteurs : commerce (la quasi-totalité), hôtels, cafés, restaurants (un travailleur sur trois). Mais, dans cette tranche de salaires, on

→





faire

faire

LES SOCIALISTES ET LE MARCHÉ

mensuel pour le socialisme et l'autogestion



décembre 76

Mensuel pour le socialisme et l'autogestion

UN NUMERO EXCEPTIONNEL

GILLES MARTINET :
Un marxisme au rabais.
LOPES CARDOSO :
Ou va le P.S. portugais ?
COLETTE AUDRY :
Morale et politique
MICHEL ROCARD :
Les socialistes face au marché

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne, 75002 PARIS
Je désire m'abonner à « Faire » et recevoir les 12 prochains numéros, au prix de 100 F.

Nom _____

Adresse _____

_____

Code Postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

Ci-joint mon règlement à l'ordre de « Faire » par :
☐ chèque bancaire
☐ mandat-lettre
☐ virement postal (3 volets)
Abonnement à l'étranger : nous consulter.

Chrétiens pour le socialisme

NAISSANCE DE LA SECTION FRANCAISE

PAR MARIE-THÉRÈSE EYQUEM

C'est en 1972 qu'à Santiago du Chili des chrétiens se sont groupés dans le mouvement « Chrétiens pour le socialisme ». Celui-ci s'est étendu à toute l'Europe, à l'Asie, à l'Afrique, à l'Amérique latine et à l'Amérique du Nord.

Un certain nombre d'organisations viennent de jeter les bases d'une section française de Chrétiens pour le socialisme. Il s'agit des Equipes enseignantes, Vie nouvelle, Témoignage chrétien, l'Action catholique universitaire, Notre Combat, la Jeunesse étudiante chrétienne.

Ces chrétiens qui ont choisi l'option socialiste entendent :

— ne pas quitter leurs Eglises « à travers lesquelles ils ont découvert Jésus-Christ » ;

— ne pas constituer une nouvelle Eglise, mais ne pas, non plus, nier le rôle politique des Eglises telles qu'elles sont et la nécessité, pour les croyants qui veulent vivre leur foi, d'une confrontation en Eglise ;

— ne pas devenir une force politique autonome : C.p.s. n'a pas à se transformer en parti politique, ni à constituer une tendance chrétienne à l'intérieur de l'une quelconque des organisations de la gauche, ni à vouloir peser de l'extérieur sur la stratégie de ces organisations ; c'est à l'intérieur de celles-ci que se mène le combat politique ;

— lutter contre l'idéologie que véhicule le christianisme dominant et qui sert les objectifs et les intérêts du Pouvoir ;

— témoigner autant auprès des chrétiens que des non-chrétiens qu'il peut y avoir cohérence entre les engagements socialistes et les exigences de l'Evangile ;

— contribuer à la prise de conscience et à l'évolution du rôle idéologique des Eglises dans notre société.

C.p.s. rassemblera tout à la fois des chrétiens militant dans les partis, syndicats, groupes familiaux, etc. (sans appartenance à un groupe chrétien défini) ; des militants membres d'organisations d'action catholique ; des théologiens, des hommes d'Eglise, des communautés de base, des publications, des mouvements ou communautés chrétiennes ayant fait le choix collectif de C.p.s. Il s'agit pour le moment de jeter les bases de l'organisation française. Des pourparlers se poursuivent avec d'autres mouvements que ceux qui constituent le premier noyau, notamment l'A.c.o. et la Joc, assez réticentes.

Le Parti socialiste suit l'action engagée avec le plus vif intérêt. Il a précisé à plusieurs reprises sa position relativement au fait religieux et aux Eglises constituées. Il a toujours respecté les options philosophiques et métaphysiques de ses membres. S'il n'appelle pas à lui, démagogiquement, telle ou telle catégorie de croyants, il accueille fraternellement tous ceux d'entre eux qui approuvent ses prises de position politiques et contribuent comme les non-croyants, et avec eux, à les définir.

Le Parti socialiste reconnaît l'autonomie des Eglises comme il souhaite que les Eglises reconnaissent sa propre autonomie. De même que les socialistes chrétiens agissent en toute liberté au sein de leur Parti, les chrétiens socialistes ont à déterminer librement leur comportement au sein de leurs Eglises.

L'ENVERS DE LA VIE PARISIENNE

→

trouve beaucoup d'autres secteurs. Les employés des sièges sociaux, des banques ou des assurances constituent un immense réservoir de main-d'œuvre à moins de 2 000 F. L'Etat, d'ailleurs, donne l'exemple. 13 000 employés parisiens des P.t.t., 20 000 agents de la S.n.c.f., 15 % du personnel de la Sécurité sociale sont dans ce cas.

Enfin, faut-il préciser qu'à Paris, comme ailleurs, les hauts salaires ne sont ni pour les femmes ni pour les jeunes ? Aux services centraux d'E.d.f., par exemple, on recense 1 366 agents gagnant de 2 000 à 3 000 F : or 1 023 sont des femmes ! En revanche, sur 330 cadres supérieurs, on dénombre... une femme. Et à E.d.f., sur 22 personnes n'atteignant pas les 2 000 F, on trouve 11 jeunes de moins de 25 ans et 10 femmes.

Bref, un volume considérable de travailleurs sans qualification, sous-payés, qui coexistent avec les ingénieurs, cadres, supérieurs concentrés en plus grand nombre à Paris qu'ailleurs en raison du nombre élevé de sièges sociaux, de ministères, de centres de recherche. « Il s'effectue, constate un chercheur, une sorte de polarisation où se côtoient deux populations salariales, aux caractéristiques fort différentes. »

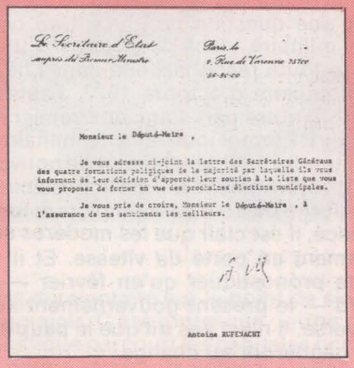
Pour quelques centaines de personnes gagnant 10 000 F par mois, un quart de la population active parisienne vit avec moins de 2 000 F. Et le leitmotiv sur les dépenses somptueuses des fêtes de fin d'année, les anecdotes rabâchées sur les magasins de luxe dévalisés de leurs réserves de caviar ou de foie gras, tout cela ne peut cacher que Paris est en train de devenir la capitale de l'exploitation.

MICHELE KESPI-BACKMANN

changer la vie politique en France

DEMOCRATIE DIRECTE

Valéry Giscard d'Estaing vient d'écrire à tous les maires de France pour leur dire qu'il souhaite les faire participer en avril prochain à une grande consultation qui sera, nous dit-on, une grande expérience de démocratie directe. En fait de « démocratie directe », on notera la saveur de cette lettre adressée, sur papier à en-tête de son ministère (il



Le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre

Paris, le
2, Rue de Varenne 75700
Tél. 55-60-00

Monsieur le Député-Maire,

Je vous adresse ci-joint la lettre des Secrétaires Généraux des quatre formations politiques de la majorité par laquelle ils vous informent de leur décision d'apporter leur soutien à la liste que vous vous proposez de former en vue des prochaines élections municipales.

Je vous prie de croire, Monsieur le Député-Maire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Antoine RUFENACHT

n'y a pas de petites économies) par Antoine Rufenacht, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, aux maires appartenant à la majorité présidentielle pour leur apporter le soutien des quatre formations de ladite majorité. On ne saurait mieux dire que les candidats en question seront ceux du Pouvoir !

7 MINUTES PAR AN

T.f. 1 et le Centre national de documentation pédagogique sont actuellement en train de coproduire une série d'émissions destinées à présenter aux foules émerveillées la réforme Haby sous son jour le plus seyant. Bien entendu, les organisations syndicales d'enseignants représentatives et les associations de parents d'élèves n'ont pas été invitées à y participer, ni même à apporter leur contribution au débat. Ce qui donne d'avance une idée de ce qu'on verra...

Indigné de cette propagande unilatérale, André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale, avait écrit à Maurice Cazeneuve (T.f. 1) pour lui demander d'ouvrir ses antennes à la Fen, afin qu'elle présente son point de vue. Cazeneuve a répondu par une fin de non-recevoir, ajoutant que la Fen a eu accès aux antennes de T.f. 1 « non pas pendant 2 ou 3 minutes depuis deux ans, mais pendant 7 minutes depuis janvier » (1976) !

AH, LA BELLE LECHE DE CE PINSSEAU !

Il faut croire qu'il s'était toujours fait une certaine idée de la Justice. En guise de cadeau de jour de l'An, le juge d'instruction Hubert Pinsseau vient d'en offrir un beau à cette noble institution : l'enterrement, par ordonnance de non-lieu, de « l'affaire des micros » : ceux que des policiers de la D.s.t. étaient en train de poser dans les nouveaux locaux du « Canard enchaîné » — alors en pleine installation rue Saint-Honoré — au moment où ces étranges « plombiers » furent dérangés par un importun collaborateur du journal.

L'ordonnance du juge Pinsseau est un modèle de coup de Jarnac enrobé de jargon de tribunal — c'est « Brid'oison au secours de Javert », dit joliment Roger Fressoz, le directeur de l'hebdomadaire — afin de démontrer qu'il a vérifié avec rigueur toutes les informations sur « l'affaire ». Rigueur ? Le juge d'instruction n'a pas paru intéressé par des témoignages aussi nets que celui de la concierge de l'immeuble. Ni par la masse de faits précis (avec noms à l'appui) accumulés par l'enquête que « Le Canard enchaîné » lui-même avait menée après les faits. Ni par les raisons pour lesquelles les flics de la D.s.t. « refusèrent de se présenter aux confrontations envisagées », qui furent annulées « en conséquence » (sic).

Pinsseau est allé plus loin encore et s'est carrément aventuré à innover dans le droit pénal. Après quelques sublimes variations sur l'absence de droits de propriétaires de locaux pas encore « occupés et meublés », même si l'un de ces propriétaires survient (ce n'est « en rien un fait habituel d'occupation » !), le juge légalise tranquillement l'espionnage de n'importe quel citoyen : réfutant la plainte sur l'atteinte à la vie privée, son attendu affirme que des journalistes (et, faut-il croire, ceux qui leur parlent au téléphone ?) ne peuvent avoir dans leur entreprise « que des conversations d'ordre politique, général ou professionnel » — donc la D.s.t. a bien raison de les mettre sur écoutes...

Ultime manœuvre du juge Hubert : prête dès le 22 décembre — le tampon encreur apposé à la première page en fait foi — l'ordonnance n'a été envoyée par lui à la partie civile que le 29 décembre, afin qu'elle lui parvienne le 31. Si par chance le destinataire avait le bon goût d'être en congé de jour de l'An, il ne pourrait faire appel dans les trois jours requis par la loi... Un coup raté par chance — grâce à quoi « l'affaire » n'est pas complètement enterrée. Peut-être que demain cette astuce subalterne fera dire dans les universités de droit : « C'est un Pinsseau », en parlant de ce genre de serviteurs (serviteurs de la Justice, nous voulons dire). Mais, bien au-dessus de lui, tout cela condamne un Pouvoir qui ne recule devant rien pour couvrir les pires agissements de ses polices.

LE PRESIDENT GOMMÉ

L'Association « Démocratie française », dont les responsables se présentent comme « les ambassadeurs du président de la République », a fait placarder depuis quelques jours — aux frais de qui ? — de grandes affiches bleues portant un slogan et reproduisant la couverture du livre de Valéry Giscard d'Estaing. Reproduction fidèle à un détail près : le nom de l'auteur a disparu. Comme on a peine à croire que c'est par modestie, il y a bien une autre raison. On serait curieux de savoir laquelle.

L'ENA, DE NOUVEAU

Sous le titre « l'Ena à nouveau contestée ». « Le Monde » consacrait il y a quelques jours un long article à l'Ecole nationale d'administration, dont les jeunes giscardiens ont récemment demandé la suppression. Evoquant les différentes mises en question dont l'Ena a été l'objet ces dernières années, le rédacteur du « Monde » a réussi à passer complètement sous silence ce que nous en avions écrit ici même il y a quelques mois (voir « l'Unité » des 28 mai et 4 juin) et qui avait pourtant fait quelque bruit. Le même journaliste paraissait à l'époque scandalisé que nous ayons osé mettre en cause le classement de l'Ena. Nous n'étions pourtant pas allés jusqu'à demander la disparition de l'Ecole, dont on discute aujourd'hui bien directement dans les colonnes du « Monde ».

A PART

Outre-mer, le Pouvoir n'est « départementaliste » que lorsque cela va dans le sens de ses intérêts. Pour le reste, les Dom sont priés de ne pas se prendre pour des départements comme les autres...

Par exemple, F.r.3 vient de prévoir plus de 58 heures annuelles d'émissions pour les langues régionales... en métropole ; mais ni radio ni télévision n'ont rien prévu outre-mer pour les langues vernaculaires. Dans une question écrite, Alain Vivien s'en étonne, de même que sur l'obligation pour tout citoyen français arrivant dans un Dom-Tom depuis Paris de remplir une fiche de police. Départements à part entière, ou entièrement à part ?

DU VRAI PLURALISME

Pas loin de Liré (Maine-et-Loire) se trouve une petite ville du nom de Champtoceaux, dont le maire est aussi le président du syndicat intercommunal à vocation multiple, qui regroupe sa ville et six communes limitrophes.

Cette région est l'une de celles où le « pluralisme scolaire » est la règle. La moitié des enfants fréquentent l'école confessionnelle sous contrat. Mais il n'y a pas de « guerre scolaire ».

La preuve ? Alors que les quatre classes d'une école maternelle de Champtoceaux sont en préfabriqué, le maire refuse de les reconstruire en dur. En revanche, pour permettre aux écoles « libres » de se doter d'un réfectoire, le Sivom vient de les cautionner pour un emprunt, dont il paiera en fait (par subvention) les annuités.

Thaïlande

APRES LE MASSACRE...

Bangkok,... janvier 1977.

« Prêtez-moi votre foulard pour essuyer la table. » Le plaisantin qui s'adressait ainsi à une fille dans un bar se retrouve en prison, accusé de lèse-majesté. La fille est une « scout de village » ; son foulard, béni par le roi, est sacré. L'histoire est authentique. Elle en dit long sur l'atmosphère qui règne désormais en Thaïlande.

Le massacre des étudiants à l'université Thammasat de Bangkok, le 6 octobre, avait été l'occasion d'un délire puis d'un traumatisme collectifs irréparables. Même si des bonzes exorcisent aujourd'hui en grande pompe les esprits des défunts rôdant sur les lieux. Derrière le sourire, la peur. Beaucoup se taisent ou se terrent. Ou s'achètent une conduite à coups de déclarations « anti-rouges ». Suggérez à un chauffeur de taxi de Bangkok que le ministre de l'Intérieur est un démagogue : « You communist ! » s'écrie-t-il. Et il y a des chances pour qu'il vous dénonce à la police. Si bien qu'à première vue on se dit que c'est avec la bénédiction du peuple que la droite et l'extrême droite ont repris le pouvoir.

Impression trompeuse, tout comme le calme apparent qui règne dans la capitale. Le visiteur s'étonne : rien n'a changé, sinon des détails anodins. Pas de grands déploiements de troupes, mais toutes sortes d'uniformes en balade : cadets, marins, scouts... Ici et là, des contrôles de voitures par des équipes mixtes, soldats et policiers en embuscade sur les trottoirs. Des fusils-mitrailleurs montés sur jeep, canon pointé sur les poitrines. Peu de chose. Le couvre-feu de minuit à 4 h 30 vide les rues, emplit les postes de police de retardataires épinglés (200 à 300 chaque nuit, affirment les journaux) et garnit les poches de policiers et de soldats « compréhensifs ». La criminalité est en forte régression, clame le gouvernement. « Il n'y a jamais eu autant de frics-fracs », rétorque un résident, ajoutant que deux villas voisines de la sienne viennent d'être « visitées » de nuit.

Pourtant, la police ne s'est jamais autant activée. Elle règle la circulation pour de bon, oblige à traverser dans les bandes zébrées (10 bahts d'amende, soit 2,50 F), veille au respect des interdictions de stationner (200 bahts), va même créer une fourrière... Mais combien de temps durera cette démonstration ?

Le régime prévoit d'aménager des aires pour les marchands ambulants, de fermer progressivement les salons de massage — principal attrait touristique —, interdit aux officiels de s'y présenter en uniforme, demande aux fonctionnaires des sacrifices financiers. Le ministre de l'Intérieur traite la police de « mafia » et pratique des coupes sombres dans ses échelons supérieurs — un de ses amis, un ancien député, vient d'être abattu par des tueurs : avertissement ? Bref, l'équipe au pouvoir, par désir de « bien faire », paraît s'ingénier à se créer des inimitiés dans un peu toutes les couches sociales. Elle ne peut pourtant guère se le permettre : sa base sociale, sa base politique sont des plus étroites.

Actuellement, une triple structure de pouvoir est en place. Dans la coulisse, une junte de 24 officiers « conseille » le gouvernement ; l'une et l'autre viennent de désigner les 340 membres d'une Assemblée parlementaire que dominent les militaires. Au-dessus d'elle, le roi — ou plutôt, murmure-t-on, la reine. Le palais est le point de convergence de tous les conflits. Chacun se recommande de Leurs Majestés. Mais le roi n'a pas condamné le massacre ; le prince héritier a félicité la foule et les flics qui venaient de lyncher, de pendre, de brûler des étudiants sans arme et passifs. Beaucoup, dans les milieux cultivés de la capitale, ne le leur pardonnent pas. Pour la première fois, on y dénonce à mots à peine couverts une monarchie que certains ne désespèrent pas de « sauver malgré elle ». On prête au roi l'intention d'abdiquer. Vraie ou fausse, la nouvelle est significative d'un état d'esprit.

Aucune des trois structures de pouvoir n'est homogène. L'Assemblée est censée représenter les couches professionnelles et les régions. Premier commentaire de la presse : son éventail politique n'est pas aussi large qu'on pouvait le souhaiter.

Plus de médailles que de pouvoir

« C'est l'Assemblée des services rendus, note un observateur. Outre les militaires, qui bloquent 140 sièges, on y trouve pêle-mêle des monarchistes, les amis des ministres, ceux qui ont fait allégeance après le 6 octobre... » Du parti démocrate, naguère prépondérant, ne figurent que quelques amis de Samak, le ministre de l'intérieur, champion de l'ultra droite. De toute façon, cette Assemblée est surtout une chambre d'enregistrement : ses projets de loi seront filtrés par une commission spéciale. « Une arène de plus pour les affrontements entre diverses tendances de droite », prédit un diplomate.

Le gouvernement, à l'exception de quatre militaires et du ministre de l'Intérieur, ne comprend que des amis personnels — universitaires ou juristes — du Premier ministre, Tanin Kraïvitchien ; cela ne fait pas une assise politique. Quant à la junte militaire, appelée désormais « Conseil de réforme », elle rassemble les têtes d'affiche du commandement suprême (« Beaucoup de médailles, peu de pouvoir réel ») et les commandants des régions militaires. Avec la bénédiction du Palais, le coup d'Etat du 6 octobre a été décidé par les premiers, qui ont dû s'assurer de l'appui des seconds pour prendre de vitesse le ou les groupes qui projetaient de faire un putsch dans les heures suivantes. Telle est du moins l'analyse la plus souvent retenue.

Quoi qu'il en soit, les uns et les autres sont loin d'être unis. Des frictions se sont déjà manifestées entre modérés et durs, entre armée de Terre et autres armes, entre cliques, entre clans. Les rumeurs de préparatifs de coups d'Etat se multiplient. Rien n'est joué. Le clan provisoirement évincé le 6 octobre entend prendre sa revanche. Les fidèles des anciens dictateurs Thanom et Prapat, renversés en 1973, ne désespèrent pas de forcer la situation. Thanom, dont le retour en Thaïlande fut le détonateur de la crise d'octobre dernier, s'apprête à quitter l'habit de moine qu'il avait revêtu pour l'occasion. Le retour de Prapat, en exil à Taiwan, n'est qu'une question de jours. Une commission militaire vient de dégager l'un et l'autre de toute responsabilité dans l'hécatombe populaire d'octobre 1973. Faute de preuves... D'autre part, l'ancien Premier ministre Kukrit Pramot joue la carte militaire et laisse entendre qu'il sera bientôt de nouveau chef du gouvernement. S'il est impossible de s'y retrouver dans tout ces complots et luttes d'influence, il est clair que les modérés sont actuellement en perte de vitesse. Et il est facile de pronostiquer qu'en février — au plus tard — le présent gouvernement aura été renversé. Il n'est pas dit que le peuple ni le pays gagneront au change.

« Les milieux d'affaires, note un industriel européen, apprécient le retour à la loi et à l'ordre. Mais ils sont furieux de n'avoir pas de représentants dans le gouvernement comme on le leur avait promis. » Aucun investissement important n'a été annoncé à ce jour. Après avoir longtemps soutenu l'inverse, le département américain du Commerce s'avise que la situation économique de la Thaïlande est excellente. Mais au même moment, un colloque d'hommes d'affaires américains à Bangkok exprime une opinion plus réservée. Peu après le coup d'Etat, les officiels américains cachaient mal leur satisfaction de voir se réinstaller une équipe pro-américaine. (Selon des rumeurs non confirmées, 300 conseillers américains se sont à nouveau installés à Udon-Ramascon et 3 000 à Utapao.) Depuis, ils déchantent, atterrés, dit un informateur, par « les sottises et les excès d'un régime qui, sous prétexte de lutte anticommuniste, brûle d'éliminer toute opposition et ne manifeste aucun discernement dans la répression ».

Le nouveau gouvernement soigne pourtant son image à l'étranger. Il veut faire oublier qu'il est né d'un bain de sang — dont il n'est pas prouvé qu'il ne soit pas directement responsable. Dès la fin d'octobre, il publiait un livre blanc sur les événements du 6, « véritable tissu de contre-vérités » selon tous les témoins de cette période. « Pour justifier l'injustifiable, dit l'un d'eux, les nouveaux maîtres ont entrepris de récrire l'Histoire, au point d'inventer une alliance entre l'extrême droite et les communistes, les-



quels auraient été sur le point de s'emparer du pouvoir. C'est grotesque. « Une mission touristique parcourt les capitales occidentales pour « rétablir la vérité » sur les évènements du 6 et le régime — les recettes touristiques ont chuté d'un coup de 9%, officiellement. Une trentaine de « travel writers » sont invités à venir constater que le calme règne. Il règne, on l'a vu. Mais à quel prix...

Officiellement, la boucherie de Thammasat a fait 46 morts, dont 2 policiers. Plusieurs témoins oculaires avancent le chiffre de 200 à 300. Impossible de savoir combien d'« éléments subversifs » sont en prison. Selon le Premier ministre, 3 146 personnes ont été arrêtées et 323 sont encore détenues. (D'autres sources officielles donnent des chiffres voisins mais différents.) « La Voix du peuple thaïlandais » fait état en revanche de quelque 10 000 arrestations. Des témoins estiment qu'il y avait entre 4 000 et 6 000 personnes coincées à Thammasat au moment du carnage et on évalue en général à 4 000 le nombre d'arrestations depuis le 6.

Vers les maquis

Un certain nombre d'étudiants — quelques centaines ? quelques milliers ? — ont été libérés sous caution. L'estimation minimale du nombre actuel de détenus politiques est 2 500 plutôt que 323... Mutisme officiel, paralysie d'une opposition qui doit d'abord songer à survivre et redoute de nouveaux coups de filet : il est impossible de confirmer les rumeurs faisant état de cas isolés de torture, de viols, d'assassinat de groupes de prisonniers « qui tentaient de s'enfuir ». Quant aux conditions de détention, « Le Premier ministre, écrit « The Nation Review » du 22 novembre, décrivait hier soir les conditions des prisonniers qu'il a vus [au cours d'une tournée dans les centres pour les « droits communs » et les politiques] comme « des animaux entassés dans une cage... Leur nourriture est pire que celle que certaines familles servent à leurs animaux domestiques » (...) Une cellule de prison pour peines légères était bondée de 25 prisonniers. « Ils ne peuvent même pas s'asseoir confortablement, sans parler de s'allonger pour dormir », a précisé cet ancien juge. Aussi bien, des fonds importants ont été consacrés à la construction et à l'entretien de nouvelles geôles. Après trente jours de détention, les suspects peuvent être maintenus en prison pour soixante jours supplémentaires et cela indéfiniment, au gré des autorités militaires ou policières. Ou placés dans des « camps de réhabilitation en province » dont les autorités font grand cas, mais dont personne ne sait où ils se trouvent.

Treize périodiques thaïs restent interdits. Seuls les journaux de droite sont en vente. De surcroît, la censure veille. La copie des journalistes étrangers part, mais les articles qui déplaisent sont censurés si le journal est vendu en Thaïlande. Aucun correspondant n'a été expulsé, mais on laisse entendre officieusement que des listes sont prêtes. Certains journalistes anglo-saxons ont reçu des avertissements. Des diplomates scandinaves un peu trop soucieux des droits de l'Homme sont indiscrètement surveillés.

Dans au moins certaines universités, les professeurs ont été prévenus par circulaire que leurs cours sont « contrôlés » et doivent soumettre leurs préparations de cours à la police. L'étude des systèmes politiques, démocratie comprise, est bannie. En revanche, un nouveau cours sur le nationalisme et le patriotisme est obligatoire en première année de faculté. Les instructeurs devront avoir été formés à l'Ecole militaire de la Guerre psychologique...

Telle est la « démocratie guidée » que conçoit le Premier ministre. Selon lui, elle aboutira au retour à la « démocratie pleinement électorale » dans onze ans, en 1988, « Mon but ultime, dit-il, est le socialisme démocratique à la britannique où à la danoise » — sans toutefois « leurs inconvénients », un excès d'impôts par exemple...

Sans attendre ces échéances, la jeunesse radicalisée continue de gagner les maquis. Des filières se sont mises en place. « A l'exception de quelques-uns, affirme-t-on dans les milieux progressistes de Bangkok, les principaux dirigeants activistes sont en sécurité ». « Les coups de main militaires du parti communiste ne se sont guère intensifiés, mais se sont éparpillés. Il n'est plus guère que les provinces autour de Bangkok qui restent calmes. La radio maoïste diffuse régulièrement les appels à la résistance populaire et à la lutte armée lancés par des dirigeants de l'ancien parti socialiste, des leaders étudiants, un poète journaliste et un dirigeant ouvrier. Un front uni s'esquisse. Et la bourgeoisie libérale lui prête une oreille attentive. Un cap a été franchi.

JEAN-MICHEL GARDINIER

RETOUR AU CHILI

Francis Pisani a réussi à passer dix jours au Chili, trois ans après le putsch de Pinochet. Il y a rencontré la faim, le désespoir et le silence.

La première image du Chili de l'Unité populaire qui s'imposait au voyageur était celle des murs décorés entre l'aéroport et Santiago. De grandes fresques multicolores servaient de toile de fond aux slogans du moment, aussi bien qu'à des poèmes de Neruda. Elles vous plongeaient immédiatement dans le bain de la révolution et du génie populaire. Plus rien n'en subsiste. Tous ces murs ont été, avec application, repeints de blanc, comme si la propreté était alternative de liberté.

« Vous êtes au Chili, un très beau pays. Je m'appelle Rodrigo, dit l'accompagnateur dans le car qui nous mène à l'hôtel. Il y a couvre-feu de 2 h à 5 h 30 du matin. » Nous sommes là encore très vite dans le bain, mais la température n'est plus la même. La route est déserte. A gauche, quand on arrive de l'aéroport, les anciennes « poblaciones » (bidonvilles), transformées depuis longtemps en petits immeubles, sont toujours là. J'y avait fait un reportage en 1972 et l'on m'avait montré la difficulté d'organiser, de faire prendre conscience aux gens de la nécessité, de la possibilité de prendre le pouvoir en main. Aujourd'hui, samedi, tout le monde joue au football. Ce sport semble être, avec la propreté, la deuxième mamelle du fascisme. Le Portugal d'après avril, le Chili d'après septembre se renvoient à merveille les images inversées d'un même problème. Comment ne pas penser, ici, à la Lisbonne « salie » des affiches de toutes tendances, à ce paysan des montagnes du Nord qui me racontait qu'avant le 25 avril le village se réunissait tous les dimanches après-midi pour voir le match du week-end mais que, depuis, ils éteignaient la télévision pour commenter la situation politique ?

Dans le car, le guide continue à nous donner quelques indications pratiques : « Il n'y a pas ici d'animaux dangereux ou d'insectes bizarres. Pas de voleurs non plus. Vous pouvez vous promener dans les rues de Santiago sans rien craindre ». Pour combien de Chiliens cela est-il vrai ?

Peu de militaires ou de carabiniers dans les rues. Pratiquement pas de contrôle. Mais c'est normal. Quand la terreur règne vraiment (100 000 exilés politiques, plus de 30 000 morts, 3 000 disparus) les autorités n'ont pas besoin de rappeler leur force. Si l'armée n'occupe pas la rue, les passants l'ont également désertée. Les quelques piétons ont perdu leur sourire, leur cordialité. Plus de joie de vivre. Les regards sont morts. Dans un bistrot où j'entre pour boire un verre, presque personne ne parle à personne. Sur le comptoir, c'est un petit cercueil en bois peint de noir qui reçoit les pourboires. Il y a quand même des amoureux qui se regardent dans les yeux.

« Ils ont tué la joie de vivre »

La terreur vient aussi avec son cortège de misère. Elles sont, au Chili, inséparables. Point n'est besoin de chiffres ni d'analyses, les rues de Santiago en sont le fidèle reflet. Les prostituées sont nombreuses maintenant et beaucoup, manifestement, n'ont pas l'habitude, refusent de la prendre. Autre signe : les tout petits commerces se multiplient, on vous propose, au coin d'une rue, la lame de rasoir ou la cigarette à l'unité. Nous sommes samedi soir, j'entre dans plusieurs restaurants, ils sont presque tous totalement vides. De retour à l'hôtel, je branche la radio : un peu de musique nord-américaine — c'est le cas de 97% des chansons diffusées : Victor Jara est bien mort — et cette page de publicité révélatrice : « Bientôt, c'est Noël et vous n'avez rien à offrir... Mais vous aimeriez vous aussi faire un cadeau... » Suit le nom d'un magasin et une liste de produits, tous utilitaires et qui ne dépassent pas 20 F.

Les contacts sont difficiles à Santiago. Les Chiliens n'ont pas oublié qu'ils étaient considérés comme les Latino-Américains les plus politisés. Tous ont quelque chose à dire, mais la plupart se taisent. Aucun dialogue n'est possible avec ceux qui ont un passé de gauche. « Si je vous parle, on me tue », m'a dit un professeur de l'université. Les amis qu'on se fait, à condition qu'ils n'aient pas de « dossier », s'expriment quelquefois avec défi dans les endroits publics.

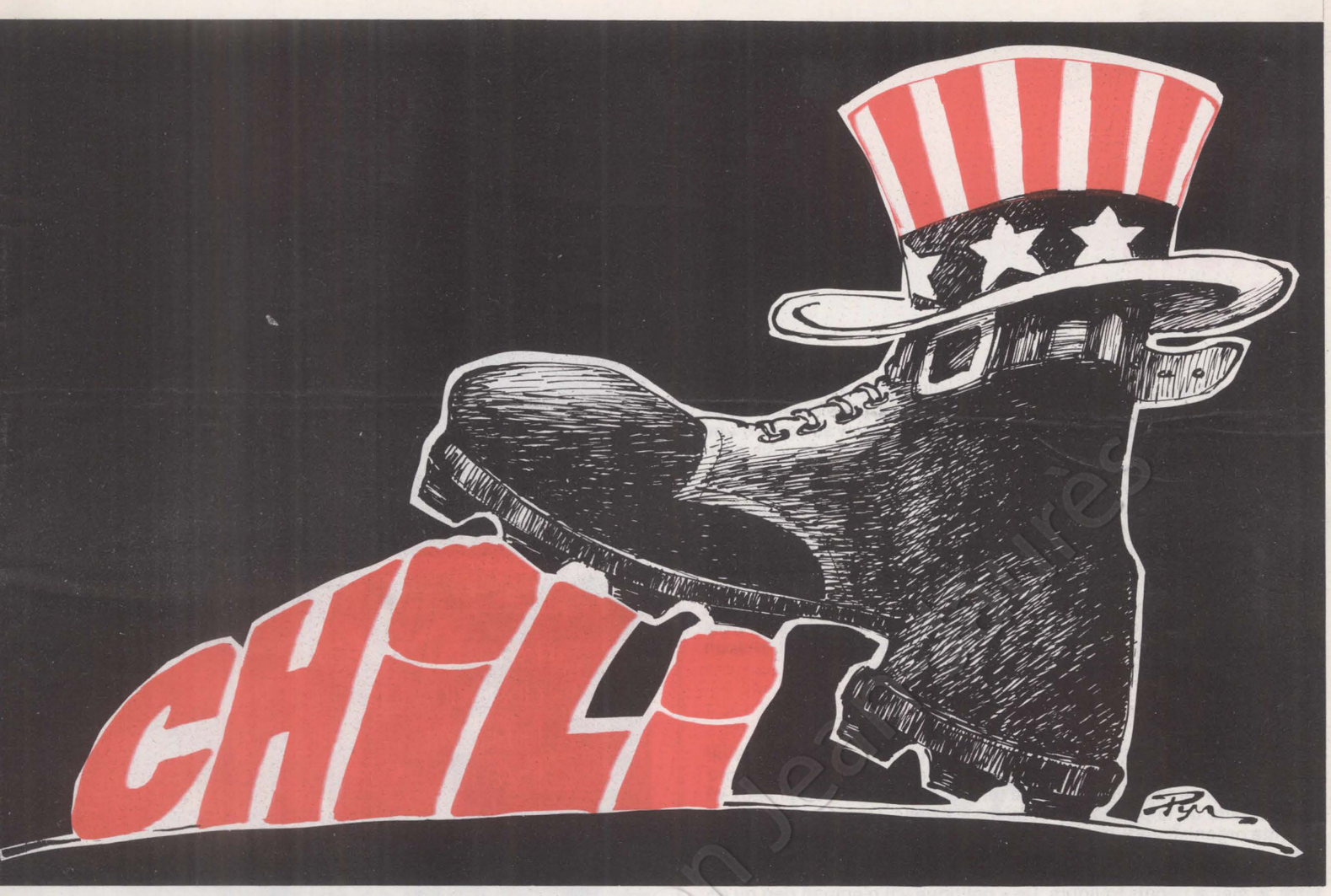
Les chauffeurs de taxi, constituent souvent une mauvaise source d'information mais, seuls dans leur voiture, ils parlent plus facilement que d'autres. La majorité d'entre eux étaient opposés à Allende, mais tous ne sont pas favorables au régime. Pour eux aussi la situation est difficile. Les pièces de rechange pour leur voiture coûtent une fortune, les gens vont à pied travailler. L'un d'entre eux m'a dit : « Ils ont tué la joie dans ce pays. Quand je me lève le matin, je n'ai qu'une pensée : vais-je gagner assez d'argent pour nourrir ma famille aujourd'hui ? »... « Heureusement que les Chiliennes sont les plus jolies filles du monde, sans quoi ça ne vaudrait pas la peine de rester ici », a-t-il ajouté avec un rire qui sonnait faux.

Les personnes avec lesquelles on échange quelques mots au hasard d'une rencontre se disent bien sûr « pour » ou se taisent. L'adhésion à Pinochet, quand elle se manifeste, est fréquemment grossière, outrée, ridicule. Deux exemples : sur le bord d'une route, une famille arrêtée autour d'une vieille voiture en panne. La conversation s'engage. « Avant, les ouvriers ne travaillaient pas : les lundi, mardi, mercredi, ils faisaient grève. Le jeudi matin ils travaillaient. Le vendredi, le samedi et le dimanche ils prenaient des vacances. Une honte. » Nous parlons de la situation économique. « On a dû se serrer la ceinture », dit une énorme femme en se tâtant les hanches. Envie de pleurer. Je m'étonne du prix des chaussures, aussi chères qu'à Paris. « C'est normal, dit-elle, péremptoire. Du temps de l'Unité populaire, les vaches avaient arrêté de faire des veaux ! »

Mais la palme de l'analyse économique fulgurante revient à ce chauffeur de taxi qui, au risque d'un accident, s'est retourné pour me dire : « Nous pouvons dire qu'enfin nos prix sont parvenus au niveau international. C'est indispensable, pour un pays qui veut une économie saine... » Il triomphe, il est fier, heureux. Mais mon silence doit le choquer. Il poursuit : « Bien sûr, les salaires n'y sont pas encore, mais cela viendra, je vous l'assure ».

Pour les Chiliens, c'est la crise économique qui, aujourd'hui, compte le plus. Elle affecte 90% de la population et elle est la cause d'un mécontentement qui a très largement dépassé la classe ouvrière et la gauche traditionnelle. Cette crise, moins grave qu'en 1975, sur le plan strictement économique, se fait plus dure en termes sociaux, en raison des effets cumulés de la dégradation. Elle est due à l'application stricte des thèses de Milton Friedman, le dernier prix Nobel d'économie. Un homme qui se déclare lui-même « un réactionnaire de la pire espèce », et que, bien sûr, les économistes chiliens au pouvoir se sont empressés de copier.

La crise se manifeste par des prix galopants (plus de 250% d'inflation en 1976) et pour une stagnation de la production en 1976 (plus



0,5% ce qui équivaut à une baisse de 14% par rapport à 1969). En termes sociaux, les deux grands problèmes sont les salaires et le chômage. Officiellement, celui-ci est de 16,8%, mais les chiffres globaux masquent des réalités encore plus dramatiques. Dans la construction, à Santiago, il atteint 48%. Dans une poblacion d'une ville de province, une enquête a montré que, sur 84 familles, 82 n'avaient aucune source de revenus fixe. Les deux dernières bénéficiaient d'un travail dans le cadre de l'« empleo minimo », un programme d'« aide » du gouvernement qui consiste le plus souvent à employer des chômeurs à des travaux publics pour une durée de trois mois renouvelable une fois. Ajoutons que tout travailleur marqué pour son appartenance ou ses sympathies envers l'Unité populaire a beaucoup de mal à trouver un emploi. A l'université, par exemple, les professeurs de gauche sont partis ou ont été chassés très rapidement après le coup d'Etat. Certains ont ensuite préféré s'expatrier d'eux-mêmes. Ainsi y a-t-il plus de professeurs de physique chiliens à l'université de Caracas (Venezuela) qu'à celle de Santiago. Vient enfin la catégorie des « déclassés », qui doivent se contenter d'effectuer des travaux mineurs. Pour les remplacer, on fait l'appel à des professeurs du secondaire, et même du primaire, favorables au régime ou silencieux.

La répression par la faim

Si la répression politique est restée relativement sélective, la crise atteint toute la population, ou presque. Hormis le secteur lié aux groupes financiers, les « piranhas », même la bourgeoisie a du réduire son train de vie. On ne change plus aussi souvent de voiture. Les classes moyennes n'ont sans doute pas encore faim, mais elles doivent déjà surveiller leurs menus. Une bouchère se rappelait que, il y a trois ans, elle avait du mal à servir ses clients, qui pourtant avaient de l'argent. « Aujourd'hui, m'a-t-elle dit, je trouve facilement de la viande, mais j'ai du mal à trouver des clients. Au total, je gagnais mieux ma vie avant ».

La revue des jésuites chiliens « Mensaje » a publié dans son numéro d'octobre 1976 un article intitulé : « La faim au Chili » dont voici l'essentiel: « Par faim, nous entendons, non pas une affection passagère, ni une sensation spécifique, mais la situation permanente de ceux qui, par manque des aliments nécessaires, souffrent de graves conséquences biologiques. » Rappelons que les Chiliens étaient 10,5 millions en 1976. L'auteur essaie de dresser de cette population une « carte géographique de la faim » à partir de statistiques sérieuses. 21 % de la population (1 916 000 personnes) sont tombées dans la catégorie « extrême pauvreté ». La moitié d'entre elles ont moins de 16 ans, mais 40 % ne vont pas à l'école. Deuxième secteur, celui des chômeurs : les chiffres (16,8 %) correspondent à 544 500 personnes, plus les familles, ce qui donne un total de 1 905 750 personnes « sérieusement exposées à la faim », estime l'auteur. En fait, ajoute-t-il, ces chiffres officiels sont nettement inférieurs à la réalité et il faut leur ajouter les semi-chômeurs et les sous-employés, données impossible à chiffrer. 885 000 personnes dépendent de l'« empleo minimo », qui correspond à un salaire de 500 pesos par mois (220 F environ). Viennent ensuite la catégorie des salariés qui ont droit au salaire minimum vital (600 pesos). Or, l'Institut national des statistiques estime qu'il faut pour une famille type de cinq personnes un minimum de 1 262,57 pesos par mois... pour manger seulement !

Le 28 mai dernier, dix dirigeants syndicaux ont écrit à Pinochet pour lui dire que 50 % des travailleurs essayaient de survivre avec ce salaire minimum. Ils estiment que la chute du pouvoir d'achat des salaires depuis janvier 1973 n'est en aucun cas inférieur à 55 % (-14,3 % entre janvier et juin 1976). Viennent ensuite les 800 000 retraités qui touchent moins de 500 pesos mensuels et, enfin, le secteur paysan, où les évêques estiment que 135 000 personnes ont été affectées par les « restructurations » imposées par le régime. Ils sont les trois quarts du temps obligés de venir renforcer la ceinture de misère des villes chiliennes.

Il est impossible d'arriver à une conclusion globale précise, mais ces chiffres ne sont discutés par personne. Des enquêtes ont été menées pour savoir comment la faim affecte les enfants du Chili de Pinochet.

Officiellement, le pourcentage national d'enfants de moins de six ans sous-alimentés était de 17,8 % en avril 1975, mais une enquête plus récente montre qu'en zone urbaine ce pourcentage varie entre 14 et 22 % — suivant les régions (il varie entre 31 et 40 % en zone rurale). Il faut aussi savoir que la disponibilité globale en aliments a diminué régulièrement au cours de ces trois années (baisse des importations et de la production, augmentation des exportations). On a donc consommé au Chili moins de pain, de sucre, d'huile, d'oeufs, de riz, de légumes. Ce sont bien sûr dans les secteurs les plus défavorisés que cette évolution est la plus sensible.

Cette faim ne se contente pas de tirailler l'estomac, elle est source de l'augmentation de l'alcoolisme, notamment chez les femmes, de la prostitution, de la consommation de drogue, des vols. Il n'est pas rare

→

RETOUR AU CHILI





dans une poblacion qu'une femme s'en aille après avoir réparti ses gosses entre les voisins. Cette réalité ne peut échapper même aux yeux du « Mercurio », qui publiait en juin dernier l'interview suivante d'une dirigeante de cantine populaire: « Aujourd'hui, vendredi, nous donnons aux enfants une nourriture solide, parce que nous savons que pendant la fin de la semaine ils n'auront rien à manger chez eux ». Il est bien vu au Chili de dire que les pauvres sont des incapables. Mais il est difficile aujourd'hui de cacher que la faim s'est « obscurément transformée en instrument de domination ».

Les chiffres donnent une idée de la réalité, mais ils ne rendent pas compte du vécu, surtout si l'on pense qu'au Chili la misère est liée à la répression. J'ai donc essayé de savoir comment, hors de la capitale, on avait pu vivre ces dernières années. Voici les témoignages de trois paysans qui ont du travail — c'est déjà un privilège — mais qui, chacun à sa façon, a subi les violences qui secouent le pays.

L'errance des paysans

Pour Dom Manuel, c'est la tranquillité qui compte. C'est un vieil Indien comme presque tous les pauvres de la région. Les riches sont Allemands. Il se rappelle encore le temps, jusqu'en 1930, où ceux-ci pour se faire de la place massacraient les siens. Dom Manuel est un homme organisé qui « tient son budget », c'est rare. S'il sait compter, il ne sait pas lire. Mais le soir son petit-fils lui lit des passages d'une encyclopédie. Je le rencontre dans un champ. Il vit au rythme de la terre, le même depuis toujours. De « politique » il n'entend rien ou ne veut rien entendre. Il parle des prix, pourtant. Un problème. « La farine, par exemple, qui avait baissé le mois dernier, mais qui est déjà remontée plus haut qu'avant. » C'est fondamental, pour des gens qui vivent presque en autarcie. Du temps de l'Unité populaire, il avait du mal à s'approvisionner. Une journée de marche pour ne rien trouver des quelques produits dont il a besoin (huile, farine, sucre) et qu'il va acheter à la ville, c'est très dur. Dom Manuel ne garde pas un très bon souvenir de l'Unité populaire. On l'appelle Dom, ce qui normalement veut dire « seigneur », par déférence pour son âge — c'est la coutume avec les vieux serviteurs fidèles. Mais en 1972 un groupe de jeunes est arrivé dans le « fundo » (propriété) pour faire des discours. Quelqu'un l'a appelé « camarade » en lui tapant sur l'épaule. Non, vraiment, tout cela bougeait trop. Aujourd'hui, tout est calme, « même les policiers le laissent tranquille sur la route ». Il n'est pas le seul de son espèce et sa réaction, elle aussi, m'a fait penser à celle de beaucoup de Portugais après le 25 avril.

Dans un autre village, je rencontre Antonio. Chef de production d'un fundo avant la victoire d'Allende, il est resté après l'expropriation. Mais il précise : « Je n'étais pas politique ». Il met à profit le temps de l'Unité populaire pour suivre des cours. Antonio n'est sûrement pas un meneur d'hommes, mais il représente l'intelligence partagée, la volonté d'apprendre. Peu après le 11 septembre l'ancien propriétaire récupère une partie de ses terres (la réserve). Les crédits sont coupés, la terre, travaillée collectivement après l'expropriation, est redivisée en parcelles. Les machines ne peuvent plus servir. Le patron rachète chaque bout de terrain à mesure que ses anciens salariés connaissent des difficultés. Un jour, il dit à Antonio : « Tu m'as trahi, va-t'en ». Un nombre important de paysans le défendent. Grève. Carabiniers. Tout le monde est expulsé.

Antonio change de région avec sa femme et ses enfants. Il finit par trouver un travail, mais, au bout de quelques mois, le patron s'enquiert de ses antécédents. Il est obligé de partir, vite. C'est de nouveau l'errance à pied, le chômage pendant plusieurs mois, jusqu'à ce qu'il trouve un nouveau patron qui semble s'intéresser surtout à son travail. Au total, il se sera déplacé sur plus de 500 km. « Avant c'était mieux, dit-il, on avait au moins l'espérance. Notre fundo marchait bien, nous avions obtenu des crédits, et nous produisions, maintenant, ce n'est plus pareil... Mais je crois que si c'était à refaire, je recommencerais. Quand même, si j'avais fait de la politique, je serais un homme mort. »

Miguel, lui, a fait de la politique, avant et pendant l'Unité populaire. « J'étais à gauche, très jeune. Je suis devenu dirigeant syndical. Bien sûr, j'avais une meilleure vie. On vit bien quand on est dirigeant. » Miguel a participé à des occupations, à des congrès. Le « 11 », ses camarades ont eu le temps de brûler les listes, c'est grâce à cela qu'il est encore vivant. Pour lui aussi, l'errance a commencé, à pied encore. Il a même passé quelques mois en Argentine. « La répression était terrible. Pas loin d'ici, ils ont tué un copain, ils l'ont traîné par les pieds jusque chez lui, l'ont jeté dans sa cabane et ont mis le feu. Dedans, il y avait sa femme et ses huit enfants. »

A la différence de Dom Manuel et d'Antonio, Miguel analyse la situation et la juge : « Dans le coin, tout le monde est contre. On en parle dès qu'on est entre nous, mais il faut faire attention. On ne peut pas dire dans le bus qu'un produit est cher. J'ai vu un type se faire emmener pour cela par des policiers en civil. Ici, il est impossible de faire des réunions. Même pour faire une fête, il faut demander une autorisation. Les carabiniers disent oui et, quand la fête bat son plein, ils arrivent et embarquent tous les invités. J'ai passé deux jours au poste pour avoir participé à un baptême. Tout le monde est contre, mais il est impossible de s'organiser. Dès qu'on lève la tête on est mort. Aujourd'hui encore, je suis toujours sur mes gardes, je pense qu'à n'importe quel moment on peut venir me chercher. »

Pour Miguel, « le jour où ça changera, tout le monde voudra être le premier, même avec un fusil de bois ». Si la situation économique s'améliore, il ne pense pas que les gens deviendront « favorables » au régime. Au maximum, ils se désintéresseront de la politique et se consacreront à eux-mêmes et à leurs familles (c'est une idée que j'ai aussi entendue à Santiago). « Certains oublieront, mais pas tous. Pas ceux qui ont eu un mort chez eux et qui ont été torturés. Ils m'ont tué un frère et un cousin. Nous avons du sang dans l'œil ». C'est une vieille expressin populaire chilienne pour dire qu'il reste une dette de sang à régler.

Si la faim est le problème n° 1, la répression reste la clé du système. Omniprésente, elle a comme logique de base d'être irrationnelle.

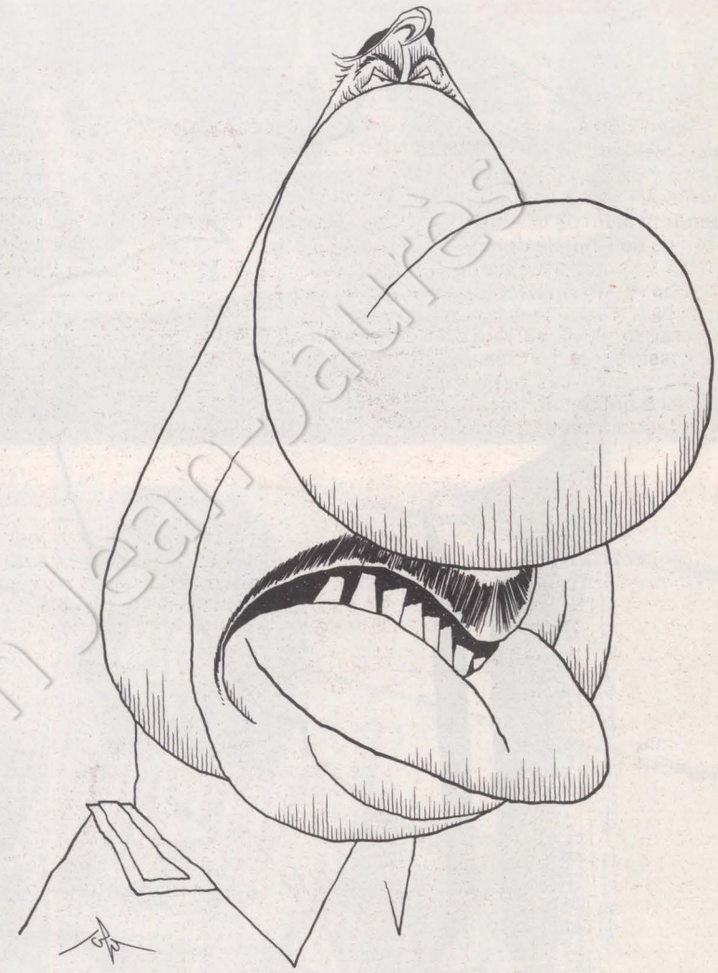




Les photos ci-dessus sont extraites d'une revue de propagande « Ayer, Hoy » (hier, aujourd'hui) distribuée par le régime de Pinochet. A gauche : « l'enfer» de l'Unité populaire, à droite : le « paradis» fasciste. A gauche, l'anarchie dans la rue, à droite la sérénité sur un banc, à gauche un magasin fermé, à droite le même débordant de victuailles... tout est de cet acabit.

Personne ne sait jamais ce qu'il peut faire ou dire, à quel moment, dans quelles circonstances. La seule position sage est donc de ne jamais rien dire ou faire. « Un jour de l'année dernière, j'ai stationné dans un endroit interdit, m'a raconté un riche bourgeois d'une ville au nord de Santiago. Un carabinier est arrivé mitraillette sur le ventre. Il m'a dit : « Circulez, il est interdit de stationner ici ». J'allais juste chercher un paquet, je le lui ai expliqué. Réponse du carabinier : « J'en ai déjà nettoyé 80, je peux te liquider toi aussi, personne ne dira rien. » Commentaire de cet homme, qui avait salué avec soulagement l'arrivée de Pinochet : « Il faut comprendre ce qu'est une dictature, ce qu'est la terreur ».

Voilà pourquoi on peut parler de mécontentement et pas d'opposition. Celle-ci n'arrive pas à s'organiser. Elle se limite aujourd'hui à l'Eglise, à la Démocratie chrétienne, aux syndicats et à certains actes isolés. Ceux-ci commencent à un niveau qui de loin peut sembler ridicule. Un professeur d'Université en histoire de l'art m'a raconté que son « agitation » consistait à faire passer les élèves un par un devant une diapositive qu'il tient lui-même entre ses doigts près de la fenêtre pour leur faire comprendre qu'il est scandaleux que l'Université ait si peu de moyens. D'autres consacrent systématiquement deux heures par jour à faire de la « mini-provocation » au bistrot, au club, chez des amis. Dans les poblaciones, c'est plus sérieux. On retrouve parfois un délateur ou un carabinier mort d'un anonyme coup de couteau. Cela arrive aussi dans les campagnes.



Le mécontentement est tel dans la classe ouvrière, que même les syndicats jaunes s'opposent aujourd'hui à Pinochet. Ils ont ainsi refusé d'entrer au Conseil d'Etat. A la base, le travail, très unitaire, regroupe les anciens membres des partis de gauche, de la Démocratie chrétienne et beaucoup d'indépendants. Une importante presse clandestine circule aujourd'hui dans les usines. On parle même d'un nouvel organe de la Démocratie chrétienne de Conception qui s'appellerait « Libération. »

L'Eglise de son côté anime un gigantesque travail semi-légal : comités d'appui aux chômeurs, de soutien des familles des prisonniers, d'organisation communautaire d'assistance aux problaciones. Elle est aujourd'hui la seule force d'opposition à disposer d'un réseau de communication en dehors des usines.

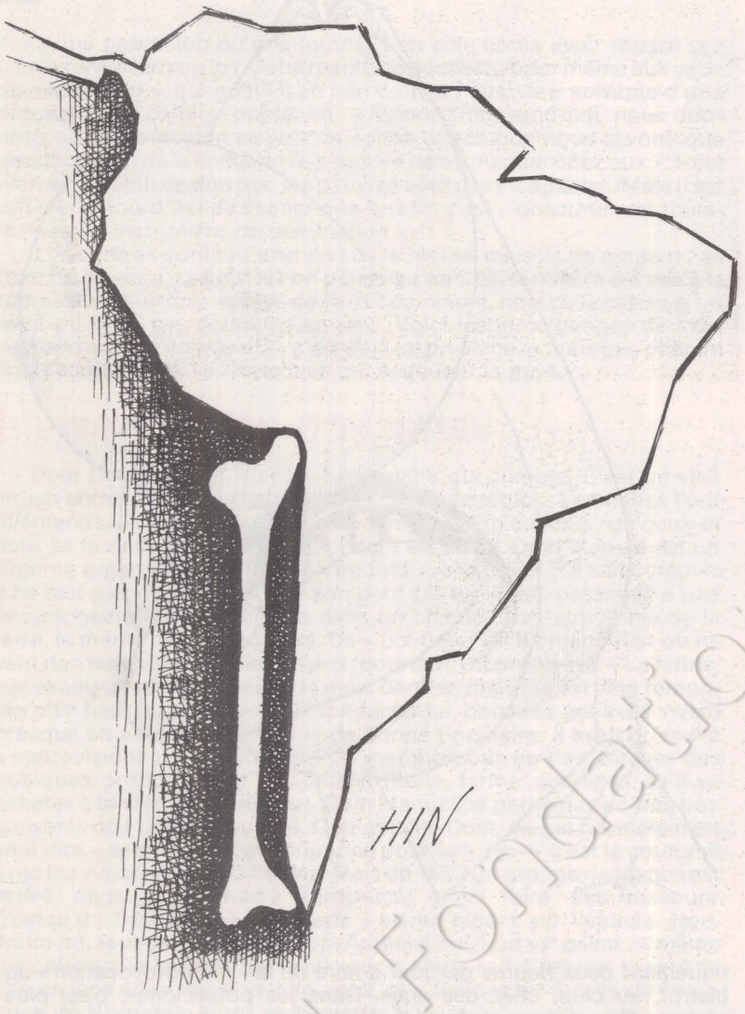
Même la bourgeoisie est contre

Les seuls qui soient en mesure de s'opposer publiquement et globalement à Pinochet sont ceux-là mêmes qui lui ont offert le pouvoir : les dirigeants de la bourgeoisie industrielle. Eduardo Frei, ancien président de la République, est parti à l'offensive, à la fin de l'année dernière, en publiant un livre critique pour le régime. Il s'appuyait sur un certain mécontentement dans l'armée. Mais Pinochet a réagi rapidement : 10 généraux ont été déplacés. Quant à ceux qui

→

Collection Jean Jaurès

RETOUR AU CHILI



étaient les plus gênants pour lui, ils sont tout simplement morts : l'un d'un accident d'hélicoptère, l'autre d'un « regrettable accident opératoire ». Frei ayant échoué sur un projet politique et économique global, Orlando Saenz, ancien dirigeant du C.n.p.f. chilien la Sofofa, a voulu prendre la relève en proposant un programme de restructuration économique. Il n'eut guère plus de succès et depuis le mois d'août il collabore à la revue « Ercilla » proche de la Démocratie chrétienne. Son échec lui aura au moins fait comprendre quelque chose, puisqu'il a consacré son premier article à dénoncer « les dangers de la tentation totalitaire ». Il vient même de découvrir « que la démocratie et l'état de droit sont les uniques structures acceptables pour un être civilisé ». Rassurons-nous il ne l'est pas depuis longtemps.

C'est dans cette situation de crise économique, de répression continue contre la classe ouvrière, de montée d'une opposition bourgeoise que survient un événement que les Chiliens, plus que tout autre peuple du monde, ont suivi avec passion : la campagne électorale nord-américaine. Chaque candidat avait ses défenseurs pour des raisons politiques précises. Ford, c'est-à-dire Kissinger, avait, malgré certaines pressions qu'il ne faut pas ignorer, soutenu Pinochet. Carter, avait au contraire inclu le Chili dans sa campagne de « moralisation ». A la suite du deuxième débat télévisé entre les deux candidats, l'ambassadeur chilien avait envoyé à celui-ci une lettre l'accusant d' être victime de la « campagne de dénigrement marxiste »contre son pays. Une gaffe diplomatique de taille qui a fait trembler la junte. Depuis le 4 novembre, sous la double pression du débat à l'Onu et de l'élection de Carter, Pinochet a libéré des prisonniers, réussi « l'opération Corvalan ». Il a surtout changé de ministre des Finances. Tout cela ne signifie pas de changements profonds, et la question se pose de savoir comment se présente l'année 1977 pour les Chiliens.

Trois ans après la victoire de la junte l'opposition ouvrière est muselée, l'opposition militaire est « mutée », quant à l'opposition bourgeoise, elle n'arrive pas à s'imposer. Beaucoup de Chiliens pensent que la seule chance de changement vient de l'extérieur. Leur thèse est simplement : Carter s'il veut faire un seul geste pour montrer qu'il représente une ligne politique différente de celle des Républicains doit le faire au Chili. Il peut alors accentuer les pressions de son pays sans exiger de changement au sommet, ou « virer » Pinochet et « financer » un redressement économique. Un journaliste m'a dit : « S'il garde Pinochet, personne ne croira aux changements, quels qu'ils soient. Il serait plus rentable pour lui de déplacer cette figure que le monde entier abhorre et de continuer la même politique ».

La victoire de Carter est la grande chance des démocrates-chrétiens. Grâce à l'assassinat par les hommes de la Dina d'Orlando Letellier, représentant de l'Unité populaire auprès du parti victorieux. Dès le 5 novembre, Frei s'envolait vers Washington.

Mais Carter peut-il faire vraiment ce qu'il veut au Chili ? Ne doutons pas que l'impérialisme est capable de trouver des solutions pour adapter et maintenir sa domination là où personne ne le croit possible. Pourtant la situation n'est pas facile. Tout Carter qu'il soit, le futur président des Etats-Unis a besoin, comme ses prédécesseurs, de contrôler l'ensemble du continent américain. Qu'il desserre l'étreinte au Chili et personne ne sait ce qu'il peut s'y passer. Le pays est marginal, mais il a récemment montré qu'il pouvait acquérir une valeur d'exemple insupportable pour Washington. Par ailleurs, le nombre de ceux qui ont « du sang dans l'œil » est immense. Il n'est pas possible de lever le couvercle de la marmite sans un maximum de précautions.

« L'espoir » Carter

Pinochet pour sa part, est en position difficile, mais garde plus d'un atout. En premier lieu, il contrôle lui-même parfaitement l'essentiel de l'appareil de répression, à savoir l'armée de Terre, la Dina même les carabiniers. L'Aviation ni la Marine ne peuvent rien sans l'armée de Terre. En tout état de cause, les militaires ne sauraient abandonner le pouvoir ; c'est leur vie qui est en jeu et ils le savent. Deuxième force de Pinochet : il s'est considérablement rapproché de l'Argentine. Ce pays, beaucoup plus grand, a besoin du Chili, face aux Etats-Unis comme face au Brésil. Videla constitue une chance inespérée. Récemment, sur un prêt international de 5 milliards de dollars, l'Argentine a avancé au Chili la somme de 3 millions de dollars. Rien pour elle, un pactole pour le petit pays andin.

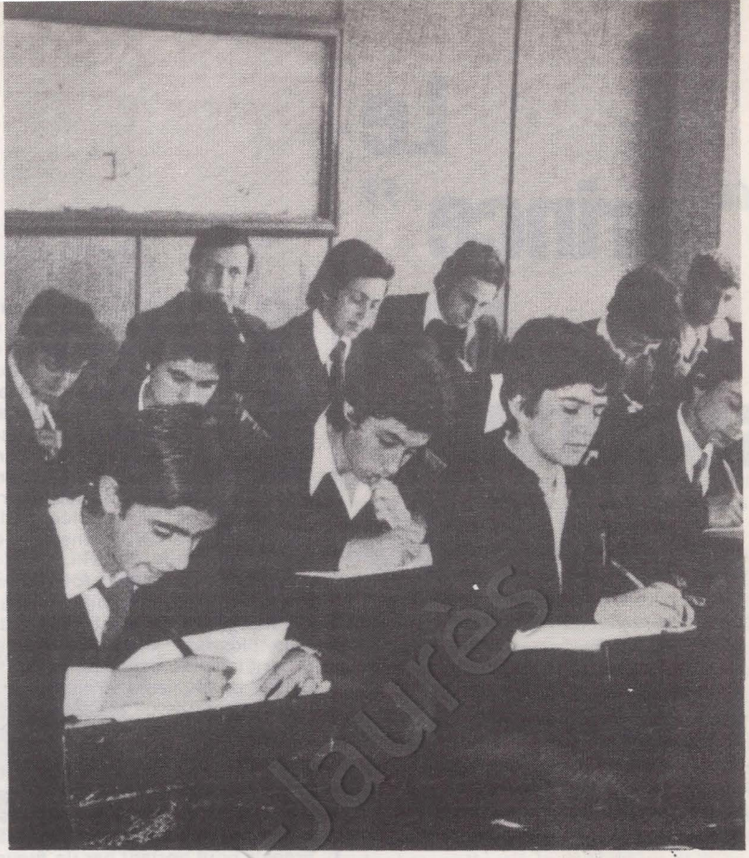
Les Chiliens sont convaincus que l'année 1977 sera décisive (mais ils le pensaient déjà de l'année 1976). La conjonction d'une crise économique qui s'aggrave et qui deviendra intolérable avec l'hiver (notre été) et la venue de Carter au pouvoir leur font espérer une fin 1977 pleine de changements. Il est, en fait, impossible de faire des prévisions sérieuses. Constatons simplement que la junte est dans une situation inextricable : plus personne ne veut d'elle. Pinochet est sans doute, dans l'Histoire moderne, un des hommes qui ont accédé au pouvoir en s'appuyant sur le plus de massacres, de brutalités, de répression. Il y a pourtant peu de régimes fascistes qui, après y avoir mis un tel prix, se soient retrouvés aussi faibles que le sien au bout de si peu de temps.

FRANCIS PISANI

La semaine prochaine, la deuxième étape de Francis Pisani en Amérique latine : le Venezuela.

Fondation Gabriel Péri





L'université, avant et après, vue par la propagande de Pinochet.



Dans une « poblacione » des environs de Santiago.





Fondation Jean Jaurès

Le " prince " des scandales de la Ve

Si bien remplie soit-elle, une carte de visite n'est pas un gilet pare-balles. Maire d'un bourg de l'Eure qui porte son nom, conseiller général, député Indépendant, puis Républicain indépendant depuis 1958, membre du Conseil d'Etat dès 1946, plusieurs fois secrétaire d'Etat entre 1961 et 1967, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de 1969 à 1973 et membre du bureau politique des R.i. dans le même temps, plusieurs fois décoré, cousin d'Anne-Aymone Giscard d'Estaing, descendant d'une des plus illustres familles françaises, propriétaire d'un château de 200 fenêtres, de plusieurs fermes, de milliers d'hectares de terres et de forêts, Jean de Broglie aurait largement pu se contenter de cette situation et des responsabilités, avantages et honneurs qu'elle comportait. Ainsi se serait-il épargné le désagrément d'être abattu de trois balles tirées à bout portant par un tueur à gages, en plein Paris, la veille de Noël. Trois balles qui n'ont pas fini de faire du bruit...

Jean de Broglie avait pourtant choisi une autre voie. Une voie obscure sur laquelle se penchent aujourd'hui la Justice et tous ceux que ne satisfont pas les explications hâtives présentées par le ministre de l'Intérieur. Dans sa précipitation à arrêter toutes les investigations, Michel Poniatowski n'a pas hésité à présenter à la presse comme résolue une affaire dont le juge d'instruction Guy Floch n'avait encore entendu aucun des protagonistes. Cette violation flagrante du secret de l'instruction — secret dont se réclame le gouvernement en des occasions de moindre urgence pour museler les magistrats — a soulevé des protestations dans le monde judiciaire, Chancellerie en tête. Le ministre de la Justice pouvait difficilement faire moins. Sans compter qu'Olivier Guichard, qui n'a pas oublié le coup de l'évacuation du « Parisien Libéré » le jour du congrès du R.p.r., doit commencer à se lasser des initiatives de son collègue et parent de la place Beauvau. Pendant la conférence de Poniatowski, le malaise du commissaire Pierre Ottavioli, chef de la brigade criminelle, faisait également peine à voir. Il ne semblait pas du tout apprécier son rôle dans ce petit divertissement à trois, servi aux journalistes le 29 décembre. Sans doute, comme l'explique le « Canard Enchaîné », parce que le directeur de la P.j., Jean Ducret, lui avait forcé la main pour qu'il y participe.

Qu'a soutenu Poniatowski ? Sa version des faits a le mérite de la simplicité. Jean de Broglie a été assassiné par Gérard Frèche, proxénète minable, qui a d'ailleurs avoué avoir commis ce crime pour toucher une prime de 50 000 F. Pendant que Frèche abattait de Broglie devant le n° 2 de la rue des Dardanelles (Paris 17e), l'inspecteur principal de police Guy Simoné et Serge Tessèdre le « couvraient ». Les commanditaires du meurtre, Pierre de Varga et Patrick Allenet de Ribemont, affairistes douteux, auraient décidé de se débarrasser de Jean de Broglie pour ne pas avoir à continuer de lui rembourser un prêt de 4 millions de F avec ses intérêts. Destinée à l'acquisition du cossu restaurant « La rôtisserie de la Reine Pédauque », cette somme avait été fournie à de Ribemont et de Varga par de Broglie qui l'avait lui-même empruntée à la B.n.p. De Broglie prélevait au passage une confortable commission de 600 000 F.

La poule aux œufs d'or

Le mobile, selon Poniatowski, apparaît alors clairement dans les dossiers saisis. Les traites de 72 000 F versées chaque mois par de Ribemont et de Varga étaient trop lourdes pour eux. Surtout, en cas de disparition de de Broglie, l'assurance-vie contractée par celui-ci lors de son emprunt à la B.n.p. ainsi que les autres précautions prises par cette banque exonéraient ses deux débiteurs de leur dette. Le contrat de prêt établi entre de Broglie, de Ribemont et de Varga prévoyait même qu'en cas d'« accident » du député, ses parts iraient de droit aux deux hommes. En brodant sur le vieux thème : « à qui profite le crime ? », Poniatowski sert ainsi tout chauds ses deux « instigateurs ».

Sans doute y a-t-il du vrai dans tout cela. Mais pas suffisamment pour éviter que ne soient soulevées un peu partout certaines questions. Par ailleurs certaines des affirmations du ministre de l'Intérieur ne « collent » pas avec les bribes d'information qui apparaissent chaque jour. Et surtout, ses silences sur les activités de de Broglie, de Varga, Simoné et quelques autres ne pouvaient pas passer inaperçus. Comment imaginer que de Varga et de Ribemont aient pu commettre l'erreur de faire abattre de Broglie devant leur porte si ce sont bien eux les commanditaires du crime ? Pourquoi les deux patrons de la Reine Pédauque auraient-ils tué la poule aux œufs d'or puisqu'il apparaît que, le matin même de sa mort, de Broglie était venu parler avec de Varga d'un nouveau prêt de 1 million de francs qu'il pouvait leur obtenir pour le restaurant ? Des traites mensuelles de 72 000 F, sur un restaurant qui réalisait 650 000 F de chiffre d'affaires chaque mois, représentaient-elles vraiment un effort insurmontable pour des affairistes de l'envergure de de Varga et de Ribemont ?

Pourquoi de Ribemont, s'il est coïnstigateur du meurtre, n'a-t-il pas, comme de Varga, été inculpé de complicité d'homicide volontaire, mais seulement d'infraction à la législation sur les armes ? Que reste-t-il du mobile si, comme l'affirme Pascale de Varga, la disparition de de Broglie n'exonérait pas de Ribemont et son père du remboursement de leur dette ? A quoi elle ajoute que le prêt de 4 millions était un prêt personnel, de particulier à particulier, entre de Broglie et de Ribemont, dans lequel ni son père ni le restaurant n'apparaissaient. La simple logique veut que les réponses à ces questions ébranlent sérieusement la thèse de Poniatowski. Et lorsqu'on fouille un peu dans les activités multiples des acteurs de ce drame on se prend à souhaiter que l'affirmation de Poniatowski, disant péremptoirement « l'affaire est close », reste un vœu pieux.

Trois personnages dominent la scène : de Broglie, de Varga et Simoné.

De Broglie a voulu jouer les hommes de l'ombre. Grisé par l'action en coulisses, il n'avait pas oublié sa participation en 1962 aux négociations du gouvernement français avec le F.l.n. algérien. Le 27 décembre, en sortant du Quai des Orfèvres, de Varga a parlé des « dossiers très complexes » qu'il traitait comme conseiller juridique pour de Broglie. « Celui-ci, a-t-il ajouté, s'occupait beaucoup de politique non spectaculaire ». En fait, les activités de de Broglie étaient multiples. Il apparaissait dans de nombreuses sociétés et il ne sera pas facile de démêler celles où il exerçait pour son propre compte... de celles où politique, affairisme et trafics étaient mêlés.

Tiens, l'Opus Dei !

Les deux affaires les plus « curieuses » dans lesquelles on retrouve l'ancien secrétaire d'Etat sont la Sodetex et le Brincom. Société anonyme au capital de 1 million de francs, créée le 5 juillet 1968 à Luxembourg, la Sodetex avait alors pour président de Broglie, entouré de deux administrateurs dont Charles Bignon, député U.d.r. de la Somme. Citant un rapport confidentiel des Cortès, le « parlement » espagnol, le « Canard Enchaîné » explique que la Sodetex aurait reçu des fonds de l'Opus Dei, cette « mafia » catholique espagnole qui fut mêlée voici quelques années à une escroquerie de 700 millions de francs. Toujours selon ce journal, Edmond Giscard d'Estaing, père de Valéry, a entretenu de bonnes relations avec l'Opus Dei, mouvement qui aurait financièrement beaucoup fait pour les R.i. au début des années 60. Sans doute par l'intermédiaire de de Broglie et de la Sodetex qu'il dirigea en 1968 et 1969. Cette société avait des activités si discrètes — import-esport, exportation de matériel d'armes ? — qu'elle ne respectait même pas la loi luxembourgeoise qui veut qu'un bilan soit déposé chaque année.

C'est en 1969 que de Broglie a fondé le Brincom avec un richissime Algérien, Akli Rahal. Le Brincom, S.a.r.l. au capital de 240 000 F est domicilié dans un immeuble du 5 de la rue Weber (16e). Immeuble dont le propriétaire n'est autre que... de Broglie lui-même. Société dont la raison sociale énumère toutes les activités possibles et imaginables, le Brincom se livrait au commerce, sous toutes ses formes et notamment au trafic d'armes, avec les pays arabes. Les bénéfices transitaient par la Suisse avant de revenir financer en France différentes activités.





armées tsaristes, y compris en dépouillant des Etats devenus communistes de provinces entières, comme l'Ukraine subcarpatique enlevée à la Tchécoslovaquie et la Moldavie prise à la Roumanie. Pour les autres, barrière — « rideau de plomb », dit Emmanuel Todd. Or, constate l'auteur, le développement inégal de ces différentes nationalités est une des causes du « pourrissement » intérieur de l'U.r.s.s. et du système soviétique, d'autant plus aisément que le développement des Etats satellites et des minorités intérieures à l'Union est en moyenne supérieur à celui de la partie proprement russe de l'ensemble.

A mi-chemin

C'est là que la démonstration s'arrête et laisse sur la faim. Pour la compléter, il faut s'en remettre au deuxième ouvrage, « La tradition russe », du hongrois Tibor Szamuely (2). Né à Moscou dans une famille réfugiée à la suite de l'échec de Bela Kun (en 1919), l'auteur est mort en 1972, à l'âge de quarante-sept ans. Tantôt Hongrois, tantôt Soviétique, il a pu en 1964 s'installer en Angleterre, où il a écrit cet ouvrage magistral, œuvre d'un historien rigoureux qui a cherché à faire le tableau le plus complet possible de la mentalité russe, des origines à la révolution de 1917. C'est au lecteur de faire ensuite le constat, qui est éclatant : une grande partie de la réalité soviétique actuelle est la continuité d'un acquis historique accumulé à partir du haut Moyen Age. En « vulgarisant » à l'extrême — et par conséquent en trahissant quelque peu la richesse d'une analyse fouillée — on peut dire que le « Russe » ne s'est jamais tiré de l'ambiguïté majeure d'une situation géographique qui l'a placé à mi-chemin entre l'Europe et l'Asie. Les traces de la conquête mongole ne se sont jamais effacées de son âme et cette observation ne manque pas de sel venant d'un Hongrois. D'autre part, l'autre élément formateur, la tradition révolutionnaire, a jailli d'une élite coupée des immenses masses paysannes et les méprisant, y compris lorsqu'elle voulait faire leur bonheur.

D'un côté donc un système autocratique naturellement impitoyable, de l'autre une ambition révolutionnaire qui ne naît pas des masses, ne s'appuie pas sur elles et prétend régler leurs problèmes de l'extérieur. Lorsque la révolution de 1917 prendra « l'Etat en charge, les deux courants de la tradition russe » se rejoindront. Il serait facile et partiellement absurde de se livrer au petit jeu des comparaisons du genre Staline - Ivan le Terrible. Cependant on ne peut qu'être frappé par des phénomènes comme l'unanimisme obligatoire, la force du châtiment, individuel ou collectif, la puissance et le peu d'humanité des appareils dirigeants, la contradiction entre la violence des sentiments exprimés et la soumission fataliste dans l'action, qui sont toujours des traits du fonctionnement soviétique. On comprend mieux pourquoi la notion d'autogestion, qui a pu pénétrer dans un pays traditionnellement morcelé au niveau le plus bas comme la Yougoslavie, est inconcevable pour les mentalités soviétiques.

Ainsi, à l'inverse de la démonstration d'Emmanuel Todd, la crise soviétique vue par Tibor Szamuely ne peut pas être seulement celle d'un communisme particulier, mais celle d'un peuple original qui a assimilé le marxisme à sa façon, l'a nationalisé avec autant de spécificité que le fera ensuite le peuple chinois, et en donne maintenant une image que son fondateur ne reconnaîtrait pas, alors qu'il y reconnaîtrait très bien la vieille Russie autocratique démasquée par lui en plusieurs occasions. On conçoit que Lénine ait longtemps espéré que la révolution sortirait d'une Russie à l'égard de laquelle il montrait beaucoup de lucidité. On comprend également qu'il ait cherché à l'occidentaliser, notamment par la Nep, qu'il ait souhaité une révolution culturelle que le stalinisme enterra et qu'il ait été sévère à l'égard de certains aspects de la reconquête des terres tsaristes, en particulier celles du Caucase.

Mais on comprend mieux encore combien est nécessaire le décrochage du mouvement communiste de cette adulation soumise et inconditionnelle à l'égard de Moscou, même si elle fut jugée indispensable dans la période où l'Union soviétique était isolée. Les modèles n'existent pas, dit-on maintenant unanimement. Ils existent d'autant moins que l'uniformité des civilisations — au sens le plus large du terme — n'est ni réelle ni souhaitable. Nous ne sommes pas des Russes et ne pourrons le devenir, quels que soit l'affection qu'on puisse leur porter et les motifs de cette affection.

GEORGES FRAMERIES

---

1) Emmanuel Todd : « La chute finale » (Robert Laffont).

2) Tibor Szamuely : « La tradition russe » (collection Monde ouvert, Stock).

LA PROMESSE SENEGALAISE

De notre envoyé spécial

DAKAR : une des pointes de l'Afrique, un port, un pont avec « l'autre » monde. Là viennent s'embouteiller et se contredire, dans une confrontations parfois grinçante, deux mondes. Il y a tout ce qui fait la vie de tous les jours des pays développés, la technologie et l'injustice, les théories les plus généreuses — le socialisme, par exemple — et la dure loi de la division internationale du travail, les modèles et les contraintes venus du Nord. Et à cela s'ajoutent, se mêlent la réalité d'un pays en voie de développement, la cicatrice de la colonisation et la plaie du néo-colonialisme.

A Paris, face au mot socialisme, il y a des réponses. A Dakar, on retrouve parfois les mêmes réponses plaquées, très mal, sur une réalité très différente. Des réponses admirables mais, souvent, inopérantes. Puis il y a, tout simplement, une aspiration au progrès, à la justice et à la solidarité. Cela semble banal ? Peut-être. Mais pour qui ?

C'est à Dakar que vient de se tenir le congrès extraordinaire de l'Union progressiste sénégalaise (U.p.s.), parti au pouvoir depuis l'indépendance. A peine un mois son adhésion à l'Internationale socialiste, il devenait le Parti socialiste. Devenir socialiste n'a jamais été simple. Pas plus à Dakar qu'à Paris. Au Sénégal, l'U.p.s. s'est formée dans les luttes d'avant l'indépendance. Voici un pays où la politique avec son mélange d'idéologie et de clientèle est déjà chose ancienne, un pays où le colonisateur avait importé ses habitudes politiques. Brusquement indépendant, mais encore tenu en laisse, il lui faut, en quelques années, restructurer l'appareil d'Etat, supporter la sécheresse, tenter de rendre l'économie « nationale », former des cadres. Au passage va naître une bourgeoisie d'affaires. parfois « compradore » parfois « nationale », toujours appuyée par l'Etat, encore faible à l'égard de l'étranger, mais déjà conséquente pour le pays. La classe ouvrière ? Réduite lors de l'indépendance, elle croît lentement au rythme des efforts de l'Etat.

Que faire ? Tenter d'économiser une étape, de suivre un modèle, de nationaliser ? Mais quel « monopole » choisir lorsqu'il n'en existe pas ? Ou consolider une classe qui pourra « rogner les dents » aux étrangers, se rendre maître de son propre développement pour enfin retrouver des schémas connus. Ou la consolider en l'orientant ou tenter de la contrôler, d'en haut par l'Etat, d'en bas par les salaires. Le débat est ouvert et n'est pas prêt d'être clos.

Mais avant ces problèmes — qui ne sont pas tout à fait un luxe idéologique — ne faut-il pas d'abord regarder du côté du monde rural, vers cet autre Sénégal dur à vivre où tout dépend de l'eau, où une paysannerie tente de mêler ses traditions collectives à des structures nouvelles, les coopératives, les communes rurales ?

Là, devenir socialiste, c'est sûrement défricher un autre chemin, différent du nôtre, un chemin qui s'appelle développement. Et, au passage, achopper sur le problème des cadres. Car ceux-ci, à cheval sur deux mondes, le leur et le nôtre, sensibles à leur réalité nationale, sont « contaminés » lors de leur formation par notre modèle culturel et notre modèle de consommation. Près de leur peuple, par leurs relations familiales, plus fortes, plus ramifiées qu'ici, ils en savent les difficultés et les espoirs. Mais tout les pousse à vivre comme nous. Et, là, l'inégalité ne réside pas comme ici sur la combinaison du patrimoine et du revenu, mais sur le seul revenu. L'absence du patrimoine rend peut-être cette couche plus fragile, mais l'écart de revenus est plus difficile à supporter ici que là-bas. Devenir socialiste, poursuivre son interrogation passe par quelle attitude devant un tel problème ? Réduire la hiérarchie ? Certes, mais alors vient la tentation du départ.

On n'en finirait pas de noter les différences. Les tendances par exemple. Dans le mouvement socialiste européen, elles sont une vieille histoire, codifiées par l'expérience. Ici, c'est autre chose. Il y a par exemple, les « vieux ». En Afrique, être vieux est un compliment. Il y a dans l'aîné la sagesse, l'expérience. Et les « vieux » ont eu une autre formation que les jeunes. Entre eux existent des nuances qui suffiraient ici à structurer des tendances. Sur l'ordre des priorités, par exemple, ou sur le Parti. Avec les rivalités que cela implique.

Passer de l'U.p.s. au P.s., ce fut à la fois une volonté et le résultat d'une évolution. La volonté, c'est d'abord celle d'un homme, Léopold Sedar Senghor. L'évolution, c'est l'arrivée d'une nouvelle génération qui, face à des problèmes nouveaux, cherche des solutions nouvelles. Et c'est cette volonté inquiète d'interroger l'avenir à l'aide de concepts différents qui les rend proches de nous.

Depuis longtemps le mouvement socialiste a appris, parfois douloureusement, que pour atteindre un but existaient bien des chemins et que chaque peuple, avec son génie propre, choisit, après de longues hésitations le sien. Ces chemins ne sont jamais balisés. Les surprises sont fréquentes. A Dakar, les congressistes de l'U.p.s. ont marqué une volonté. Rien de plus. Mais de cette volonté, liée à la concurrence — pratiquement unique en Afrique — avec d'autres partis, naîtront les prochaines étapes.

Que le chemin soit difficile, les Sénégalais en sont persuadés. D'autant qu'en même temps que les transformations économiques, leur projet, pour réussir, implique d'autres transformations, plus difficiles. Celles des mentalités. Ne rien perdre de l'actif de l'ancienne culture, prendre ailleurs ce qui permet la réussite et, tout en étant Sénégalais, devenir vraiment Africain.

C'est à cette aune qu'il faut mesurer les changements à venir. Cette voix socialiste venue d'Afrique est, à cet égard, prometteuse. Faut-il dès lors avoir à son égard des exigences que nous n'avons pas toujours pour nous-mêmes ?

GUY PERRIMOND



Le président Senghor, Lionel Jospin et François Mitterrand, à Dakar en octobre 1975.

LA FRANCOPHONIE SE PORTE BIEN

De notre envoyée spéciale

Il n'est que de flâner dans les rues de Bucarest et même de villes de la province roumaine comme Iasi ou Krajova pour voir, à toutes les vitrines des librairies d'occasion, de très nombreux livres français. Histoire et littérature constituent la majorité des bouquins de ce fonds vendu et revendu ici depuis près d'un siècle. On peut dire, qu'avant la guerre 98 % des Roumains sachant une langue étrangère parlaient français.

Ce quasi-monopole s'explique par l'influence culturelle et politique de la France sur l'intelligentsia roumaine depuis 1848. Par le rôle qu'ont joué les historiens et les philosophes français dans la recherche de l'identité nationale et dans le combat pour l'indépendance — il y aura un siècle, en 1977 — à la Seconde Guerre mondiale, les élites dirigeantes parlent français. C'est encore la langue parlée à la Cour. Dans la grande bourgeoisie et chez les boïards, on donne aux enfants une institutrice française.

La moyenne bourgeoisie en fait autant. La petite bourgeoisie suit. Par esprit d'imitation. C'est elle la cliente des poètes et romanciers à la mode de l'époque tels que François Coppée ou Max du Veuzy, et qui font aujourd'hui encore l'essentiel des livres français présentés par les bouquinistes. Ce temps est passé où Bucarest se surnommait « le petit Paris » et l'ancienne classe dirigeante francophone a disparu, emportée dans les fourgons de l'armée nazie.

Dans les universités populaires

En 1947, la Roumanie devenait une République socialiste. La classe moyenne était mise sous le boisseau. Rares étaient les nouveaux dirigeants, issus du peuple, qui connaissaient le français. On aurait pu penser que la francophonie roumaine allait s'effondrer. Il n'en a rien été. Car si on est bien obligé, en 1976, de constater qu'il y a eu régression, en pourcentage et notamment par rapport à l'anglais, il y a eu progression en valeur absolue, l'enseignement étant devenu accessible à tous.

Mais l'entrée de la Roumanie dans le monde moderne correspond aussi à l'entrée en force de l'anglais dans l'enseignement. Et si, dans la génération des 30 à 50 ans, on trouve au moins autant de gens qui parlent français qu'anglais, la position de l'anglais est dominante chez les plus jeunes. Dans l'enseignement scientifique et technique, cette position se consolide depuis les années 60. Surtout à partir de 1965, avec l'établissement de relations diplomatiques officielles entre la Roumanie et les Etats-Unis.

Les années 1970 à 1973 sont des années noires pour la langue française : le nombre de postes mis au concours pour le professorat de français diminue. On assiste à une formation massive d'enseignants d'anglais. Depuis deux ans, le recul est cependant stoppé, comme en témoigne le relèvement du nombre des postes de français. A Krajova, l'année dernière, le nombre a même doublé par rapport à 1974. La réforme de l'enseignement datant de 1971, qui rend obligatoire l'apprentissage d'une seconde langue étrangère a plutôt rendu service au français. En effet si la moitié ou presque des élèves choisit l'anglais en première langue, c'est le français qui est adopté en deuxième langue. Par ailleurs les cours du soir organisés par les universités populaires et les cours d'enseignement intensif post-universitaires connaissent un énorme succès. Car en Roumanie, en dehors des régions comme le Banat ou la Transylvanie où l'allemand est enseigné traditionnellement, l'influence de la langue et de la culture germaniques s'est peu répandue dans le reste du pays. On apprend peu le russe, réputé « trop difficile ». Plus bizarrement l'italien et l'espagnol, langues latines pourtant, occupent une place minoritaire.

Les Roumains trouvent en général bien naturelle cette place faite au français dans leur enseignement. Et intéressante. Mais il est une chose qui les blesse profondément,



c'est le peu d'intérêt qu'on porte en France à la langue et à la civilisation roumaines. « Dans votre pays, on ne sait même pas si c'est Bucarest ou Budapest la capitale de la Roumanie. Les Français étaient souvent étonnés d'apprendre que le roumain était une langue latine. Ceux qui le savaient étaient néanmoins surpris que notre langue ne s'écrive pas avec l'alphabet cyrillique », raconte une jeune Roumaine qui a fait récemment un stage d'études en France. Même écho au ministère de l'Education où le directeur adjoint, Ion Bizescu, ne cache pas sa déception de la façon dont est traitée — ou n'est pas traitée — l'Histoire ou la géographie de son pays dans les manuels français.

Edgar Quinet best-seller !

Du côté français, si l'on se félicite aussi de la bonne collaboration des deux parties sur la base des accords culturels en vigueur, on souhaiterait que les Roumains « désacralisent » un peu la langue et la culture françaises. Qu'ils voient dans le français moins une langue de « culture » qu'une langue de circulation mondiale, au même titre que l'anglais, par exemple. Ne pourrait-on pas enseigner différemment le français dans les lycées classiques et dans les lycées techniques et agricoles, par exemple ?

Quant aux jeunes scientifiques roumains qui connaissent à la fois l'anglais et le français, ils préfèrent fréquenter la bibliothèque américaine de Bucarest que la bibliothèque française, dont ils assurent qu'elle ne contient pas assez de publications techniques. « Ce reproche est justifié, convient Maurice Villemur, le directeur de la bibliothèque française. Mais notre établissement est une bibliothèque de culture générale et nous n'avons ni la place ni les crédits pour envisager un véritable département scientifique à même d'offrir toutes les nouvelles publications ». En revanche, et à partir de décembre, la bibliothèque française dispose de lecteurs de microfilms et de microfiches, qui renseignent sur les plus récentes publications techniques en langue française.

Le français semble d'ailleurs avoir un bel avenir en Roumanie. Sur 3 millions de Roumains scolarisés, 1 090 000 étudient le français. Sur le total des Roumains qui parlent une langue étrangère, 40% environ pratiquent notre langue. « La Roumanie est un des grands pays francophones du monde, dit Yves Bois, conseiller culturel de l'ambassade de France à Bucarest. Imaginez, par exemple que l'un des écrivains les plus connus, estimés et même familiers est un historien français dont on se demande quel renom il a encore dans son propre pays : Edgar Quinet... »

EMMANUELE PLAS

changer la vie quotidienne

APPRENEZ A VIVRE AVEC... L'AMIANTE

Tel est le thème d'une grande campagne publicitaire lancée récemment — et à grands frais — par la Chambre syndicale de l'amiante.

Face aux réactions de défense et à la mobilisation croissante de l'opinion — grâce notamment à l'action de l'intersyndicale de l'université Paris I — les professionnels de l'amiante ont tenté de renverser la vapeur. En employant la grosse artillerie sous une forme pseudo-informative — « Qu'est-ce que l'amiante ? », « Y-a-t-il un danger pour un mari bricoleur ? », « Et dans le vin, on nous dit qu'il peut donner le cancer ? » — cette publicité qui préconise une attitude « juste, prudente et exempte de passion », se termine sur une note résolument optimiste : « Comme dans bien des cas, est-il affirmé, les hommes se trouvent, en ce qui concerne l'amiante, confrontés avec la nécessité d'utiliser des produits qui peuvent être dangereux mais qui sont néanmoins indispensables ». Et de citer les rayons X, les médicaments, etc. Mais rassurons-nous : « Les problèmes posés par l'amiante ne sont rien, comparés aux immenses services (sic) qu'il (nous) rend chaque jour... Ces problèmes sont et seront surmontés ».

Las ! Peu après ces grandes orgues publicitaires, le rapport d'une quinzaine d'éminents scientifiques du monde entier réunis à Lyon au Centre international de recherches sur le cancer vient tout compromettre. Ses conclusions sont claires : « L'amiante est un cancérigène des plus redoutables et l'utilisation de fibres d'amiante tant dans l'industrie alimentaire, métallurgique, navale, automobile, que dans la construction, entraîne pour les mineurs, les travailleurs de l'amiante et les consommateurs, des risques considérables ». Le mot « risques » est faible ; en effet, « quarante pour cent des travailleurs exposés à des fibres d'amiante mourront d'un cancer », contre 15 % de la population normale. Les quinze spécialistes suggèrent des mesures « dont le caractère d'urgence est absolu » : interdiction de l'amiante dans l'industrie alimentaire ; interdiction du flocage ; réglementation extrêmement sévère ; contrôle précis des taux d'amiante dans l'environnement ; réglementation de la vente, de l'utilisation par les particuliers (bricolage, cloisons, isolement), et du transport.

REPRENDRE LA BASTILLE

Depuis un an, le Conseil de Paris a décidé la désaffection de la gare de la Bastille. Depuis, c'est le grand silence sur les intentions de la Ville et de la S.n.c.f.

Plutôt que d'attendre la sortie de splendides projets immobiliers, la section socialiste du 12e arrondissement a lancé une enquête demandant aux habitants de se prononcer sur l'utilisation de la gare de la Bastille (1 ha), de celle de Reuilly (10 ha) et du viaduc qui relie les deux sur un kilomètre et demi.

Les désirs des habitants sont clairs : 82 % des réponses demandent des espaces verts, 63 % des terrains de jeux, 44 % une maison de jeunes, 30 % des logements sociaux. Le P.s. a donc présenté un projet en 10 points dont l'idée est de constituer un axe de rencontre et d'animation, combinant divers équipements qui manquent dans le quartier : centre social, crèche, maison de jeunes, club du 3e âge, etc. Une Maison pour tous serait créée sur une partie des voies, le viaduc étant aménagé en lieu de promenade, avec espaces de jeux et terrasses de café. L'ancienne gare de la Bastille serait rénovée et conservée pour des expositions, alors que sur celle de Reuilly on construirait un ensemble H.l.m. et on aménagerait un vaste jardin public.

Il s'agit donc d'un plan très simple — que la section du P.s. a popularisé grâce à une manifestation sur place — et dont la réalisation serait peu coûteuse : constructions actuelles conservées et coût foncier nul, puisque les terrains appartiennent à la Ville. Trop simple, peut-être...

LA BEVUE DE FOURCADE

La réforme du logement instituant l'Aide personnalisée (A.p.l.) a finalement été votée par le Parlement avant la fin de la session (voir « l'Unité », n° 222 et 227). A cette occasion, Jean-Pierre Fourcade a commis une « légère bévue » en refusant de faire siéger les représentants des usagers aux conseils de l'A.p.l. chargé d'étudier la révision annuelle des barèmes. « Nous ne disposons pas de structures représentatives au niveau national », a-t-il déclaré en préférant s'en tenir « aux structures organisées, à savoir les organismes d'allocations familiales et de logement social ».

Et pourtant, des organisations nationales existent, comme la C.n.l., qui regroupe 350 000 familles. Singulière conception de la démocratie, monsieur Fourcade !

LES SUISSES AUSSI

Ce sont maintenant les scientifiques suisses qui s'élèvent contre le projet de surrégénérateur à Creys-Malville. Plus de 1 300 spécialistes genevois ont signé une lettre ouverte envoyée aux six pays qui engagent leurs capitaux dans ce projet, ainsi qu'au gouvernement suisse (Creys-Malville est à 80 km de Genève). Ils y font état de leurs doutes sur les risques que font courir Super-Phenix et demandent la constitution d'un organisme européen, indépendant et compétent, chargé d'évaluer les arguments pour et contre Super-Phénix. Bilan dont serait largement informé le public.

L'EXEMPLE NORDIQUE

A Bruxelles, les Neuf se sont fixé des objectifs en matière d'environnement, mais ils n'ont pas réussi à s'entendre pour une réglementation commune sur les eaux et sur les rejets de l'industrie du dioxyde et des pâtes à papier.

Au contraire, les pays nordiques ont conclu une convention qui protège chaque citoyen de Suède, du Danemark, de Finlande et de Norvège contre toutes les formes de pollution que pourrait provoquer un pays voisin.

Chaque gouvernement créera un organisme « chien de garde » chargé de surveiller l'environnement et d'empêcher qu'un Etat signataire transfère impunément sa pollution à son voisin. Voir les boues rouges...

LES « PRODUITS » DE L'UNIVERSITE

On connaît la thèse à la mode : les universités fabriqueraient des chômeurs à cause de l'inadéquation de leur « production » aux « besoins de l'économie ». On en connaît la conséquence logique qui inspire la réforme des seconds cycles universitaires, origine de la grève du printemps passé : la professionnalisation à outrance de l'Université.

Des universitaires militants de Paris VII (Jussieu) et Paris VIII (Vincennes) avaient tenu en avril, autour de Madeleine Rebérioux, une journée d'études sur ce thème. Il en résulte aujourd'hui une petite brochure dont le contenu mérite le plus grand intérêt (à demander à Madeleine Rebérioux, 10, rue Saint-Paulin, 94 La Varenne-Saint-Hilaire).

LA NATURE AU CINEMA

Jusqu'à la fin du mois de janvier, Meylan et Grenoble (Isère) accueillent un festival du film de nature. Organisé par la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, ce festival sera aussi décentralisé, films et diaporamas étant disponibles pour écoles ou associations qui désireraient une projection-débat dans ce département. Renseignements : 22, rue Saint-Laurent, Grenoble, tél. 42.57.32.

LES COLLINES NE REPOUSSENT PAS

De notre envoyée spéciale

Savigné-sur-Lathan. A quelque 30 kilomètres au nord-ouest de Tours, le petit bourg de Savigné est la capitale du « falun ». Le sous-sol de la région a en effet gardé l'empreinte des millénaires révolus où la mer recouvrait l'ouest de la France : à une faible profondeur, juste après la terre végétale, se trouve une épaisse couche de faluns, matériau formé de minuscules coquillages agglomérés. Traditionnellement, les gens du pays s'en servaient pour l'amendement des terres et surtout pour la construction : à Savigné comme dans tous les villages alentour, les maisons, les fermes, les ponts ont été édifiés en pierre de faluns. Aujourd'hui, l'extraction du sable falunier en est au stade industriel. Car, les entreprises de travaux publics ont découvert ses vertus pour la confection et l'entretien des routes ; aussi, insensible à l'eau, le falun est-il utilisé en couche de fondation des chaussées. D'autant que le falun est une matière première particulièrement peu onéreuse : matériau de qualité, le sable falunier ne nécessite aucune opération de transformation. Il suffit de l'extraire et de le transporter sur le lieu d'utilisation. Ce qui donne lieu à de très confortables bénéfices.



Gare aux puits...

On conçoit, dans ces conditions, que la production ait été considérablement intensifiée ces temps derniers. En 1975, 800 000 m3 ont été extraits dans la région du bassin géologique de Savigné. Les carrières à ciel ouvert couvrent environ 200 hectares et le cubage extrait double presque chaque année... Ce qui ne va pas sans provoquer des dégâts.

Les plus apparents, ce sont les déprédations occasionnées au paysage. Partout autour de Savigné, ce ne sont que collines béantes, gigantesques fondrières, bourbiers où évoluent pelleteuses et camions. Ici une maison suspendue au bord d'un gouffre, là les restes de ce qui fut un bois, cernés d'excavations abandonnées. Certains trous sont remplis d'eau : la nappe phréatique apparaît. Mais, comme au temps où ils étaient des champs, ces bassins artificiels sont restés clôturés de murets ou de fils barbelés... D'autres servent plus ou moins de décharges sauvages.

Parfois, sur la demande de tel ou tel agriculteur propriétaire du terrain, le carrier a dû procéder à une remise en culture : une fois le falun extrait sur 6 à 8 mètres de profondeur, la carrière abandonnée a été recouverte de terre végétale afin que l'exploitation agricole puisse recommencer. Aussi peut-on voir ça et là un champ descendu à plusieurs mètres en contrebas de celui du voisin... Conséquence de la prolifération anarchique des carrières, ce petit coin d'Indre-et-Loire tient désormais davantage des contrées lunaires que de l'harmonie patiemment élaborée du bocage tourangeau.

Mais il ne s'agit pas seulement des atteintes au paysage. Il y va aussi du maintien d'équilibres écologiques vitaux : on ne touche pas impunément à la nappe phréatique et certains craignent fort que la mise à jour des eaux souterraines ne contribue à diminuer les ressources en eau de la région. Il semble en effet que ces bassins artificiels drainent les eaux souterraines, asséchant les terrains voisins. Ce qui serait très grave pour es agriculteurs. Les remises en culture posent d'autres problèmes : inondation des champs faute d'avoir pris en considération le niveau maximum de la nappe phréatique, mais aussi pollution des eaux souterraines qui alimentent les puits en eau potable ! Sans le filtre constitué par la couche de faluns, les engrais chimiques employés massivement par les agriculteurs risquent en effet de →



LES COLLINES NE REPOUSSENT PAS

souiller la nappe d'eau devenue toute proche. Un « accident » a déjà eu lieu : l'eau d'un puits s'est révélée étrangement riche en... nitrates. Et les menaces ne pèsent pas seulement sur l'avenir. Dès maintenant l'exploitation sauvage du sous-sol se fait au détriment du patrimoine agricole et... du budget des communes.

L'autoroute aggrave

Au fil des jours et des années, la surface cultivable de la région se rétrécit comme une peau de chagrin. Pourtant, la plupart des propriétaires qui autorisent les carriers à extraire le falun sont... des paysans. Mais ce qui semble paradoxal est, en réalité, logique. Selon le rapport d'une équipe pluridisciplinaire de la faculté d'Orsay venue étudier « sur le terrain » les problèmes de l'économie locale, la surexploitation du falun serait liée aux difficultés que connaissent les petites exploitations agricoles dans cette « micro-région en voie de sous-développement ». Pour les paysans qui luttent pour la difficile survie de leur exploitation, la vente du falun que recèle leurs sous-sol permet des gains non négligeables : le carrier leur paie en effet une redevance de 0,90 centime par mètre cube extrait. Cette somme, quoique dérisoire par rapport au prix final, constitue pour certains un apport indispensable. Dans ces conditions, qu'importe si la surface cultivable diminue ou si une éventuelle remise en culture ne va pas sans problèmes ! « C'est un peu une action de desperados, affirme Jean-Paul Simon, professeur au C.e.s. de Savigné et militant socialiste. Ils ne croient pas à l'avenir, ils savent que leurs enfants ne resteront pas. Alors, plutôt que de s'endetter davantage, ils vendent leur sous-sol pour vivre un peu mieux... »

Ailleurs, les propriétaires sont absents. Installés depuis longtemps en ville ou dans une autre région, la vente des faluns constitue un revenu supplémentaire facilement obtenu et sans inconvénient pour eux, puisqu'ils ne résident plus dans le pays. Mais ce sont les fermiers, ceux qui louent la terre pour la cultiver, qui sont le plus touchés. Si leur propriétaire décide d'allouer telle ou telle parcelle à un carrier, le fermier ne peut que subir ce qui constitue une amputation durable et parfois définitive de son outil de travail : la terre...

Quant aux communes, si petites soient-elles, elles sont dans l'obligation de réparer à grands frais les dégâts provoqués par les entreprises d'extraction du falun. Le transport depuis le lieu d'extraction jusqu'au lieu d'utilisation — parfois distant de plus de 100 kilomètres — implique en effet un trafic de camions très dense : plusieurs centaines de va-et-vient par jour, sur des routes dont l'entretien incombe aux communes et qui, de surcroît, n'ont pas été conçues pour supporter un tel trafic. Ce qui pose des problèmes de sécurité — les enfants qui se rendent à l'école à vélo n'ont plus guère de place lorsque deux de ces énormes camions se croisent — et des problèmes financiers. Car,



en l'occurrence, ce sont les communes qui doivent trouver dans leur maigre budget les sommes nécessaires à la réfection des routes. Ainsi, la commune de Lublé (204 habitants) a dû consacrer 130 000 F pour refaire une route détériorée.

Et la construction de deux autoroutes à proximité de la zone riche en faluns n'est pas de nature à arranger les choses. L'autoroute Tours-Poitiers consomme déjà quelque 5 500 m3 de faluns par jour. Quant à l'autoroute Tours-Angers (en projet), il n'est pas impossible que son tracé soit fortement influencé par la société Cofiroute. Celle-ci, qui réalise une intégration verticale depuis l'extraction du falun jusqu'au péage sur l'autoroute, a tout intérêt à pouvoir employer le falun de Savigné, ce qui implique une relative proximité : le transport du sable de la carrière au chantier est en effet la principale composante du coût global de cette matière première.

Devant cette situation, les maires ont décidé de réagir. D'autant que l'exploitation industrielle des faluns n'a même pas l'avantage d'être créatrice d'emplois dans le pays. Les emplois créés sont peu nombreux : l'extraction et le transport ne nécessitent que

INDUSTRIE DU GRANULAT: LA MAUVAISE CONSCIENCE

L'Union nationale des producteurs de granulats figurait en bonne place dans les Salons « anti-pollution » organisés à Paris lors de la récente Semaine de l'environnement. Sans doute parce que la profession n'a pas la conscience tellement tranquille et qu'il importait de donner le change... Avec ses 4 000 carrières à travers tout le territoire français, l'industrie du granulat, qui fournit chaque année aux travaux publics et aux fabricants de béton 350 millions de tonnes de sable, de gravier et de roches concassées, pourrait aisément obtenir une médaille au palmarès des industries les plus polluantes de France. Collines éventrées, rivières souillées, routes défoncées, poussière et bruit : l'extraction et le transport des granulats entraînent un chapelet de nuisances.

Cette industrie s'est, en effet, développée dans un climat de liberté totale : c'est depuis 1971 seulement qu'une autorisation préfectorale est devenue un préalable à l'ouverture d'une carrière. Aussi la production a-t-elle plus que triplé en l'espace de 15 ans dans ce secteur où la productivité — et les profits — est l'une des plus fortes... Une nouvelle législation qui imposerait à la profession certaines normes anti-nuisances est donc indispensable. Mais il semble bien que le récent projet de loi qui vise à assimiler les carrières aux mines ne soit nullement suffisant. En effet, s'il permettrait d'empêcher les carrières de s'ouvrir n'importe où et n'importe comment, ce projet de loi aurait aussi pour conséquence d'accroître les prérogatives des producteurs. Par exemple, les exploitants pourront prendre possession d'un terrain même si le propriétaire s'y oppose...

Produire de plus en plus de granulats, tel est l'objectif de la profession, qui envisage même d'exploiter dans ce but les gisements marins — avec tous les risques écologiques que cela comporte. Leur argument ? « Nous sommes indispensables, prétendent les producteurs de granulats. Les deux emplois principaux des granulats sont en effet la fabrication du béton... et la construction des routes (1 km d'autoroute dévore 20 000 tonnes de granulats...).

quelques conducteurs d'engins et de camions. Et le plus souvent ne profitent pas à la population locale. En effet, les entreprises traditionnelles locales qui existaient dans le passé ont été progressivement absorbées par de grosses entreprises de travaux publics qui ne recrutent pas leur personnel sur place.

Dans ces conditions, pourquoi les pollueurs ne seraient-ils pas les payeurs ? C'est ce que demande le syndicat intercommunal qui regroupe les communes concernées. Dans un premier temps, les maires demandent le versement d'une taxe industrielle, calculée au mètre cube extrait, qui permettrait de faire face au coût de la réfection des routes. A ce jour les producteurs n'ont accepté de verser qu'une « contribution » dérisoire — 15 centimes le m3 — et incontrôlable...

« Il faut aussi agir par le biais des plans d'occupation des sols pour éviter la prolifération anarchique des carrières », affirme Joreau, maire de Channay. Or, pour le moment, l'autorisation préfectorale, simple formalité, suffit pour ouvrir une carrière... Mais, poursuit le maire de Channay, « il faudra aussi que les carriers acceptent de réparer les dégâts, car jusqu'à présent, quand une carrière est abandonnée, le carrier s'en va, mais le trou reste. »

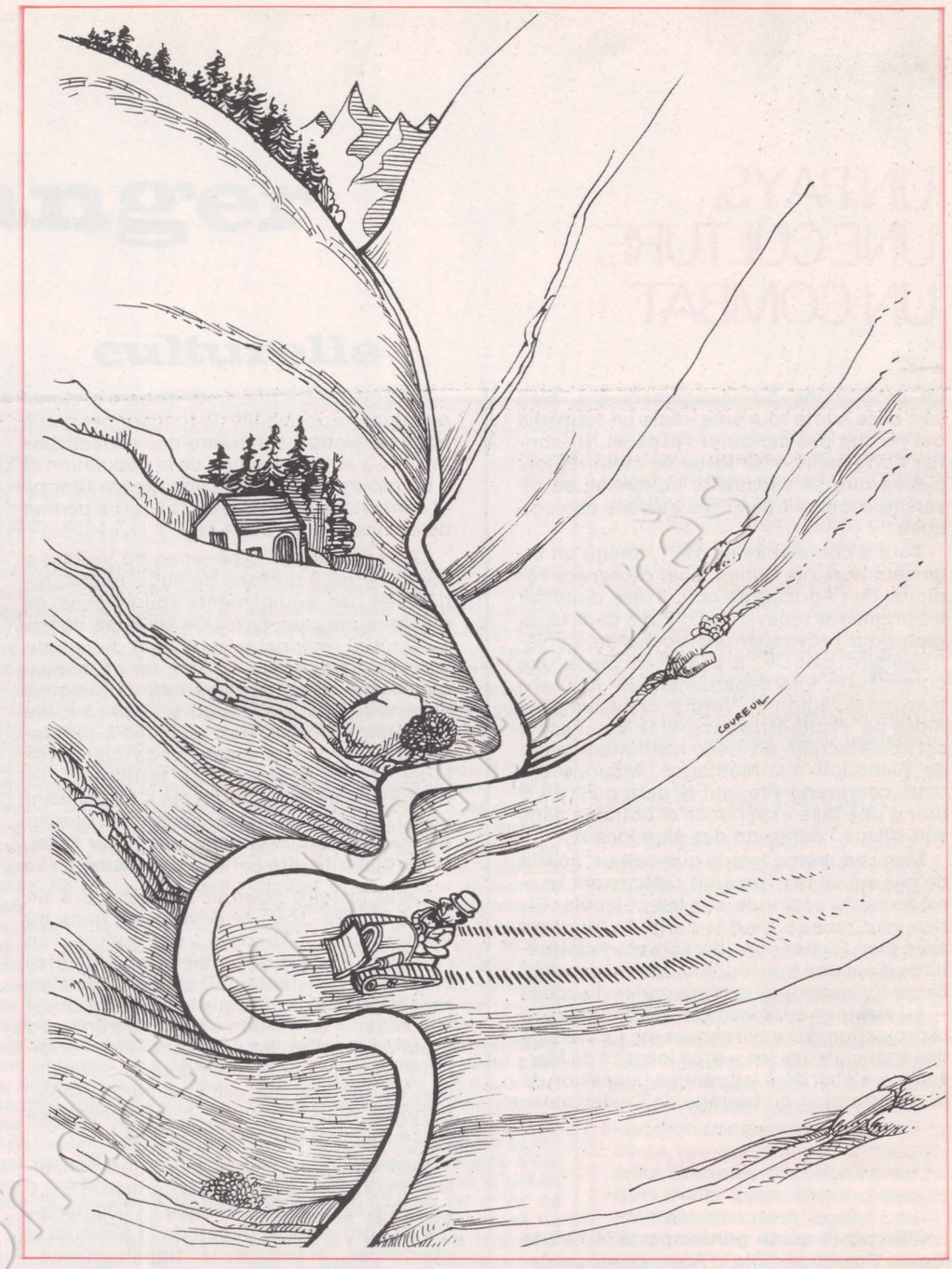
Des solutions existent pourtant : remise en culture des terres — à condition que des normes soient respectées pour protéger la nappe phréatique — ou encore création de plans d'eau aménagés dans un but touristique. L'inconvénient : cela coûterait cher et tant que la législation le leur permet, les carriers préfèrent ne pas amputer les bénéfices réalisés. Et tant pis si les collines ne repoussent pas...

MARIE-JOSE BERNARDOT

Mais, quoi qu'en disent constructeurs, promoteurs et autres bétonneurs, est-il vraiment nécessaire d'employer tant de béton en France, chaque Français en « consommant » autant qu'un Américain ? Dans bien des cas, le bois ferait aussi bien l'affaire. Et il repousse, lui... Sans compter qu'il existe des matériaux de substitution qui permettraient de diminuer l'emploi des granulats naturels. Il s'agit notamment de matériaux synthétiques à base d'argile ou de schistes expansés, ou encore de la récupération de déchets industriels et même des ordures ménagères... « C'est trop cher », affirment les professionnels qui préfèrent continuer à tailler dans le vif des collines plutôt que d'amputer un tant soit peu leurs bénéfices. A défaut d'une action efficace des pouvoirs publics partout, dans l'Europe, la Basse-Seine et surtout l'Alsace — particulièrement touchée — des associations de défense tentent de s'opposer à l'ouverture de nouvelles carrières.

Dans l'Indre-et-Loire, le bassin de Savigné-sur-Lathan est lui aussi la proie des carriers...

M.-J.B.



Région du Verdon

UN PAYS, UNE CULTURE, UN COMBAT

De notre envoyée spéciale.

Le Verdon, tout le monde le sait, c'est une rivière bien connue pour la profondeur de ses gorges et le vert inégalé de ses eaux. Mais, le Verdon, c'est aussi un pays, c'est-à-dire une unité géographique, un ensemble d'humains vivant au même rythme et subissant les mêmes agressions. Le Verdon est au premier rang des convoitises des Français qui commencent à redécouvrir les joies de l'arrière-pays. Mais, avec eux, voici que les promoteurs pointent leur vilain museau vers des régions bénéficiant à la fois de soleil, d'eau et de beaux paysages. Or, tout cela, le Verdon le possède.

Heureusement, de bonnes fées se sont penchées sur son berceau. Les 63 communes qui constituent le pays ont maintenant →

UN PAYS, UNE CULTURE, UN COMBAT

un programme d'aménagement qui, bien sûr, mise sur le tourisme, mais un tourisme qui ne doit pas défigurer l'espace. Ni sacrifier l'originalité et la force de cette région, c'est-à-dire sa spécificité culturelle, sa diversité économique et ses qualités écologiques.

Tout a commencé en 1971, lorsqu'un ingénieur agricole, Ulhen, chef du service régional de l'Agriculture, a eu l'idée d'utiliser les premières redevances d'E.d.f. dans la région pour provoquer une opération d'aménagement globale. Il a mis en place une commission interdépartementale, la Ciarv, puisque la région du Verdon chevauche les Alpes de Haute-Provence et le Var. Face à cet administratif, un jeune instituteur, maire de Saint-Julien-le-Montagné, Maurice Janetti, comprend vite tout le parti qu'il y a à tirer d'une telle expérience et entraîne dans son sillage l'adhésion des élus locaux.

Mais, en même temps que naît un conflit de personnalités, apparaît rapidement une mésentente profonde sur les objectifs. Ulhen veut jouer à fond la carte du tourisme avec plan routier considérable et infrastructures d'accueil très lourdes. Janetti voudrait lier le tourisme — il préfère parler d'accueil — au maintien sur place des populations et à la protection de l'environnement. La menace des spéculateurs, les « gros loustics de Marseille », s'était déjà fait sentir à l'occasion de la construction du barrage de Castellane.

Trois agresseurs

C'est alors qu'au printemps 1974 naît la région Provence-Côte d'Azur, devenue depuis « Provence-Alpes-Côte d'Azur ». A majorité de gauche, elle s'intéresse vivement au projet, d'autant qu'il s'agit typiquement d'une opération à caractère régional : deux départements sont concernés pour ce pays situé au cœur de la région ; il s'agit donc d'une zone qui, sur le plan de l'aménagement du territoire, représente une sorte de microcosme des problèmes de l'arrière-pays.

Au cours du printemps 1975, l'administration présente aux élus un projet très contesté, avec en particulier une lourde part des crédits affectée aux routes, qui consacre la toute-puissance de l'administration. L'établissement régional fait alors une contre-proposition laissant aux élus le rôle de maîtres d'œuvre. Au cours de l'été, le syndicat regroupant toutes les communes concernées monte un programme radicalement différent avec modification des objectifs et du financement. A l'automne, un comité provisoire est constitué : il regroupe les 63 communes, 10 cantons, 3 syndicats intercommunaux, les représentants des deux départements et de la région. La présidence en est tenue par un élu des Bouches-du-Rhône. L'opération échappe presque totalement à l'administration.

Il s'agit donc d'une sorte de parc régional qui aurait la possibilité de fonctionner grâce à l'organisation cohérante des collectivités locales, à la participation de la population et à un programme d'équipements coordonné et concerté avec la Région. Ce qui lui permet de se financer facilement.

D'ores et déjà, l'expérience du Verdon a bénéficié de 9 millions de subventions, régionales les équipements touristiques ne représentent que 42 %. Ce système donne au Conseil régional le sentiment de remplir son rôle d'incitateur autant, sinon mieux, qu'en limitant son intervention à quelques actions de grande envergure. Quant à l'aide de l'Etat, un crédit de 2 millions a été demandé il y a deux ans aux Fonds interministériel d'aménagement du territoire. Les promesses de la Datar ont été s'amenuisant jusqu'à un million, espoir anéanti au dernier Conseil interministériel de Lille. Pour l'Etat, le Verdon attendra l'année prochaine...

Cette histoire pourrait faire croire à un conte de fée. Mais la devise des gens du Verdon, c'est : « Un pays... une culture... un combat ». Et c'est en partie grâce à Maurice Janetti, la quarantaine, colères brutales, passion et socialisme, que le Verdon a choisi le combat. « Le Verdon a déjà payé un lourd tribut à la nation, dit-il. Et toutes les conditions sont encore réunies pour la privatisation de tout ce qui est commercialisable. Surtout, nous sommes très vulnérables parce que peu peuplés ».

Les auteurs des « agressions traditionnelles » du Verdon se nomment l'armée et E.d.f. Le camp de Canjuers occupe 35 000 hectares ; il a provoqué le départ de 11 éleveurs et obligé les autres à la transhumance : « Canjuers, c'était tout beau, tout propre, tout plat ; les bêtes se gardaient facilement et l'herbe était riche : les plus petits troupeaux avaient 350 têtes », regrette un jeune éleveur. Sans parler des « accidents de tir ».

E.d.f., dès 1971, avait dérivé complètement le cours du Verdon, avec les barrages de Castellane, Saint-André et Castillon. Depuis 1974, le barrage de Sainte-Croix provoque des amplitudes qui peuvent atteindre 27 mètres en cas d'imprévu et que le canal de Provence aggravera lorsqu'il sera terminé. E.d.f. fait planer aussi une menace sur Chasteuil. Attirées par la redevance, certaines communes des Alpes de Haute-Provence seraient assez favorables au projet. Malgré tout, le syndicat mixte s'est prononcé unanimement contre « toute mutilation du Verdon ». E.d.f. devra maintenant compter avec la Région et avec Gaston Defferre, qui s'est nettement déclaré opposé à ce que le Verdon devienne une rivière sans eau.

Rouvrir l'épicerie

Enfin, le Verdon doit faire face à une nouvelle agression : celle des résidences secondaires et des promoteurs. « Il est fondamental de préserver non pas l'espace rural, mais l'espace de production, c'est-à-dire notre usine à blé, à vigne et à moutons, explique Janetti. Il refuse le grand cirque saisonnier tout en exprimant sa volonté de promouvoir une solidarité entre le monde rural et les urbains pour organiser les vacances des travailleurs.

De cet esprit de solidarité à double sens dépend l'équilibre du Verdon. Les grands équipements touristiques sont bannis pour l'instant, mais développés les petits campings municipaux, les petites bases de loisirs qui doivent s'éparpiller sur les 250 000 hectares du pays et non seulement sur les rives de sa rivière. Pendant l'été, l'Association d'animation (Area) a tenté d'informer les touristes pour éviter les risques de pollution ou d'incendie et pour leur présenter la région et ses problèmes.

Enfin, le syndicat a engagé une difficile politique de maîtrise foncière, à la fois pour contrecarrer les projets des promoteurs et pour garantir l'outil de travail des agriculteurs. Le développement des résidences secondaires provoque une concurrence et une hausse du foncier contre laquelle les agriculteurs ne peuvent lutter. Le Conseil régional a rendu possibles des actions telles que l'achat de très grands terrains grâce à des subventions pouvant aller jusqu'à 90 % pour les réserves foncières.

C'est une des conditions du maintien de l'activité économique. Mieux : le syndicat souhaite développer l'agriculture et l'artisanat, avec l'aide des Chambres consulaires (Agriculture, Artisanat). Irriguer les terres du Verdon pourrait permettre de produire mieux et plus. Il faut aménager des parcours à moutons, développer les cultures de la truffe, des amandes, des plantes à parfum (lavandin et sauge)... Les possibilités ne manquent pas, surtout à partir du moment où la lourde fatalité des pays abandonnés cesse de peser.

Renverser cette fatalité n'est pas chose facile. C'est le but que s'est assigné l'Area : « renforcer cette identité culturelle commune aux pays du Verdon », « multiplier les manifestations collectives de toutes natures », « sortir les habitants de l'isolement perpétuel où les plonge l'hiver ».

Pour que renaisse la vie communautaire, de toutes petites actions suffisent parfois : l'ouverture d'une épicerie rachetée par la commune dans un village qui n'en avait plus depuis deux ans, le désenclavement de certaines fermes et même de certains hameaux. L'Area organise avec des élus, pendant l'hiver, des veillées d'informations dans les moindres petits villages, des bals, une exposition itinérante, des séances de cinéma ou de théâtre... Le but de toutes ces manifestations étant de rétablir la communication et de laisser renaître l'espoir... Prouver qu'il est possible de « vivre ici ».

FREDERIQUE DE GRAVELAINE



changer la vie culturelle

Télévision
VIVRE SUR UN VOLCAN

Si vous avez la couleur, si vous aimez les superproductions, ne manquez pas le festival de volcans que vous offre l'émission Vendredi ce 7 janvier sur F.r.3. Battu le Châtelet, coiffée la Metro-Goldwyn-Mayer, enfoncés tous les 14 Juillet, voici des feux d'artifice comme seule la nature est capable d'en organiser. Dangereux, meurtriers ? Bien sûr, mais salués par les savants comme une preuve de la vitalité de la planète. Ils traitent les séismes comme des foucades de jeunesse et nous révèlent que la surface terrestre est constituée de plaques dont le jeu permanent amènera la disparition de la Méditerranée dans quelques centaines de millénaires. Oui, vous avez bien entendu : l'Afrique se rapproche d'un centimètre par an, la Turquie glisse sur la Grèce, le Maroc, l'Algérie vont nous rentrer dedans. L'Amérique, en revanche, augmente chaque année ses distances avec l'Europe.

Que pèsent les calculs des stratégies politiques au regard de ces immenses chambardements ? « Il y a plus de choses dans le ciel et sur la terre que n'en peut rêver votre philosophie », disait déjà Hamlet. Et M. Perrichon d'ajouter : « Que l'homme est petit quand on le contemple du haut de la Mer de glace ! ». Pour nous venger de ce qui nous dépasse, nous le réduisons en chiffres, nous tentons même d'apprivoiser les cataclysmes en devinant leurs lois. Mais les oiseaux en savent plus long que nous et les Chinois s'efforcent de percer leur secret. Contrairement au cliché, l'Occident se montre plus fataliste que l'Orient. Pékin entraîne des équipes de secouristes, Los Angeles se cache la tête sous ses gratte-ciel. Des villages turcs rasés aux cyclônes ravageant la Floride en passant par l'inévitable pélerinage à Pompéi, la caméra feuillette l'album de l'Apocalypse. Entre les images, les spécialistes font le point avec une sérénité déconcertante. Nous aurions voulu les voir au travail, sondant le cœur et les reins des volcans ou reproduisant les typhons en éprouvette. Ils parlent, nous rassurent, nous promettent de veiller au grain. Mais les torrents de lave sont d'une autre éloquence !

GABRIELLE ROLIN

Théâtre
PLANCHON-ADAMOV POUR SAUVER CHAILLOT

« L'itinéraire exceptionnel d'Adamov, dit Planchon, est précisément le sujet du spectacle ». Le T.n.p. présente en effet à Chaillot, jusqu'au 15 janvier, « A.A. Théâtres d'Arthur Adamov ». La vie d'Adamov ? Il est né en 1908 dans une des plus riches familles de la Russie des tsars : son père était, entre autres choses, propriétaire des puits de pétrole de la région de Bakou. Famille ruinée par la révolution d'Octobre. Exil en Allemagne, en Suisse et en France. Et puis, dès 1955, il prend des positions nettement marquées à gauche pour finir « compagnon de route » du Parti communiste.

Etrange destin à base d'errance, d'impuissance sexuelle, de courage politique et d'écriture théâtrale. Etrange théâtre qui en fait d'abord un « poète de l'absurde » en compagnie de Beckett et Ionesco, puis un dramaturge politique virulent et féroce. Fou de tout le théâtre, Adamov a traduit Tchékov et Piscator ; pour Jean Vilar il a donné une version française de « La mort de Danton » de Buchner ; pour Roger Planchon il a adapté « Les âmes mortes » de Gogol, « La cruche cassée » de Kleist et « Edouard II » de Marlowe.

A la fin de sa vie, le Pouvoir gaulliste avait fait d'Adamov son « ennemi théâtral numéro 1 ». A tel point que Planchon, en 1967, dut jouer clandestinement son « Paolo Paoli » à Villeurbanne : l'Etat l'avait menacé de lui retirer toutes ses subventions s'il osait présenter la pièce au Théâtre de la Cité. Adamov-le-persécuté était également Adamov-le-tourmenté : celui qui fit sortir Antonin Artaud de l'asile de Rodez, mais se suicida aux barbituriques le 15 mars 1970.

De cette vie, Planchon a gardé les principales étapes théâtrales et humaines, et fait une époustouflante « course pour la vie » que Fellini ne renierait pas. Il faut voir ce spectacle inouï. Il faut courir à Chaillot et se laisser prendre à l'enchaînement des somptueuses images de ce fantastique collage scénique. Il faut se ruer là-bas pour goûter un grand plaisir, mais aussi pour se rendre compte que ce théâtre tant décrié est un bel outil pour qui sait s'en servir. Sur ce point, Planchon lance un véritable S.o.s. : « Il faut sauver cette salle où Jean Vilar fonda le T.n.p. Il faut disqualifier l'argument ministériel : « Chaillot ingouvernable »... Je lance un appel à une action politique... Il faut que les comités d'entreprise, les syndicats et le public remplissent Chaillot. Il y va de l'avenir de ce théâtre et de la culture. Il y va aussi de l'honneur de la gauche ». Puissions-nous sauver Chaillot du gouffre aussi bien que Planchon a su tirer Adamov d'un cruel oubli.

Cinéma
UNE PURE MERVEILLE

Jamais, depuis John Ford, un tel souffle n'était plus passé sur les écrans : « Dersou Ouzala », d'Akira Kurosawa, réconcilie le cinéma avec la pure beauté. Celle des espaces, des crissements de neige, du ciel à travers les branches, de la vibration du gel, de la chaleur de l'amitié vraie... L'apparente simplicité de l'anecdote et des sentiments qui s'y nouent ne doit pas nous tromper : « Dersou Ouzala », à travers l'histoire de ces topographes russes découvrant l'Oussouri sibérien sur les pas de Dersou, l'homme de la taïga, trace le cheminement complexe et insidieux qui mène à ces vérités qu'on croit banales mais qui sont vitales. Par exemple celle-ci, que la nature ne se dompte pas, mais qu'on doit chercher l'harmonie avec elle. Et cette autre, que dans le moindre de nos gestes il faut songer à ceux qui viendront après nous.

Les Soviétiques ont depuis quelques années fait leurs interlocuteurs préférés des Japonais — dès 1974 j'avais trouvé leurs traces partout, en Sibérie justement, à l'occasion d'un reportage : commerce, ingénierie, prospections diverses... C'est pourquoi sans doute la Mosfilm a profité de l'incroyable défaveur des Japonais envers le vieux maître et lui a fait un pont d'or. Résultat : ce film, et un deuxième souffle inespéré pour le cinéma russe.

Suggestion aux managers de la production cinématographique française : ne pourraient-ils se renseigner sur les possibilités de l'agenda de Kurosawa pour l'année à venir ?

RULE, BRITANNIA

Attribuant son prix à l'occasion du Festival de Paris, le jury du prix Jean-Epstein a visé juste en couronnant « Trente ans de cinéma britannique », de Raymond Lefèvre et Roland Lacourbe, qui inaugure brillamment les Editions Cinéma 76. Etude historique et par genres, dictionnaires (des réalisateurs, des acteurs), etc. Tout cela pourrait n'être que bourré de savoir et de documentation, lourd de compétence sur ce cinéma qui nous a donné pêle-mêle Boorman, Terence Fisher, Guillermin, Lean, Richard Lester, Kenneth Loach, Losey, Laurence Olivier, Carol Reed, Richardson, Ken Russell ou Peter Watkins — quelques faiseurs et beaucoup de vrais auteurs, à l'intérieur d'une production dont Lefèvre et Lacourbe n'oublient pas les structures économiques. Mais miracle ! La plus petite note a le ton vif ; l'enthousiasme lucide et la personnalité imprègnent ces 500 pages. On attend impatiemment le deuxième bébé des Editions Cinéma 76.

S.R.

MARIVAUX
LA FAUSSE SUIVANTE
Cie MORIN-TIMMERMAN
du 4 janvier au 5 février
AU THEATRE 14
20 avenue Marc Sangnier
Paris 14e (Pte de Vanves)
Réservations : 805.78.65

LES QUILAPAYUN: "NOUS POURSUIVONS LA TACHE QUE LE PRESIDENT ALLENDE NOUS AVAIT CONFIEE"



Ils jouent et chantent depuis 1965. Ils étaient trois (= quila) barbus (= payun). Ils sont maintenant sept. Ils participaient aussi bien à la constitution d'un patrimoine culturel chilien qu'aux luttes de l'Unité populaire. Ils parcourent le monde pour dire que le Chili ne veut pas mourir : « Frères, frères / il faut savoir que notre lutte / continuera sur la terre / qu'elle continuera au pays du cuivre ». Ils étaient un des fers de lance de cette « Nouvelle Chanson chilienne » si profondément enracinée dans le peuple. Ils sont des guetteurs en exil qui prolongent les voix de Neruda et de Jara, les chants de Violeta Parra et le combat d'Allende. Ils sont cette flamme que la tempête fasciste n'a pas réussi à éteindre.

Entre deux voyages au bout du monde, les Quilapayun vivent à Colombes, en France, où ils se trouvaient quand la junte militaire a pris le Palais de la Moneda en septembre 1973. Ils travaillent, ils écrivent, ils composent à Colombes. Ils y préparent leurs disques. C'est là aussi qu'ils ont mis au point le nouveau spectacle qu'ils présentent depuis le 4 janvier, et jusqu'au 15, au Théâtre de la Ville. Un spectacle qui surprendra : à une ou deux exceptions près, les Quilapayun sont les auteurs et compositeurs de toutes les chansons ; hier interprètes, les voilà aujourd'hui complètement créateurs. Orientation nouvelle ? Plutôt évolution logique, plutôt aboutissement d'une démarche artistique cohérente et exigeante : après avoir fait le plein du folklore, après avoir collaboré avec des compositeurs de musique dite classique, après avoir fait en quelque sorte le tour de leur héritage, ils veulent désormais apporter leur propre contribution. Leurs deux derniers disques, « Adelante ! » (en avant) et « Patria », témoignent de cette voie nouvelle. Fini le temps où les Quilapayun se cherchaient des racines culturelles ! Désormais, ce sont eux qui ensemencent pour leur peuple.

Leur épopée artistique ne leur fait cependant pas oublier leur responsabilité politique. Ce n'est pas parce qu'ils ne cessent de perfectionner les aspects musicaux, instrumentaux et vocaux de leur travail qu'ils négligent pour autant de peser leurs mots. Leur parole est toujours aussi limpide, forte et combative. Malgré les ténèbres où leur peuple est plongé, malgré le sang et la famine qui épuisent leur pays, ils balayent le désespoir : « Il va renaître le Chili / étoile, mer et sillon. »

L'UNITE : En août 1973, quelque temps avant le coup d'Etat, le président Allende avait nommé le groupe Quilapayun « Ambassade culturelle du gouvernement du Chili ». Pourquoi ? Dans quel but ?

LES QUILAPAYUN : Il y a deux raisons à cette nomination : une raison historique, une raison circonstancielle. Historiquement, d'abord, nous sommes le groupe le plus ancien du Chili. Nous sommes surtout l'élément de la Nouvelle Chanson chilienne qui, avec Victor Jara, a participé dès le début à toutes les luttes de l'Unité populaire, à tous les combats du temps de la présidence de Frei. Puis nous avons activement pris part à la campagne pour l'élection d'Allende. Dès notre naissance, nous avions donné des concerts dans les milieux universitaires et ouvriers. Quand l'Unité populaire a été au pouvoir, nous avons tenté d'apporter notre pierre à l'édification du socialisme chilien. A l'intérieur du pays, nous sommes allés partout où cela était utile : dans les usines, dans les meetings, dans les réunions syndicales, dans les fêtes populaires. Et, peu à peu, notre répertoire est devenu celui des militants de l'Unité populaire. Evidemment nous n'avons pas été les seuls à assumer cette double tâche d'artistes et de propagandistes. Nous n'étions qu'une voix parmi les autres. Et ces autres voix auraient pu faire de très bons « ambassadeurs » également.

Pourquoi le président Allende nous a-t-il désigner nous, Quilapayun ? C'est là qu'interviennent les circonstances. Historiquement, tous les chanteurs et tous les groupes de la Nouvelle Chanson chilienne étaient quotidiennement liés à l'Unité populaire. Mais nous étions les seuls à avoir déjà effectué trois tournées en Europe. Dès 1967, nous avions déjà parcouru la France, l'Italie, la Rd.a., la Hongrie et la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique. Or, que se passait-il en août 1973 ? Au Chili même et à l'étranger, toutes les forces réactionnaires menaient une violente campagne anti-Unité populaire. Dans le pays des tournées de parlementaires, d'artistes, de dirigeants politiques et syndicaux se succédaient pour y répondre ; le président Allende lui-même se déplaçait et y participait. Il devenait nécessaire que la même « opération vérité » se fasse et que les mêmes explications soient données à travers le monde. C'est dans ce contexte-là, à la demande du Président, que nous sommes partis pour l'Europe comme « ambassadeurs ». Aujourd'hui, en exil, nous entendons poursuivre la mission que le Président nous avait confiée : témoigner des espoirs et de la vérité de notre peuple devant le monde entier.

— Mais votre contribution à la Résistance ne se réduit pas seulement à des témoignages. Vous résistez aussi en continuant obstinément à créer. C'est bien cela ?

— Dès le début de notre groupe, il y a toujours eu trois lignes directrices à notre travail : prendre en charge la musique folklorique sud-américaine, être les porte-parole musicaux du mouvement social et politique de notre pays, prendre part à la création d'une culture nationale. Revendiquer une identité latino-américaine à travers les richesses du folklore fut pour nous la seule manière d'échapper à la colonisation de la musique anglo-saxonne, de nous mettre en travers de la pénétration culturelle de l'impérialisme américain. Notre ami Sergio Ortega, le compositeur de l'hymne de l'Unité populaire, dit volontiers que Pablo Neruda a appris à parler aux Chiliens, qu'après Neruda les Chiliens ne parlent plus de la même façon. Pour nous, c'est la même chose : après l'extraordinaire travail qu'avait fait Violeta Parra sur le folklore, il nous était impossible de « chanter comme avant ».

Le folklore a été notre source. Les luttes du peuple ont été nos racines. A partir de là il nous faut créer. Aujourd'hui plus encore qu'hier. Parce que la junte a rouvert les portes aux artistes nord-américains et, dans



le même temps, a interdit l'utilisation au Chili d'instruments comme la flûte et le charango, qui sont les précieux outils de la nouvelle musique chilienne. Parce que la junte a fait détruire des livres et des disques. Parce que la culture nationale chilienne est en danger. Il nous faut la sauvegarder, la maintenir vivante. Il nous faut l'enrichir. C'est notre façon de répondre à la junte. C'est notre façon de résister.

— Ce qui m'a toujours frappé dans votre travail de création, c'est la synthèse que vous avez réussie entre les rythmes assez simplistes du folklore latino-américain et une musique plus savante, plus recherchée. J'en veux pour preuve vos cantates. Par exemple « La forge », « La cantate à Nguyen Van Troy » ou la désormais célèbre « Santa-Maria de Iquique » qui vous valut, dès 1970, le prix spécial du 2e Festival de la chanson chilienne. En introduisant un type d'œuvre aussi élaborée, qui renvoie tantôt directement à la cantate tantôt à un classique oratorio, vous avez nettement élevé le niveau du répertoire musical chilien. Comment en êtes-vous arrivés là ?

— Ces cantates sont le résultat de recherches et de rencontres. Recherches, parce que nous avons d'entrée éprouvé le besoin de trouver une tonalité qui nous soit propre, qui ne soit pas seulement l'écho doux et aimable des mélodies des paysans d'Amérique latine. Recherches, parce qu'il nous fallait inventer un registre qui soit le pendant exact de la volonté de dénonciation et de construction d'un peuple. Ces recherches correspondaient à la nécessité d'un désir d'expression de la sensibilité contemporaine du Chili. Pour nous, cette modernité ne pouvait se traduire en termes de compromission ou de contamination par les produits que les Yankees déversaient si gentiment sur notre pays. Nous avons trouvé la solution, l'étincelle s'est produite en rencontrant les musiciens des conservatoires chiliens.

Nombre de ces musiciens « classiques » ne s'accommodaient pas plus de l'influence de la musique européenne que nous de la simple reproduction du folklore. Même si certains, comme Sergio Ortega, exploraient le domaine de la musique expérimentale ou aléatoire, ils éprouvaient parallèlement le désir de se rapprocher du peuple, de rencontrer un autre public que les visages fanés des vieilles dames de la bourgeoisie chilienne. D'autres, qui avaient été nos Debussy ou nos Schumann, se trouvaient dans un cul-de-sac. Alors, ils ont réagi. D'abord, en intégrant la présence des poètes dans leurs spectacles : le ton était très progressiste. Puis en s'intéressant à cette Nouvelle Chanson chilienne qui montrait le bout du nez, en travaillant sur des thèmes musicaux traditionnels et populaires. Leur venue sur ce terrain a donné une dimension nouvelle à la chanson.

La musique proprement chilienne est née de cette union entre une musique « classique » qui cherchait à être populaire et un répertoire populaire qui cherchait autre chose que trois accords à pincer sur une guitare. Le tout s'est produit au contact du peuple, sur fond de luttes politiques et sociales. Et il est exact que notre collaboration avec Sergio Ortega — soit pour « La forge », soit pour le disque « Adelante ! » — en est une illustration parfaite. Mais d'autres groupes ont travaillé selon les mêmes méthodes avec d'autres compositeurs...

— Avec « Patria », vous avez encore franchi une étape. Vous avez coupé le cordon ombilical qui vous reliait aux compositeurs « classiques ». Vous créez désormais tout vous-mêmes. Est-ce une nouvelle orientation ?

— Quand nous vivions au Chili, nous donnions seulement un ou deux concerts par semaine. Le reste du temps était occupé par la recherche, par la création. Depuis 1973, en exil, nous avons surtout consacré notre énergie aux concerts à travers le monde, parce que c'était le plus urgent à faire. Mais, par contrecoup, nous avons eu quelque peu tendance à moins créer. Il fallait bien que « nous nous y remettions » un jour. Pour ce faire, nous avons mis en place un atelier. Cela se passe ainsi : un membre du groupe apporte sa composition ou son idée à l'atelier ; elle est alors discutée, développée, précisée ; il en sort une élaboration collective qui est transmise au groupe qui procède aux arrangements. De la sorte chaque morceau est une création où chacun peut se reconnaître, puisque chacun y a pris part. Et nous avons le sentiment d'être un vrai groupe.

— Ce que vous créez aujourd'hui arrivera-t-il aux oreilles du peuple chilien un jour ?

— Certes, nous travaillons essentiellement pour éveiller et étendre la solidarité internationale autour de notre pays : c'est notre mission d'« ambassadeurs ». Mais, en même temps, il est de notre devoir de continuer à enrichir la culture de notre pays... pour demain, pour l'avenir. Ce qui ne veut pas dire que nos chants ne parviennent pas actuellement au Chili. Ils y circulent, clandestinement bien sûr, par l'intermédiaire des mini-cassettes. La junte croit que nous sommes morts pour le peuple. Mais nous sommes aussi vivants pour lui qu'il est vivant pour nous. Dès à présent, 90 % des Chiliens sont contre la junte. On n'affame pas impunément un peuple ! Dans leurs têtes des millions de Chiliens continuent à chanter : ça, la junte ne peut pas s'y opposer. Et nous savons bien également que, discrètement, des oreilles se tendent. Une raison de plus pour que nous continuions notre route.

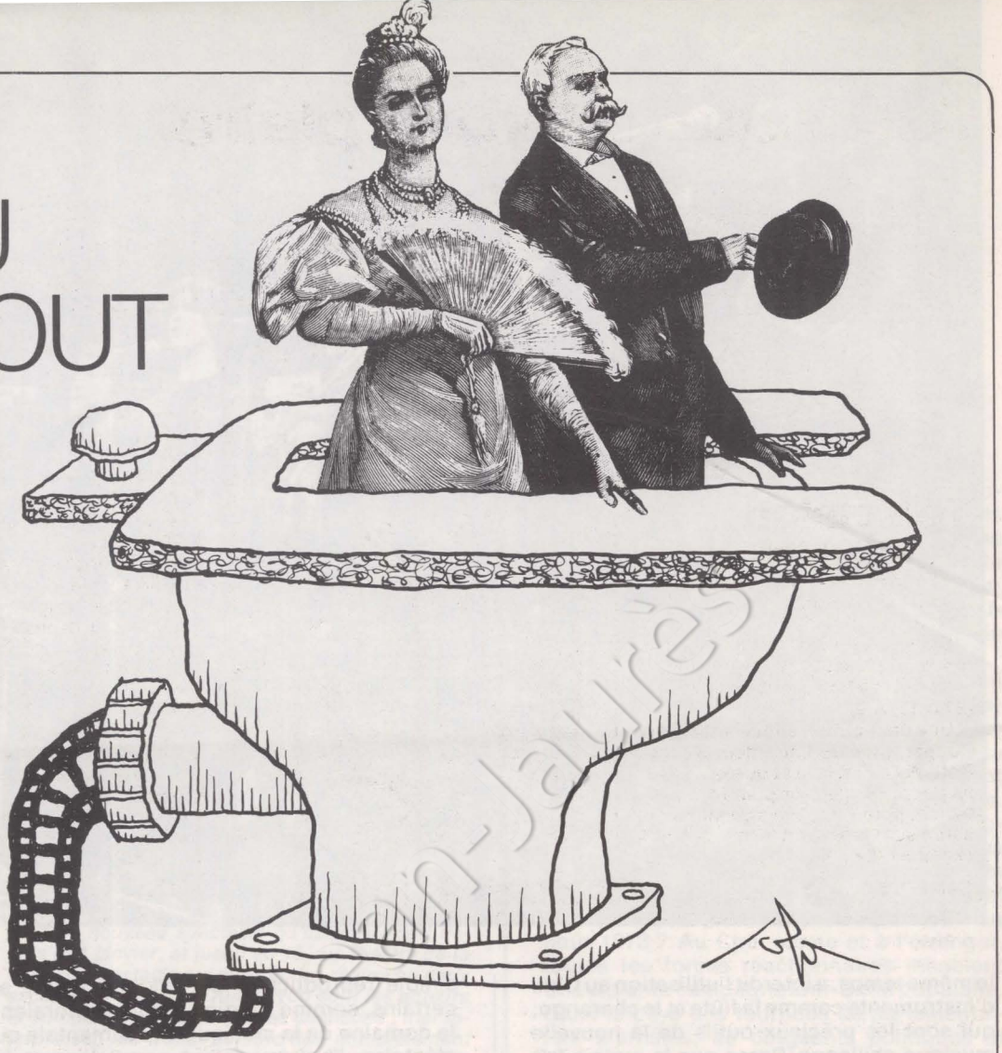
Propos recueillis
par JEAN-PAUL LIEGEOIS

Discographie des Quilapayun :

En dehors des 12 disques pressés au Chili, les 33 tours suivants sont disponibles en France : Por Viet Nam (Pathé-Marconi 2 C 062 94154). Les flûtes indiennes des Quilapayun (Emi-Odéon 2 054 80 687, distribution Mathé-Marconi). Cueca de la Libertad (Pathé-Marconi C 062 815 45). Santa-Maria de Iquique (Pathé-Marconi C 062 92679). El pueblo unido jamas sera vencido (Pathé-Marconi C 064 81827). Adelante ! (Pathé-Marconi C 066 97027). Patria (Pathé-Marconi C 068 98 285).

Cinéma

LE DROIT AU MAUVAIS GOUT



« Une pièce d'humour noir » : ainsi l'Américain Fred Wiseman définit-il son « Hospital », un film qui avait fait l'an dernier une première sortie fugace à Paris et que Jacques Robert redonnera au Marais, à partir du 19 janvier, dans un festival Wiseman très attendu (les 8 films de cet auteur). Humour bien amer, au vrai, que celui qui peut naître de ce séjour dans un hôpital de l' East Side new-yorkais, « où l'on va pour souffrir et pour mourir pendant que des docteurs vous répètent que vous allez très bien ». Pourtant, toujours pour citer Wiseman, « vous regardez la misère en face et vous comprenez qu'il ne faut pas en avoir peur, mais en combattre les causes sociales ».

De ce point de vue, pas un spectateur d'« Hospital » ne pourra oublier l'absurde et bouleversante quête de l'ambulancier parcourant la ville toute la nuit à la recherche d'un établissement qui veuille bien admettre son patient et l'arracher à la mort. Mais partout on l'éconduit sous les prétextes les plus divers : quand le système chargé de notre santé, de la protection de notre vie tombe dans l'engrenage de la concurrence commerciale et de la course au profit maximal, l'existence d'un être ne pèse pas lourd si elle ne pèse pas son poids de dollars.

Il faut croire que cette quête d'hôpital en hôpital n'est pas si exceptionnelle, puisqu'une scène du même genre — avec dans l'ambulance, cette fois, une parturiente qui n'en réchappera pas — se trouve dans le film de Peter Yates, « Ambulances tous risques ». Ce n'est sûrement pas là une très grande œuvre et cela pour des raisons guère glorieuses : ayant jadis fait un triomphe commercial avec quelque chose d'ailleurs de très surfait, « Bullitt », Yates ou son producteur se sent obligé de « refaire du Bullitt ». Ici dans une poursuite ambulance-voiture de police contretypant le clou du film en question.

N'empêche que son thème même — la lutte concurrentielle, avec tous les inconvénients qu'on imagine, entre deux firmes spécialisées venant d'urgence ramasser les malades et blessés, selon un système d'appel-radio — arrache « Ambulances tous risques » au pire piège : l'anodin où l'aurait enfermé la seule description, d'ailleurs fort réussie, des rapports entre le vieil ambulancier noir Mother, le novice Speed et la standardiste-infirmière Jugs. Le mépris de cette formule médicale envers le confort des « clients » dès que le concurrent s'approche, le flic vénal, le juge « arrangeur », les Gmen en retard d'un assaut, tout cela donne un tableau plus subversif qu'il n'y paraît d'abord de la férocité d'un système clairement désigné au spectateur.

Encore faut-il que ce dernier ne soit pas préalablement rebuté par le mélange des genres ; ce à quoi le spectateur français n'a jamais été tellement habitué — la mort brutale de l'accouchée d'« Ambulances tous risques », survenant au beau milieu de ce qui se présente comme une comédie, est impensable dans notre cinéma... C'est peut-être pourquoi le nouveau film d'Ettore Scola, « Affreux, sales et méchants », ne semble pas recueillir le très grand succès qu'il mérite. A moins que Scola soit, lui aussi, victime des étiquettes trop vite posées : révélé en France pour « Nous nous sommes tant aimés », chronique nostalgique et toute en finesse, sans doute choque-t-il de jouer aujourd'hui sur le registre complètement inverse avec une réalisation qui, du coup, transforme Marco Ferreri ou Reiser et ses amis d'« Hara-Kiri » en délicats auteurs de bluettes...

Opéra de quat'lires

Affreux, sales, méchants, le triple qualificatif est destiné aux habitants des bidonvilles de l'agglomération romaine, que Scola avait envisagé de filmer en documentaire avant qu'il découvre que la comédie servirait mieux son propos. Nous voilà donc, deux heures durant, dans l'opéra de quat'lires de ce lumpen-prolétariat : celui des immigrés venus du Sud, tous chômeurs, tous agglutinés au beau milieu de cette cour des miracles où la fange, au propre et au figuré, est partout. Dans un éclat de rire hénaurme, Scola fait s'y succéder les épisodes les plus sordides autour du chef de tribu Giacinto — merveilleusement incarné par Nino Manfredi, seul acteur professionnel du film — de son cétacé d'épouse, de son pachyderme de maîtresse et, surtout, de son magot.

Il faut, de temps à autre, des pavés dans nos mares et « Affreux, sales et méchants » est du nombre. Scola met tout le monde face à la vraie misère, celle qui l'est tellement qu'elle n'a même pas pu, jusqu'à présent, trouver sa propre représentation. Voilà en quoi l'œuvre nous gêne le plus : certes, elle dénonce une société capable de laisser prospérer de tels chancres ; mais elle lance cette dénonciation à tous les horizons puisque tout le monde, y compris le prolétariat, se désintéresse des « mauvais pauvres » du lumpen. Ces marginaux des bidonvilles ne peuvent s'en sortir seuls : déracinés géographiquement, socialement et culturellement, ils tournent en rond dans la quête des responsables de leur malheur. Les recherchant parmi eux, ils ne peuvent évidemment jamais déboucher sur la conscience de classe. Alors, ils reconstituent au plus bas de l'échelle une contre-société calquée sur l'autre, avec les mêmes hiérarchies, les mêmes intrigues et les mêmes luttes pour l'argent et pour le pouvoir que celles de la classe dominante — les pastiches shakespeariens de la fin du film ne permettent pas de s'y méprendre.

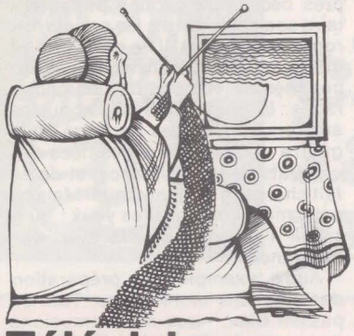
A cette intention politique de faire scandale, Scola a donné une forme non moins « scandaleuse ». Ce n'est pas du cinéma de digestion et, de ce point de vue, on ne se souvient de rien de semblable depuis « Los olvidados » de Bunuel. Ce film hors des codes politiques habituels ne pouvait non plus se traduire dans un code traditionnel sur l'écran. Nous voici loin des bidonvilles « attendrissants » de De Sica ou « esthétiques » et ésotériques de Pasolini — et tout le monde ne s'en plaindra pas.

Le reste n'est que vaine querelle sur le « mauvais goût » dont on sait depuis plusieurs siècles déjà quelles censures elle dissimule.

SERGE RICHARD

Ettore Scola : « Affreux, sales et méchants », avec Nino Manfredi ; Peter Yates : « Ambulances tous risques », avec Raquel Welch ; Fred Wiseman : « Hospital ».

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 7 JANVIER

« De quoi avons-nous peur ? » au magazine Vendredi — voir en page 33 (20 h 30, F.r. 3).

Dans la série Grandes batailles du passé : Carthage (21 h 30, F.r. 3).

Apostrophes : « Les profs » (21 h 35, A 2).

Une distribution étincelante (Gary Cooper, Charles Laughton, George Raft, W.C. Fields...) et quelques réalisateurs de premier plan (dont Lubitsch) pour « Si j'avais un million », satire sur l'argent en forme de film à sketches (22 h 45, A 2).

SAMEDI 8

En reprise, une dramatique d'Alexandre Rivemale et Jean Prat, « L'envolée belle » (20 h 30, F.r. 3).

Une interview-jeu menée par Pierre Dumayet, innovation prometteuse sous le titre « Questions sans visage » (22 h, A 2).

Attention ! Le journal radio préparé par « l'Unité » : à vos postes ! (19 h 20, France-Inter).

DIMANCHE 9

« Les trois lanciers du Bengale » : le plus discutable des films d'Hathaway et le plus célèbre de ceux de Gary Cooper (17 h, T.f. 1).

« L'homme en question » : l'écrivain Marcel Jouhandeau (20 h 30, F.r. 3).

Le chanteur Harry Belafonte (20 h 30, A 2).

Le « musée imaginaire » d'Eugène Ionesco (22 h 30, A 2).

« La vie d'Emile Zola » : interdit en France jusqu'en 1952 (!), un portrait du combattant de l'affaire Dreyfus par le cinéaste-militant rooseveltien Dieterle (22 h 35, F.r. 3).

A ne pas manquer : François Mitterrand au Club de la presse d'Europe 1 (19 h).

LUNDI 10

« L'héritier », un film de Philippe Labro : le « Citizen Kane » du pauvre (20 h 30, F.r. 3).

Le portrait, par Pierre Miquel, de l'un des hommes les plus importants de l'après-guerre : Jean Monnet (21 h 55, A 2).

MARDI 11

Tribune libre : Force ouvrière (19 h 40, F.r. 3).

Christian Pineau et Shimon Peres dans le débat qui suivra, aux Dossiers de l'écran, le film de montage sur l'expédition de Suez 1956 (20 h 30, A2).

MERCREDI 12

Montgomery Clift dans un film d'espionnage de Raoul Lévy, « L'espion » (20 h 30, F.r. 3).

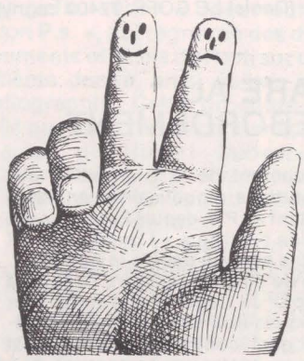
La deuxième partie d'un concert (de juin dernier) des Rolling Stones à Paris (22 h 55, A 2).

JEUDI 13

Tribune libre : « Economie et humanisme » (19 h 40, F.r. 3).

« Spécial Evénement » : le duel Marchais-Fourcade, sur les scandales pétroliers (20 h 30, T.f. 1).

Un film quasi-légendaire : « Remorques », de Jean Grémillon, dialogué par Jacques Prévert (20 h 30, F.r. 3).



Spectacles

OU SONT-ILS ?

— Guy Bedos : il prolonge son spectacle au théâtre de la Renaissance, du 11 janvier au 20 février.

— Le mime Januez : au Théâtre Montparnasse, jusqu'au 31 janvier.

— Roger Mason : au Théâtre des Arts-Jacques Hébertot, jusqu'au 15 janvier.

— Romain Bouteille : aux Blancs-Manteaux (ex-Pizza du Marais).

— Michel Bulher : à la Vieille Grille, du 15 janvier au 15 février.

— Yvan Dautin : à Avignon le 7 janvier, Grenoble le 8, Vichy le 14, Lausanne le 22 et Sochaux le 20.

— Bernard Lavilliers : à Rouen le 10 janvier, Saint-Brieuc le 13, Brest le 14 et Colomiers le 22.

— Patrick Font et Philippe Val : à Evreux le 11 janvier, Angers le 18, Bordeaux le 21, Colomiers le 28 et Montauban le 29.

— Douby : à Montbéliard le 14 janvier, Mulhouse le 25 et Besançon le 26.

— Teca et Ricardo : à Bordeaux le 15 janvier et Bourges le 16.

— Jean-Roger Caussimon : à Dijon le 19 janvier, Sceaux le 21 et Nevers le 22.

— Jacques Higelin : à Bordeaux le 12 janvier et La Rochelle le 14.

— Dick Annegarn : à Nancy le 14 janvier, Epinal le 18, Metz le 19, Créteil le 25, Rouen le 26 et Saint-Nazaire le 29.

— Marcel Dadi : à Suresnes le 8 janvier.

— Areski et Brigitte Fontaine : à Lyon le 18 janvier, Annecy le 20, Rouen le 28, Caen le 29 et Alençon le 30.

— Malicorne : à Hautmont le 19 janvier, le 20 à Douai, Laon le 28 et Saint-Quentin le 29.

— Jean-Paul Farré : à Firminy le 25 janvier, Orléans le 26 et Saint-Etienne le 29.

— Henri Tachan : à Sedan le 21 janvier et Saint-Lo le 28.

— Le mime Marceau : à Bourges le 22 janvier, Mâcon le 25 et La Rochelle le 29.

— Jacques Douai : à Bourges les 28 et 30 janvier.

— Maurice Fanon : à Ajaccio le 14 janvier.

— François Béranger : à Yerres le 8 janvier et Villepreux le 15.

— Archie Shepp : à Lyon (Théâtre du 8e) le 21 janvier.

— Baden Powell : à Firminy le 15 janvier.

— Claude Vinci : à Châlon-sur-Saône le 29 janvier.

— Francis Lemarque : à Harfleur le 29 janvier.

— Trabunche et Patricio Manns : au Havre le 15 janvier.

— Herbert Pagani : à Chelles le 15 janvier et Rennes le 28.

— Rufus : le 18 janvier à Montbéliard et le 23 à Villepreux.

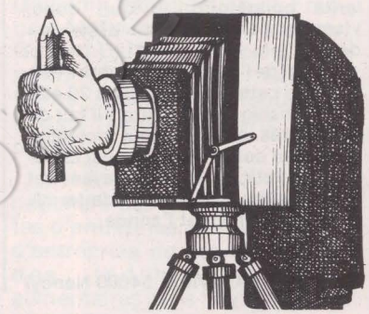
— Gilles Servat : à Yerres le 15 janvier.

— Colette Magny : à Yerres le 22 janvier et Malakoff le 29.

— Le groupe Imago : le 28 janvier à Reims.

— Zouc : à Montbéliard le 7 janvier, Istres le 15, Annecy le 19, Cergy-Pontoise le 22 et Grenoble les 27, 28 et 29.

— Anne Sylvestre : à Biarritz le 21 janvier, Montbéliard le 25, Chambéry le 26 et Istres le 27.



Cinéma

*** Marco Bellochio : La marche triomphale (à partir de mercredi).**

A travers l'étrange relation qui s'établit entre un gradé et un « intellectuel » appelé « sous les drapeaux », le procès d'une grande machine à décerveler. Aussi violent que l'étaient déjà « Les poings dans les poches », « Au nom du père », ou « Fous à délier ».

*** Rainer-Werner Fassbinder : Maman Kusters s'en va au ciel (à partir de mercredi).**

L'ouvrier Kusters ayant tué son patron et s'étant suicidé, sa femme veut comprendre ; qui va l'aider : la loi ? la presse ? les communistes ? les anarchistes ? Une œuvre du cinéaste du « Droit du plus fort » qui se veut, pour l'Allemagne de 1975, ce qu'était le « Mutter Krausens » de Brecht pour la République de Weimar.

*** Akira Kurosawa : Dersou Ouzala.**

Voir en page 29.

*** Sotha et Georges Dumoulin : Le graphique de Boscop.**

La force comique de Romain Bouteille et de Sotha comédienne ne suffisent pas à arracher leur film aux pièges de l'amateurisme, sauf si l'on pense que le cinéma consiste à filmer du café-théâtre.

*** Marianne et Catherine Lamour : L'héroïne du triangle d'or.**

Plus de la moitié de l'opium vendu dans le monde provient de cette région de Birmanie contrôlée par une armée de nationalistes chinois, trafiquants et espions au mieux avec la C.i.a. : ce film-enquête les fait pour la première fois apparaître sur un écran.

*** Manuel Otéro : A contre-pied.**

Une des réussites du dessin d'animation français de ces dernières années — distribué en première partie de « Casanova ».

*** Philippe Nahoun : Une fille unique.**

Une famille bourgeoise de la province française des années 30 racontée dans un style très 1976. Malgré le périlleux des analogies historiques et même s'il ne le dit pas toujours très bien encore, Nahoun a quelque chose à dire. Et on peut parier qu'il refera parler de lui bientôt.

*** Kevin Brownlow et Andrew Mollo : Winstanley.**

Comment le paysan Winstanley, du temps de Cromwell, mena une révolte déjà socialiste pour la redistribution des terres.

*** Joseph Mankiewicz : Cléopâtre.**

Enfin, en version intégrale, l'un des chefs-d'œuvre de Mankiewicz, victime en 1962 d'un malentendu qui le fit prendre pour un banal « peplum ».

*** Samuel Fuller : Shock corridor.**

Sur le plus brutal des sujets (l'internement psychiatrique), le plus brutal des films par le plus brutal des cinéastes.

*** Ernest Schoedsack : King Kong.**

Revoir l'ancien — pour remettre les choses à leur vraie place.

*** George Sidney : Show-boat.**

La réédition très rare d'une comédie musicale d'il y a 25 ans, avec comme vedettes le Mississipi et Ava Gardner. Les amateurs du genre ne manqueront pas non plus la reprise de « Chantons sous la pluie » (Donen) et « My fair lady » (Cukor), ni la « Broadway melody » de Taurog avec Fred Astaire et Eleanor Powell.

*** Louis Malle : Zazie dans le métro.**

L'un des films qui vont le plus loin dans la recherche sur ce phénomène mystérieux qu'est le burlesque au cinéma.

*** Semaine du cinéma cubain.**

Au studio Gît-le-coeur Paris (6e) l'Association des cinémas d'art et d'essai présente une série de films qui commencera mercredi avec « L'autre Francisco » de Sergio Giral et jeudi avec « L'homme de Maisinicu » de Manuel Perez.

*** Guy Barbero : France - mère - patrie (à partir de mercredi).**

En « sortant » ce premier film d'un jeune réalisateur (primé au festival de Toulon), une toute nouvelle équipe de distribution, Newin Productions, s'apprête à donner une deuxième jeunesse au cinéma Jean-Renoir avec une programmation de longs métrages du Portugal, d'Egypte, d'Algérie, de Tunisie et du Maroc.

*** Nouveaux stages à l'Ifacc.**

Le prochain stage de premier degré organisé par l'Institut de formation aux activités de culture cinématographiques aura lieu du 24 au 29 janvier à Marly-le-Roi ; deux autres suivront les 28 mars - 2 avril et 25 - 30 avril (renseignements : Fédération française des ciné-clubs, 6, rue Ordener 75018 ; tél. : 206.96.08).

Nos lecteurs ont la parole

LES DROITS DE L'HOMME EN U.R.S.S.

J'attends avec impatience que « l'Unité » et le P.s. adoptent une attitude plus énergique et plus active face aux violations des droits de l'homme en U.r.s.s. et dans les pays de l'Est.

L'opinion ayant été, à cet égard, quelque peu tirée ces temps derniers d'une indifférence désespérante, ne conviendrait-il pas d'en profiter ? Va-t-on la laisser se rendormir ?

Alors que « l'Humanité » consacre deux pages à organiser une campagne en faveur de ses camarades espagnols, parce qu'ils sont communistes, la gauche non communiste va-t-elle continuer à défencre aussi mollement, par simples « paroles verbales » soigneusement pesées, ceux qui n'ont pas le mérite d'être des hommes, et le tort de n'être pas communistes ?

Je suis électeur et sympathisant socialiste. Peu de choses me retiennent encore d'adhérer, et je ne peux pas être seul dans mon cas : je voudrais voir le P.s. affirmer aussi sa spécificité en défendant — avec une indépendance qui ne puisse être contestée — les valeurs auxquelles je ne doute pas qu'il soit attaché.

(A. GIGNOUX Paris 15e)

● *Il est injuste de dire que « l'Unité » et le P.s. ne défendent que « mollement » les droits de l'homme en U.r.s.s. Pour ne citer que le dernier exemple en date, le P.s. a participé dès la première minute à l'action du Comité des mathématiciens qui a obtenu la libération de Leonid Pliouchtch, puis de Wladimir Boukowski. Nous avons quant à nous publié la première interview de Pliouchtch (n° 192 de février 1976), bien avant que le P.c.f. s'intéresse à son sort.*

COMMENT ON FAIT DES CHOMEURS

Pendant que Beullac compte ses chômeurs, Haby en fait.

Le fils de ma voisine vient d'avoir 16 ans. Il suit des cours au lycée technique d'Etat Bon-Secours à Nancy. On lui a signifié que sa présence ne sera plus considérée, et qu'en conséquence il ferait mieux de rester chez lui. (Il n'a pourtant pas, à ce jour, reçu de lettre officielle). Dans sa classe ils sont quatre à avoir passé l'âge de la scolarité obligatoire, et qui, donc, viennent rejoindre les « préférés » de Beullac.

Le but de l'opération : réduire l'effectif de cette classe de 30 à 20 élèves. L'enseignement aurait-il fait de tel progrès, qu'en un seul trimestre, le conseil des professeurs est capable de sentir, qu'un élève ayant cet âge, n'est plus en mesure de terminer honorablement l'année.

(René BOUVIER, 54000 Nancy)

UN QUOTIDIEN DU P.S. ?

Ci-joint un chèque de 200 F pour régler mon abonnement à « l'Unité » pour 1977.

Sur le plan de l'information, je rejoins l'opinion de quelques-uns de vos lecteurs et je pense qu'il serait souhaitable que la gauche en général et le Parti socialiste en particulier lance ou aide à lancer un grand quotidien d'informations. Grand quotidien dont l'ambition serait de faire échec aux « France-Soir » et « Figaro » de M. Hersant et à ce triste Parisien dit « libéré ».

(Daniel LE GOFF, 77400 Lagny)

GARE AU DEBORDEMENT

Adhérent de la Convention des Institutions républicaines en 1969, militant au P.s. depuis Epinay, je me décide à écrire à « l'Unité » auquel je suis abonné depuis le numéro 1. Que de chemin parcouru depuis ce temps. Je feuilletais l'autre jour quelques-uns des premiers numéros, quel contraste ! L'acquis est énorme tant pour le contenu que pour la présentation.

Mais assez d'autosatisfaction, le P.s. bouillonne, les militants le savaient déjà ! Au plan des idées, c'est un fait positif, c'est vrai, mais, par contre, le bouillonnement, entendez le débordement dans tous les sens de certaines pratiques, laisse à réfléchir surtout pour un parti qui s'est donné la mission exaltante mais combien difficile de « changer la vie ». Prenons quelques exemples.

L'Europe ; le P.s. a arrêté sa position voici deux ans, alors comment se fait-il que de toutes parts des interprétations diverses surgissent de la part des responsables socialistes ? Il y a quelques semaines les organes d'informations rapportaient une déclaration attribuée à Robert Pontillon qui disait à peu près ceci : « Le groupe parlementaire socialiste votera les projets européens », Certes, il ne s'agit pas de mésestimer les convictions européennes de certains de nos camarades, la plupart les ont acquises aux lendemains des horreurs de la guerre et des espérances nées des combats de la Résistance, et de ce fait chargées de générosité. Mais ne nous masquons pas les yeux : qu'a à voir l'Europe actuelle avec ces espérances ?

Autre exemple : la préparation des élections municipales. Tout se passait bien, nous nous amusions du spectacle donné à droite. D'Ornano quittant la Normandie pour ce Paris « qu'il a toujours habité », provoquant de belles réactions des « gaullistes » de nouveau rassemblés. Mais voilà ce spectacle ne suffisait pas, alors le P.s. en offre un autre aux Parisiens pour les fêtes de fin d'année. La presse nous apprend la désignation de Georges Sarre comme candidat au poste de maire de la capitale ! L'attitude de la gauche et plus particulièrement du P.s. semblait jusque-là être la suivante : « la question n'est pas d'actualité, la gauche étudiera la situation le moment venu ». Quelle a été la part des militants socialistes dans cette désignation ? Qui en a discuté à part quelques comités restreints ? Personne à ma connaissance, ce qui qui fait que cette désignation « démocratique » ressemble fort à la procédure adoptée en face pour désigner d'Ornano.

(Patrice LIQUIERE, Paris)

● *La décision de présenter Georges Sarre comme candidat à la candidature pour la mairie de Paris a été prise, à la majorité, par la Commission exécutive de la Fédération de Paris.*

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

▶ abonnement d'un an (130 F) ☐

▶ abonnement de six mois (75 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller,Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : René Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

changer la vie avec le Parti socialiste

LE P.S. CONTRE LE BRUIT

Roissy, capitale internationale du bruit... les riverains du Val-d'Oise subissent les décibels de cet aéroport même la nuit. La Fédération du P.s. organise samedi après-midi un colloque sur les nuisances aériennes à Villiers-le-Bel (Salle des fêtes Marcel-Pagnol) pour que cessent immédiatement les vols de nuit, pour une meilleure indemnisation et pour une politique de réduction du bruit à sa source.

UNE POLITIQUE POUR LES MUSEES

Le secrétariat national à l'Action culturelle organise les 15 et 16 janvier prochains une rencontre nationale de la Culture sur le thème : « Pour une politique des musées » qui se tiendra au groupe scolaire des Raguidelles rue du docteur Emile-Roux, à Suresnes. La journée du samedi débutera par un exposé introductif de Bernard Pingaud, suivi par trois tables rondes dont les thèmes seront :

▶ Le musée comme banque de donnée

▶ Le musée pour les publics

▶ Les nouvelles formes de musée.

Au cours de la deuxième journée, poursuite des travaux des tables rondes et réunion d'une commission sur le thème « Structure des musées, statut et formation des personnels ». En fin de journée, Dominique Taddéi fera la synthèse des travaux au cours d'une séance plénière.

DEUX BROCHURES POUR LES MUNICIPALES

Dans le cadre de la préparation de la campagne des municipales, le secrétariat national à la Formation vient de publier deux brochures :

▶ « Logement social et cadre de vie » est le premier titre d'une nouvelle série, « Documentation P.s. », qui regroupe des documents officiels du Parti sur un thème donné, ainsi qu'une bibliographie. Cette brochure-ci (64 pages, 4 francs) contient des textes de Hubert Dubedout, Christiane Mora, Dominique Taddéi, Jean Le Garrec et deux propositions de loi.

▶ « Dossier formation n° 3 : La prise de responsabilités municipales » (58 pages, 7 francs). Il s'agit d'un dossier qui doit servir aux camarades chargés de la formation pour préparer les stages sur les municipales. Ce n'est pas un document technique, ce n'est pas non plus un programme général d'action municipale (ce dernier est notre « manifeste municipal ». C'est, à la jonction des deux, un document qui s'efforce de situer le cadre, les perspectives et les limites d'une gestion locale socialiste sur la base des réalités et des objectifs politiques du P.s.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

Les entretiens du jeudi, de 19 h à 21 h seront animés

● le 13 janvier par Gaston Defferre et Jean Pronteau

● le 20 janvier par François Mitterrand

● le 27 janvier par Dominique Taddéi et Alain Vivien

ALLO P.S. : 551.91.92

Le bulletin d'information téléphoné du P.s. reprendra le lundi 10 janvier, à partir de 20 h et jusqu'à 9 h le lendemain matin.

Désormais, **chaque jeudi,** notre bulletin sera rédigé et enregistré par l'un de nos responsables nationaux qui fera, à cette occasion, le bilan mensuel de ce qui s'est passé dans son secteur.

Vous pouvez déjà noter les rendez-vous suivants :

● Le jeudi 13 janvier, bilan de la politique intérieure, par Claude Estier

● Le jeudi 20 janvier, bilan de la politique sociale, par Jean-Paul Bachy

● Le jeudi 27 janvier, bilan de la politique économique, par Jacques Attali

● Le jeudi 3 février, bilan de la politique internationale, par Robert Pontillon

● La Fédération nationale des élus socialistes et républicains organise un rassemblement national des élus et des candidats socialistes aux élections municipales le samedi 15 janvier, à partir de 9 h 30, au Novotel de Paris-Bagnolet (métro Gallieni). Participation de François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Marcel Champeix, Maurice Pic, Charles Hernu, Georges Fillioud. Les débats seront ouverts à la presse.

● La première conférence nationale des groupes socialistes d'entreprise et des sections d'entreprise de l'agriculture et des industries agro-alimentaires aura lieu le samedi 15 janvier prochain au siège du Parti, 7 bis, place du Palais-Bourbon, avec la participation de salariés concernés et de Pierre Mauroy, Michel Rocard, Alain Rannou, Roger Duroure, Edgard Pisani et Pierre Joxe.


le journal socialiste de grenoble

débat

décembre 76
N°3 2F

L'Union de la gauche à l'épreuve des municipales

L'EMPRISE D'EMPAIN & C°

Grenoble et les socialistes p. 2/3
Des communes plus libres p. 5
Le cri de joie des Québécois p. 8
Questions à Michel Rocard p. 9
Un mois dans la ville p. 11/12

Parmi les nouveaux titres de la presse locale du P.s. nous saluons « Débat », le journal socialiste de Grenoble, qui vient de sortir son troisième numéro sur 12 pages avec un éditorial d'Hubert Dubedout, un article de Guy Nevache et une interview de Michel Rocard.

● Le secrétariat national aux Etudes du P.s. organise le 22 janvier prochain une journée nationale d'études sur la recherche.

Cette journée, qui se déroulera de 9 à 18 h au Fiap, 30 rue Cabanis à Paris 14e, prévoit des travaux en groupes sur la recherche industrielle, la recherche et l'enseignement, les statuts de la recherche, les sciences sociales, la recherche biomédicale, le contrôle de la technologie, etc.

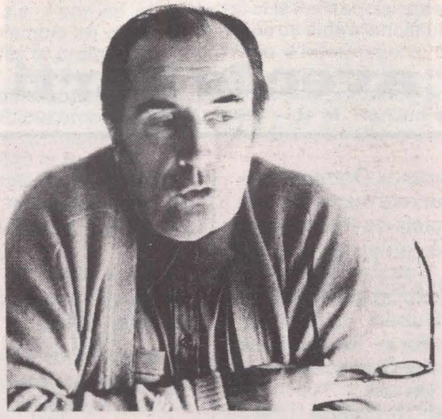
● Le Centre national de Formation organise, les 28, 29 et 30 janvier, à Saint-Prix (Val-d'Oise) un séminaire consacré à « Communication et expression orale ». Inscriptions au secrétariat national à la Formation, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

● Le Centre national de Formation organise les 21, 22 et 23 janvier à Paris un séminaire consacré au thème « La gestion municipale dans les villes petites et moyennes et les zones rurales ». Ce séminaire constituera en fait le double de celui qui s'est tenu sur le même thème les 12, 13 et 14 novembre. On peut encore s'inscrire au secrétariat national à la Formation, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

UNE GAZETTE BIEN SYMPATHIQUE

Un nouveau sigle : S.l.a. Entendez « Société libérale avancée », lancé par un nouveau magazine, « La gazette libérale... et avancée ». On y brocarde joyeusement notre « roi de France provisoire », on y décortique l'itinéraire de notre « Kennedy de Seine-inférieure : Dentifrix le Sournois » et on nous raconte des histoires touchantes et édifiantes, toujours avec un petit sourire en coin.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

JEUDI 30 DECEMBRE

A Latche, où je passe cette fin d'année, je regarde chaque soir la télévision à l'heure du journal parlé (ce qui, à Paris, m'arrive rarement). J'ai donc assisté hier au surprenant spectacle du ministre de l'Intérieur flanqué du directeur de la Police judiciaire et du chef de la Brigade criminelle et donnant une conférence de presse sur l'état de l'affaire de Broglie. Si j'ai bien entendu M. Poniatowski, grâce à l'enquête accélérée, ronde comme une bille et merveille du genre, menée par les services de police, « tous ceux qui de près ou de loin ont participé au crime sont désormais sous les verrous ». On connaît le tueur, les comparses, l'intermédiaire et les commanditaires. Cependant, tandis que, la mine réjouie, le ministre parlait, fort économe de regrets sur l'exécution d'un homme que l'on pouvait croire son ami, la gêne me gagnait. Pour une raison de convenance et pour une question de principe. La convenance ? Ce scénario à la sortie d'un Conseil des ministres où l'on s'était flatté d'avoir réduit la criminalité à son niveau le plus bas depuis quinze ans, au lendemain de la visite du président de la République dans un commissariat parisien, tombait trop à pic pour ne pas ressembler à une assez vulgaire opération de propagande. Une question de principe ? Si ces gens sont coupables, pensais-je, ce n'est pas au ministre de la Police d'en décider. Et je me souvenais d'une autre circonstance où déjà deux dignitaires du régime avaient mis une hâte indécente à tenter de tirer profit (politique) de l'assassinat d'un enfant.

C'est dire combien j'approuve la note de la Chancellerie que la presse diffuse ce matin et qui s'élève contre le grave manquement aux règles élémentaires du droit des gens dont s'est rendu coupable M. Poniatowski (même si je m'étonne de ne pas trouver au bas de cette protestation la signature du garde des Sceaux, M. Olivier Guichard, habile à dissimuler sa haute taille dans les fourrés de l'anonymat).

Bien qu'ayant siégé au Palais-Bourbon quatre législatures avec Jean de Broglie, je ne l'ai jamais approché. Je ne le connaissais que pour l'avoir entendu s'exprimer quelquefois à la tribune de l'Assemblée. Tout me séparait de cet orateur disert et sentencieux, dirigeant — il fut secrétaire général du parti des Indépendants — d'un des deux grands partis de la majorité et membre de gouvernements que je n'avais cessé de combattre. Eh ! bien, sa mort m'émeut. Je ne sais ce qu'on découvrira demain sur lui et contre lui, puisque le mouvement du temps veut que, si l'assassin peut espérer des circonstances atténuantes, on les refuse à la victime. Mais ces amis qui se taisent ou bien qui se détournent, ce Premier ministre qui se fait représenter aux obsèques par la casquette d'un préfet, ces trois ministres, élus de Normandie, qui s'esquivent pour ne pas se mouiller (l'échine ? Ah, cette excuse du mauvais temps, Messieurs Lecanuet, d'Ornano, Rufenacht !)...

Mourir en fait divers. Je n'imagine pas pire échec pour qui a rêvé que sa vie serait haute. Mort ratée, vie manquée. Ce corps sanglant et pitoyable, couché sur un trottoir un matin de décembre et qu'on pourrait pousser du pied, la balle qui l'a troué a déchiré bien autre chose qu'une aorte. Me revient en mémoire ce titre de Jouhandeau : « La faute plutôt que le scandale ».

MARDI 4 JANVIER

Je ne souhaite pas que le plan Barre échoue. Je ne crois pas qu'il réussisse. J'ai déjà dit pourquoi. Le plan Barre n'est qu'un assemblage de procédés dont M. Giscard d'Estaing s'est servi naguère dans des situations moins difficiles et qui ont, l'un après l'autre, échoué. En les rendant plus cohérents par une mise en œuvre mieux conçue, M. Barre n'en a pas modifié la nature, qui est de corriger les ratés d'un moteur sans toucher à la moindre pièce. Mais, puisque tout le monde est d'accord pour reconnaître que les aspects psychologiques et moraux du redressement économique comptent davantage que la technique, je dois écrire ici combien me choque la manipulation de l'indice des prix de novembre.

On a dit que cet indice n'aurait été que de 0,4 % par rapport au mois précédent si le pétrole n'avait pas augmenté, Oui, mais quel pétrole ? Interrogez n'importe qui autour de vous : on attribuera cette hausse à la décision des pays de l'Opep lors de leur réunion du Qatar, et c'est bien cette confusion qu'a sciemment organisée M. Barre Or, l'indice de novembre a tout simplement répercuté l'augmentation du prix de l'essence décidée par le gouvernement fin octobre et appliquée le 2 novembre (super à 2,25 francs, essence ordinaire à 2,09, gas-oil à 1,34) à seule fin d'équilibrer le budget de l'Etat. Cette mesure était naturellement inflationniste. Le sapeur Camember , pour boucher un trou, en creusait un autre. M. Barre s'est inspiré de cette méthode. Quant aux nouveaux tarifs de l'Opep, ils ne sont entrés en vigueur que le 1er janvier 1977 et n'auront d'effet, au niveau de la consommation française, qu'un peu plus tard.

Remarquons au passage que si l'on déduit de l'indice de novembre les 0,4 % qui résultent du relèvement de l'impôt sur l'essence il serait logique par symétrie d'ajouter à l'indice de janvier les 0,6 % que représentera la baisse de la T.v.a. ? J'observerai également qu'un blocage temporaire des prix suivi d'une réduction des taux de la T.v.a. (mesures empruntées à notre programme) ne fera qu'endormir le mal tant que le gouvernement refusera les réformes structurelles que la gauche propose. Enfin, je rappellerai qu'en 1973 une telle opération avait montré son caractère dérisoire. Le 1er janvier 1973, le taux normal de la T.v.a. était ramené de 23 % à 20 %, le taux réduit de 7,5 à 7 % et la taxe de 7,5 % sur la viande bovine suspendue. Les résultats furent éloquents :

— hausse de l'indice des prix en janvier : 0 % ;

— hausse de l'indice des prix en février : 0,3 % ;

— hausse de l'indice des prix en mars : 0,5 % ;

— hausse de l'indice des prix en avril : 0,7 % ;

— hausse de l'indice des prix en mai : 0,9 % ;

La devise de M. Barre serait-elle : « Après mars (et les élections !) le déluge » ?

MERCREDI 5 JANVIER

Ces magistrats — quelle différence avec des tueurs à gages ? — capables d'envoyer à la guillotine trois hommes déjà condamnés pour les mêmes faits à des peines légères, en vertu d'une loi rétroactive que n'avaient lue ni les juges ni les défenseurs ni, à plus forte raison, les accusés et qui, tout sursis et tout recours abolis, ordonnait l'exécution des « coupables » sans délai, ces magistrats que nous a montrés aux Dossiers de l'écran le film de Costa-Gavras « Section spéciale », sont-ils encore parmi nous ? On objectera que les temps ont changé depuis Vichy, la guerre, l'Occupation. On plaidera la théorie du moindre mal. On entendra même, pour l'excuse de ces nobles consciences, les mots ordre, patrie, civilisation ou honneur de servir.

Il n'existe, cela va de soi, aucune relation entre le misérable tribunal d'exception de 1941 et les institutions judiciaires d'aujourd'hui, en dépit de cette verrue, la Cour de sûreté, qu'un rien rendrait maligne, s'il le fallait. Aucune relation ? Si, la raison d'Etat. Il suffit de parcourir les attendus de l'ordonnance de non-lieu rendue dans l'affaire du « Canard enchaîné » — parmi d'autres décisions de Justice où la raison d'Etat camoufle, comme il se doit, les plus vils intérêts de la classe dirigeante — pour comprendre qu'entre l'indépendance et la servitude du juge il n'est pas de juste milieu.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325